



# **Pagaille sur les Plateaux**

**LA TRAJECTOIRE DE L'ESCALADE  
DE LA VIOLENCE DANS LES  
MONTAGNES DU SUD-KIVU**

**Judith Verweijen, Juvénal Twaibu,  
Moïse Ribakare, Paul Bulambo et  
Freddy Mwambi Kasongo**

## SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

## AUTEURS

Judith Verweijen est professeure adjointe en relations internationales à l'Université de Sheffield. Elle a publié largement sur la sécurité, la militarisation, la violence, les conflits et la gouvernance à l'est du Congo.

Juvéнал Twaibu Bilongwe est chercheur principal au Centre Indépendant des Recherches au Sud-Kivu (CIRESKI) basé à Uvira et chercheur avec le Baromètre Sécuritaire du Kivu. Il est aussi un avocat en droit public international.

Freddy Mwambi Kasongo est le chargé de programme de l'Association d'Actions de Paix et Développement communautaire (APADEC).

Paul Bulambo Sestetj est le coordonnateur de l'Association d'Actions de Paix et Développement communautaire (APADEC) et un chercheur indépendant se focalisant sur la résolution des conflits et la démobilisation des enfants soldats.

Moïse Ribakare est un chercheur et analyste spécialisé dans les dynamiques de conflits régionaux et communautaires à l'est du Congo. Il coordonne l'Association des Jeunes pour le Développement Communautaire (AJDC).

## CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

[www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en](http://www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en)

## GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

[www.gecshceruki.org](http://www.gecshceruki.org)

## GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordonnateur : Tomas van Acker

[www.gicnetwork.be](http://www.gicnetwork.be)

## PUBLICATION

Éditorial : Lee Gillette

Traduction : Martial Elfi Kashori

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2021 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



# Pagaille sur les Plateaux

**LA TRAJECTOIRE DE L'ESCALADE  
DE LA VIOLENCE DANS LES  
MONTAGNES DU SUD-KIVU**

**Judith Verweijen, Juvénal Twaibu,  
Moïse Ribakare, Paul Bulambo et  
Freddy Mwambi Kasongo**



# Sommaire exécutif

Le présent rapport analyse les origines et les causes de l'escalade de la violence sur les Hauts Plateaux, une zone montagneuse située dans la province du Sud-Kivu, à l'Est de la RDC. Il soutient que quatre mécanismes sont à l'origine de cette violence.

Le premier est le discours sur le « conflit ethnique » et « l'autochtonie ». Cependant, la tendance à considérer que toute violence est liée à l'ethnicité est problématique car elle fait abstraction des autres moteurs du conflit et de la violence et a pour conséquence l'attribution d'une responsabilité collective à des actes de violence individuels. Cela entraîne une violence par vengeance et la confusion entre les groupes armés et les civils. Le dilemme de sécurité constitue le deuxième mécanisme. Si les forces armées congolaises sont souvent perçues comme partiales, la présence de groupes armés considérés comme « ethniques » incite à la contre-mobilisation. La militarisation, ou la tendance des acteurs politiques locaux et des élites politico-militaires nationales et régionales à recourir aux armes pour résoudre les conflits de pouvoir, constitue le troisième mécanisme. Le quatrième mécanisme est la nature multidimensionnelle de la dynamique du conflit et de la violence, étant donné que la crise sur les Plateaux est façonnée par des évolutions locales, provinciales, nationales et régionales.

Il est donc nécessaire que ces quatre mécanismes soient pris en compte si l'on veut faire cesser la violence qui sévit sur les Plateaux. Cependant, les efforts de stabilisation actuels ne tiennent pas compte de la militarisation ni de la multiplicité des moteurs du conflit et de la violence. De plus, le fait qu'ils mettent l'accent sur le dialogue intercommunautaire renforce les discours sur les « conflits ethniques », que le présent rapport considère comme problématiques. Les initiatives visant à résoudre la crise sur les Hauts Plateaux doivent tenir compte du rôle majeur des élites politico-militaires à tous les niveaux, y compris les politiciens nationaux et les gouvernements des pays voisins.

# Table des matières

<b>1   INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
<b>2   DISCOURS DE CONFLITS ETHNIQUES ET D'AUTOCHTONIE</b>	<b>12</b>
2.1 Des récits de conflit contradictoires	12
2.2 L'origine des contradictions dans les récits de conflits	15
<b>3   LA MILITARISATION</b>	<b>21</b>
3.1 Les guerres du Congo	21
3.2 L'héritage des guerres du Congo	27
<b>4   LES DILEMMES DE SÉCURITÉ ET LA MILITARISATION DES CONFLITS LOCAUX</b>	<b>33</b>
4.1 Les dilemmes de sécurité qui s'entremêlent	34
4.2 La militarisation des conflits agropastoraux et le pillage du bétail	37
4.3 Intégration et désintégration de l'armée	41
4.4 La militarisation des conflits de pouvoir local à Bijombo	46
<b>5   ESCALADE</b>	<b>54</b>
5.1 Vers une escalade : les moteurs nationaux	55
5.2 Régionalisation	60
5.3 Les effets multidimensionnels des élections	64
5.4 Escalade et propagation	70
<b>6   VERS UN CONFLIT ARMÉ PROLONGÉ ?</b>	<b>74</b>
6.1 La dynamique changeante de la violence en cours	75
6.2 Fragmentation et changement d'alliances	82
6.3 Opinions divergentes et guerre de l'information	87
<b>7   LES EFFORTS INTERNATIONAUX DE CONSOLIDATION DE LA PAIX</b>	<b>93</b>
7.1 Les effets limités des dialogues et pourparlers	93
7.2 Les limites des dialogues et pourparlers	100
<b>8   CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>105</b>
<b>9   BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>109</b>
<b>10   ANNEXE : APERÇU DES PRINCIPAUX ACTEURS SUR LES HAUTS PLATEAUX</b>	<b>115</b>

Situés à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), au sud de la province du Sud-Kivu, les Hauts Plateaux sont une région montagneuse où la violence s'est amplifiée au cours des trois dernières années. Si les combats se poursuivent dans cette région depuis la fin officielle de la deuxième guerre du Congo (1998-2003), jamais des violences d'une telle intensité et d'une telle durée n'avaient été observées auparavant.

Une tragédie humanitaire a été provoquée par ces violences, qui ont poussé plus de 220 000 personnes à quitter leurs foyers.<sup>1</sup> Des villages entiers, dont des écoles, des églises et des centres de santé, ont été entièrement détruits par les belligérants. La famine a frappé une grande partie de la population, incapable de cultiver et ayant perdu la plupart de son bétail en raison du pillage endémique. La population a également été victime d'horribles exactions, les belligérants de tous bords enfreignant le droit international humanitaire en s'attaquant aux civils ainsi qu'aux camps de déplacés. Ni l'armée congolaise ni la mission de maintien de la paix des Nations unies en RDC (MONUSCO) n'ont été en mesure, ou n'ont pas fait suffisamment d'efforts, pour protéger les civils et mettre un terme aux combats. Si de nombreuses initiatives destinées à instaurer la paix ont été entreprises, notamment des dialogues intercommunautaires et des accords de cessez-le-feu, aucun de ces efforts n'a eu jusqu'à présent un impact durable.

---

<sup>1</sup> En janvier 2021, les estimations du nombre de personnes déplacées s'élevaient à 220 795 selon un recensement effectué par les ONG APADEC, Groupe milima et AJEDC ; correspondance avec le coordinateur de l'APADEC, février 2021.

Ce rapport examine les origines et l'évolution de la tragédie sur les Hauts Plateaux, situés au croisement des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga. Bien que la crise actuelle soit sans précédent au regard de son ampleur et des destructions qu'elle a engendrées, il faut souligner que les mécanismes et facteurs sous-jacents demeurent en grande partie identiques à ceux des violences antérieures. Ces facteurs sont beaucoup plus complexes que la simple interprétation du conflit comme étant « ethnique », couramment utilisée dans les rapports des médias nationaux et internationaux et d'autres observateurs, tels que la MONUSCO (ONU, 2019).

Quatre mécanismes interdépendants peuvent expliquer l'escalade actuelle de la violence. Le premier est **l'accent que l'on met sur les discours de conflit « ethnique » et « d'autochtonie »**. Les parties au conflit tout comme les observateurs considèrent la plupart des conflits locaux sur les Plateaux comme étant essentiellement des « conflits ethniques » et « d'autochtonie ». Cette dernière notion fait allusion au fait d'être les tout premiers habitants d'une région donnée, ce qui fait des conflits une lutte entre « autochtones » et « étrangers ». Si les tensions entre les communautés jouent sans aucun doute un rôle dans la violence actuelle, la dimension identitaire n'est qu'un des nombreux aspects en jeu. La contestation du pouvoir local, du territoire et de l'accès à la terre ainsi qu'aux ressources naturelles, y compris la taxation des marchés et des mines et la réglementation des mouvements de bétail, sont également à l'origine de conflits. Le « conflit ethnique » prédomine également comme explication de la violence. Néanmoins, la majorité des actes de violence résultent de diverses motivations, notamment le besoin de générer des revenus, la stratégie militaire, la vengeance personnelle et la rivalité. Non seulement la notion de « conflit ethnique » empêche de déceler ces autres motivations, mais elle a pour conséquence **d'attribuer une responsabilité collective à des actes de violence individuels**. Ceci, à son tour, fait que **la distinction entre les groupes armés et les civils soit difficile à établir**. Si la plupart des violences sur les Plateaux sont commises par des groupes armés, elles sont tout de même imputées aux communautés dans leur ensemble. En effet, la plupart des groupes armés sont considérés comme « représentant » certains groupes ethniques et, par extension, comme agissant en leur nom. Il en résulte que les actes de violence d'un groupe armé peuvent entraîner une vengeance sur les membres (civils) du

groupe de l'auteur de l'acte, déclenchant ainsi une série de massacres réciproques. Si de nombreux groupes armés sont effectivement soutenus par les membres de certaines communautés pour des raisons de protection et de défense de leur cause dans les conflits locaux, ils ne sont pas mandatés par ces communautés et ces dernières n'ont pas vraiment leur mot à dire sur les actions et stratégies de ces groupes armés.

Le **dilemme de sécurité** constitue le deuxième mécanisme à l'origine de la mobilisation et de la violence armées : étant donné que les groupes armés sont considérés comme des représentants de « communautés ethniques » spécifiques, la présence d'un tel groupe devient automatiquement une menace pour les autres communautés. Par conséquent, ces dernières considèrent qu'il est justifié de soutenir un groupe armé issu de leurs communautés pour garantir leur sécurité, protéger leurs terres, leurs biens et leurs intérêts. La présence de ce groupe armé, à son tour, fait hésiter les membres des communautés « rivales » à soutenir la démobilisation de « leur » groupe. Dans ce contexte, la réussite de la démobilisation n'est envisageable que si toutes les parties prenantes acceptent simultanément de rendre les armes. Le dilemme de sécurité est lié principalement à une **perception de la partialité des forces armées congolaises** (FARDC). En effet, toutes les parties aux conflits sur les Plateaux accusent les FARDC de favoriser une partie plutôt que l'autre, comme en témoignent leur inaction sélective et leur collaboration présumée avec certains groupes armés. Il en découle que, lorsque la population est confrontée à des menaces existentielles, elle ne peut pas compter sur l'armée pour assurer sa protection. Cette méfiance justifie largement le soutien de la population aux groupes armés.

**La militarisation** constitue le troisième mécanisme favorisant la violence sur les Plateaux : la violence ne découle pas directement des conflits de pouvoir local, de territoire et des ressources. C'est plutôt l'idée que le recours à la force est justifié pour l'emporter dans ces conflits. Les dirigeants locaux impliqués dans des conflits font souvent appel à des groupes armés pour soutenir leur position. De même, les politiciens actifs au niveau provincial ou national exploitent les groupes armés pour avoir de l'influence ou surpasser leurs concurrents, notamment ceux de leur propre groupe ethnique. Le fait d'avoir une influence sur les groupes armés donne du poids aux politiciens

au sein du gouvernement, tout en leur permettant de gagner des voix et du soutien populaire.

La militarisation, à son tour, est à la base du quatrième mécanisme qui a ravivé les flammes de la violence sur les Plateaux : **la nature multidimensionnelle de la dynamique du conflit et de la violence**. Les tensions locales, nationales et régionales (région des Grands Lacs) sont intimement liées. Les groupes armés étrangers se retrouvent impliqués dans les hostilités qui sont façonnées par des évolutions locales, en raison des « entrepreneurs politico-militaires » qui opèrent au niveau national. Le fait que les dynamiques du conflit et de la violence soient entremêlées à différents niveaux rend simpliste l'idée répandue selon laquelle la violence est le résultat de « l'ingérence et de la manipulation étrangères ». Il est certain que l'implication de forces armées étrangères a fait monter la violence en flèche. Mais cela s'est surtout produit par le biais de leurs alliances ou de leur soutien aux groupes armés congolais, qui en général ont volontairement accepté de collaborer avec ces forces.

Non seulement les dynamiques du conflit et de la violence varient d'une échelle à l'autre, mais elles s'entremêlent également dans des zones géographiques différents. Le déclenchement de la violence dans une zone peut s'étendre à une autre. La zone des Plateaux est un vaste espace qui couvre trois territoires différents et englobe le milieu de vie de plusieurs communautés. La violence se propage d'une zone à l'autre, étant donné que les membres des mêmes communautés vivent dans plusieurs zones, et que les groupes armés sont mobiles et forment des alliances avec des groupes armés dans d'autres zones. En 2018, par exemple, la violence a d'abord atteint un pic dans la zone de Bijombo, avant de se répercuter sur la zone autour de Minembwe en 2019.

La région des Hauts Plateaux et celle des Moyens Plateaux, qui lui est adjacente, se composent d'un certain nombre de zones présentant des dynamiques de conflit et de violence distinctes, mais fortement interconnectées. Faute d'espace, ce rapport ne couvrira pas chacune de ces zones de manière aussi détaillée. Il se concentre sur trois grandes zones (voir carte n°1). La première est le groupement (unité administrative inférieure à un secteur ou à une chefferie) de Bijombo, faisant partie de la chefferie de Bavira

située dans le territoire d'Uvira. L'un des principaux moteurs du conflit dans cette zone est la lutte pour le poste de chef de groupement, qui a confronté généralement, mais pas exclusivement, les Banyamulenge aux prétendants Bafuliiru et Banyindu. Des systèmes de gouvernance parallèles sont nés de ce conflit qui s'est militarisé, les différentes parties au conflit étant alliées à différents groupes armés. Ces tensions se sont encore amplifiées avec la concurrence pour la taxation des marchés hebdomadaires.

Itombwe constitue la deuxième zone, un secteur faisant partie du territoire de Mwenga. On y trouve la vaste forêt d'Itombwe et des pâturages pour le bétail. Cette zone est marquée par des conflits de pouvoir local, notamment pour le poste de chef de secteur et la position de chef dans plusieurs villages. Les dirigeants Banyamulenge et Babembe ont été le plus souvent impliqués dans ces conflits. Les conflits de longue date dans la région de Mibunda sont liés aux déplacements et au pillage du bétail, dont la plupart appartiennent aux Banyamulenge. De plus, le marché hebdomadaire de Mikalati et un certain nombre de sites d'extraction artisanale de l'or, comme Luhemba, font l'objet d'une concurrence pour leur contrôle.

La troisième zone est celle de Minembwe et ses environs, notamment le secteur de Lulenge situé dans le territoire de Fizi. Cette zone a été marquée par de violents conflits de pouvoir local, surtout récemment en association avec la nouvelle commune rurale (entité administrative locale décentralisée) de Minembwe. Des conflits liés à la transhumance (le déplacement saisonnier du bétail vers des pâturages plus verts), à la taxation et au pillage du bétail ont fait leur apparition près de Lulenge. Ici aussi, la concurrence pour la taxation des marchés et sites miniers a amplifié les tensions. La région de Minembwe est traditionnellement peuplée par des Banyamulenge et Babembe, auxquels s'ajoute un nombre croissant de Bashi. Dans ses abords immédiats, vers Lulenge et Milimba, on trouve également des Bafuliiru et des Banyindu.

Le présent rapport repose sur de nombreuses années de recherche, dont trois des chercheurs originaires de la région des Plateaux. Les deux autres chercheurs, dont un basé à Uvira, ont effectué de multiples voyages de recherche sur le terrain sur les Plateaux depuis 2010. Tous ont suivi de près les évolutions dans la région depuis au moins une décennie. D'autres recherches

ont été menées en avril 2020, dans les zones de Bijombo Nord, Bijombo Sud, Minembwe et ses environs, où des entretiens semi-structurés ont été réalisés avec des informateurs clés dans de nombreux villages. Parmi ces informateurs figuraient des autorités coutumières et politico-administratives, des leaders communautaires, des acteurs de la société civile, des services de sécurité et des personnes liées à des groupes armés.

Voici comment se présente la suite de ce rapport. Tout d'abord, il décrit brièvement les circonstances historiques à l'origine de la persistance des récits d'ethnicité et d'autochtonie. Il examine également la manière dont ces récits sont liés aux conflits passés et présents de pouvoir local et de territoire. Par la suite, le rapport explique comment ces conflits et la course au pouvoir des élites se sont militarisés, en particulier pendant les guerres du Congo (1996-2003), et leurs conséquences directes. Il montre ensuite la manière dont les dilemmes de sécurité locale ont entravé la démobilisation des groupes armés durant la période de transition (2003-2006) qui a suivi les guerres du Congo, ainsi que les tentatives de démobilisation en 2011. Le rapport examine ensuite la manière dont les dynamiques régionales, nationales et locales du conflit et de la violence s'entremêlent et comment cela a contribué à une escalade de la violence en 2019. La partie suivante fait état de la situation actuelle, en concentrant son attention sur la violence en cours, la division entre les belligérants et les interprétations divergentes de la violence. La dernière partie analyse les efforts internationaux de stabilisation et de consolidation de la paix, en particulier les dialogues et pourparlers intercommunautaires. Elle est suivie d'une série de conclusions et recommandations générales sur les perspectives d'avenir.

## 2 |

# Discours de conflits

# ethniques et d'autochtonie

La violence sur les Hauts Plateaux est le plus souvent interprétée comme un conflit intercommunautaire ou ethnique opposant les Banyamulenge aux Babembe d'une part et aux Bafuliiru et Banyindu d'autre part. Certes, des tensions occasionnelles existent depuis longtemps entre ces groupes, même si elles ont été accompagnées de relations cordiales et d'interactions quotidiennes pacifiques. Il serait donc simpliste d'attribuer ces tensions principalement à l'identité ethnique. Les conflits identitaires interagissent plutôt avec une série d'autres conflits, notamment les conflits fonciers et de pouvoir local. L'invocation de l'ethnicité suscite des sentiments très forts, car elle joue sur le sentiment d'appartenance des populations. De plus, l'identité est intimement liée à certains droits, tels que l'accès à la terre, le pouvoir local et la citoyenneté congolaise. Pour expliquer ce lien, cette section analyse d'abord les opinions dominantes, les griefs et les revendications exprimés par les différentes parties aux conflits sur les Plateaux. Ces opinions et revendications s'inspirent en grande partie d'interprétations particulières de l'histoire, notamment de l'époque coloniale et, plus récemment, des guerres du Congo (Mathys, 2017).

## 2.1 Des récits de conflit contradictoires

Les Banyamulenge et les groupes « autochtones » autoproclamés, notamment les Babembe, les Bafuliiru et les Banyindu, ont des interprétations divergentes de l'histoire ainsi que des points de vue différents sur les droits et le statut de l'identité de certains groupes. Une certaine prudence est requise

en examinant ces différents points de vue : nous présentons ici de grandes généralisations qui ne sont probablement pas partagées par toutes les personnes appartenant à la communauté concernée. En fait, nombreux sont ceux qui expriment des points de vue relativement nuancés plutôt que radicaux. Cela est surtout le cas des habitants de la région des Plateaux, qui ont connu un passé de cohabitation et d'interaction quotidienne avec différents groupes ethniques. Ce sont surtout les personnes les plus instruites et celles qui ne sont pas directement touchées par le conflit, comme les habitants des grandes villes et de la diaspora, qui ont des opinions radicales. De plus, elles sont exprimées par des « entrepreneurs politico-militaires » ou personnalités politiques et militaires qui cherchent à influencer l'interprétation du conflit par la population dans le but de s'attirer leur soutien.

Les Banyamulenge sont considérés par certains groupes autochtones auto-proclamés comme des « étrangers », plus précisément comme des nouveaux arrivants ou des immigrants venus du Rwanda. Ils ne sont donc pas des « congolais authentiques » et, par conséquent, n'ont pas droit à la terre, à la citoyenneté et aux postes de pouvoir local (coutumier). Des opinions plus modérées peuvent reconnaître que les Banyamulenge vivent sur le sol congolais depuis longtemps, mais continueront à affirmer qu'ils n'ont pas le droit de diriger les entités administratives locales (Verweijen & Vlassenroot, 2015). Cette prérogative devrait être réservée aux communautés considérées comme « autochtones » (qui signifie littéralement « natif du sol »). Seuls les premiers habitants ou habitants « originels » de certaines zones sont habilités à exercer le pouvoir (coutumier) et à être propriétaires de leurs terres supposées ancestrales. Étant donné que seules les personnes possédant des terres ancestrales au Congo sont considérées comme des « vrais congolais », la nationalité congolaise « d'origine » est réservée à cette catégorie. Les autres groupes ne peuvent obtenir la nationalité congolaise que « par acquisition » (Jackson, 2007 ; Hoffmann, 2021).

Un bon nombre de ces groupes qualifiés « d'étrangers », notamment les Banyamulenge, sont rwandophones, et donc parlent le kinyarwanda qui est la principale langue parlée au Rwanda. De plus, ils sont Tutsi, et donc considérés comme des « nilotiques » par opposition aux « bantous ». Le terme « nilotique » est ici considéré comme une catégorie « méga-ethnique » plutôt que

linguistique, étant donné que, du point de vue linguistique, le kinyarwanda est une langue bantoue (Jackson, 2006). À maintes reprises, selon ce récit, les Nilotiques/Tutsi, en particulier ceux venus du Rwanda, ont essayé de dominer les Bantous en envahissant leur pays, occupant leurs terres, changeant les noms des villages, des rivières et des montagnes, et usurpant leur pouvoir (coutumier). Cette perception est résumée par le soi-disant complot de « balkanisation », ou la croyance selon laquelle le principal objectif de l'invasion Nilotique/Tutsi est de démembrer le Congo en annexant les Kivus à un empire Tutsi plus vaste (Jackson, 2006). La première et la deuxième guerre du Congo, au cours desquelles des rébellions soutenues par le Rwanda ont envahi l'est du Congo, semblent prouver l'existence de ce complot. De nombreux massacres « d'autochtones », attribués aux Banyamulenge, ont été commis pendant ces guerres et sont restés gravés dans les mémoires. Selon la conception commune des autochtones, cette violence était une agression pour s'appropriier leurs terres ancestrales et usurper le pouvoir local (Verweijen, 2015). Les Banyamulenge auraient également refusé d'empêcher leur bétail de piétiner les champs des agriculteurs, une source perpétuelle de conflit qui reflète cette agressivité (Verweijen & Brabant, 2017).

Les récits des « groupes autochtones » autoproclamés reposent, selon les Banyamulenge, sur une falsification de l'histoire. En réalité, ils sont arrivés sur le sol de ce qui est aujourd'hui le Congo avant l'ère coloniale, contrairement à l'allégation selon laquelle ils sont de nouveaux arrivants. Ils ont donc droit à la citoyenneté congolaise « d'origine ». Le fait que les colonisateurs ne leur aient jamais accordé une entité administrative locale (coutumière) est principalement lié à la discrimination et au traitement injuste, et non au fait qu'ils ne vivaient pas dans la région à l'époque (Vlassenroot, 2002). Après l'indépendance, sous le régime de Mobutu Sese Seko, la discrimination s'est poursuivie. Non seulement ils ont été privés de la possibilité d'obtenir une entité administrative locale coutumière, mais leurs opposants ont de plus en plus tenté de leur retirer leur citoyenneté et de les priver de leurs droits, en invalidant leurs candidatures aux élections. La discrimination s'est transformée en hostilité visible au cours des années 1990. Les Banyamulenge ont été traités de tous les noms, tandis que des politiciens extrémistes ont exigé leur déportation (Ruhimbika, 2001). Mais plus encore, les Banyamulenge étaient de plus en plus pris pour cible par les soldats du gouvernement et les milices composées de groupes autochtones

autoproclamés. Avant et pendant les guerres du Congo, ils ont été victimes de plusieurs massacres, provoquant des peurs existentielles. De plus, ils ont été confrontés au pillage massif de leur bétail. Cela les a profondément bouleversés, étant donné qu'ils sont un peuple d'éleveurs pour qui les vaches ont une grande valeur symbolique et culturelle. Cette dégradation de la situation a incité de nombreux Banyamulenge à rejoindre les deux mouvements rebelles qui ont déclenché la première et la deuxième guerre du Congo, dans le but d'obtenir une sécurité existentielle, une citoyenneté incontestée et une représentation politique (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

## **2.2 L'origine des contradictions dans les récits de conflits**

L'arrivée des Banyamulenge dans ce qui est aujourd'hui le Congo est devenue un sujet de discorde, comme le montrent les récits présentés ci-haut. La législation sur la citoyenneté, qui prévoit différentes dates auxquelles un peuple doit avoir été présent sur le sol congolais pour obtenir la « nationalité d'origine », a fait grimper les enjeux de ce débat. En 1972, une loi accordant cette nationalité aux personnes originaires du Ruanda-Urundi (nom donné au Rwanda et au Burundi lorsqu'ils étaient des colonies belges) et établies au Kivu avant 1950 a été adoptée.<sup>2</sup> Cependant, une autre loi de 1981 a restreint la citoyenneté aux descendants des « tribus » établies sur le territoire national dans ses délimitations du 1er août 1885.<sup>3</sup> En 2004, une nouvelle loi a été adoptée qui confère la nationalité congolaise à « toute personne appartenant aux ethnies dont la population et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo à l'indépendance » (c'est-à-dire en 1960).<sup>4</sup> Ces différentes lois ont incité les Banyamulenge à faire valoir leur arrivée précoloniale. En revanche, les contestataires des autres communautés ont continué à les considérer comme faisant partie des différentes vagues d'immigrants et de réfugiés rwandais arrivés au Congo au cours du 20<sup>e</sup> siècle (Jackson, 2007 ; Verweijen, 2015a).

---

<sup>2</sup> Loi n° 1972-002 du 5 janvier 1972 relative à la nationalité zairoise.

<sup>3</sup> Loi n° 1981/002 du 29 juin 1981 sur la nationalité zairoise.

<sup>4</sup> Loi n° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité congolaise.

Si la migration des Banyamulenge est fortement contestée sur le plan populaire, de nombreux universitaires affirment qu'ils se sont installés sur le territoire actuel d'Uvira avant la création de l'État indépendant du Congo en 1885, non seulement en provenance du Rwanda actuel mais aussi de l'actuel Burundi (Depelchin, 1974 ; Willame, 1999 ; Lemarchand, 2009). Cette migration a eu lieu en plusieurs vagues (dont la date de début est toujours contestée), ce qui fait que « l'arrivée » des Banyamulenge n'est pas un événement unique mais un processus migratoire progressif.<sup>5</sup> Ce dernier s'est déroulé à une époque de migrations généralisées, où les frontières internationales n'existaient pas. De plus, à l'époque précoloniale, la plupart des groupes aujourd'hui considérés comme « ethniques » à Fizi, Uvira et Mwenga n'existaient pas encore en tant que « tribus » distinctes qui s'identifiaient en termes ethniques, et n'avaient pas non plus d'espaces de vie et de structures administratives bien délimités et fixes (Muchukiwa, 2006). Plus tard, plusieurs des sous-groupes qui allaient constituer ces « tribus » se sont installés à Fizi, Uvira et Mwenga en provenance d'autres régions (Moeller, 1936). Dans ce contexte, les revendications « d'autochtonie » et la représentation de groupes particuliers comme « étrangers/nouveaux arrivants » deviennent de plus en plus discutables.

C'est dans la plaine de la Ruzizi que s'est provisoirement établi l'un des plus grands groupes de Banyamulenge en migration, avant de monter sur les Moyens Plateaux vers une colline nommée Mulenge (en territoire d'Uvira). Les documents administratifs coloniaux révèlent que lorsque les colonisateurs belges ont commencé à mettre en place une administration au Kivu au début du 20<sup>ème</sup> siècle, il y avait un certain nombre de personnages considérés comme des dirigeants au sein de la population qu'ils appelaient « Banyarwanda » (ceux qui venaient du Rwanda). Parmi eux figurait Kaïla ou Kayira, qui dirigeait un groupe qui s'était d'abord installé à Mulenge, puis à Lulenge dans le Fizi. Un autre était Gahutu ou Kahutu, qui habitait dans la

---

<sup>5</sup> Selon Depelchin (1974), la plupart des Banyamulenge ont quitté le Rwanda sous le règne du roi Kigeri IV Rwabugiri (1860-1895), après de plus petites migrations sous Mutara II Rwogera (1830-1860) et sous le règne du roi Yuhi IV Gahandiro (1797-1830). D'autres chercheurs, tels que l'historien rwandais Alexis Kagame (1972), soutiennent que les migrations à petite échelle remontent au 16<sup>ème</sup> siècle.

plaine de la Ruzizi. Lorsque les autorités coloniales ont commencé à structurer l'administration locale avec la création de grandes chefferies à partir des années 1920, elles ont refusé d'accorder une chefferie aux Banyamulenge (Muchukiwa, 2006). Si les raisons exactes de ce refus restent à étudier, certains chercheurs attribuent cette exclusion à une discrimination de la part des autorités coloniales. Ces dernières estimaient que ce groupe était difficile à gouverner, du fait qu'il était relativement mobile et échappait au paiement des taxes et aux recensements. De plus, la crainte était qu'ils incitent également d'autres peuples à éviter l'influence européenne (Weis, 1958). À un moment donné, les colonisateurs ont reconnu certains chefs Banyamulenge comme des chefs de groupement, ou chefs coutumiers de sous-entités de chefferies ; comme le mentionne le rapport administratif d'Uvira de 1954, les Banyarwanda (comme on les appelait à l'époque) vivant dans la chefferie de Bavira ont été reconnus comme constituant un septième groupement (AAB, 1954).<sup>6</sup> Ce groupement semble toutefois avoir été supprimé par la suite, ce qui a privé les Banyamulenge de l'exercice du pouvoir local.

Les colonisateurs belges ont adopté un système d'administration indirecte, en s'appuyant sur les chefs coutumiers comme intermédiaires. Pour faire fonctionner ce système de manière ordonnée et efficace, ils ont entrepris la création de chefferies bien délimitées sur le plan territorial, chacune étant gouvernée par un chef suprême représentant une « tribu » particulière. La réalité sur le terrain ne correspondant pas à cette vision, ils ont été obligés de considérablement s'ingérer dans les dynamiques socio-politiques. Ils ont ainsi déplacé des sous-groupes, les ont fusionnés en une seule tribu, puis ont nommé des chefs suprêmes alors qu'il n'en existait aucun auparavant et ont tracé des frontières territoriales fixes autour d'espaces sociopolitiques autrefois fluides. Les chefs coutumiers étaient la pierre angulaire de ce système et étaient également indispensables à la gestion des terres, dont ils assuraient l'accès. Les chefs étant considérés comme les représentants de groupes ethniques particuliers, un lien complexe a été établi entre le pouvoir local, l'identité et le territoire, ce qui a transformé les chefferies en espaces ethniques (Muchukiwa, 2006 ; Hoffmann, 2019 ; Vlassenroot, 2013).

---

<sup>6</sup> Notre reconnaissance s'adresse à Gillian Mathys qui nous a fait part de cette observation.

Dépourvus de chefferie, les Banyamulenge étaient exclus de l'administration locale et n'avaient pas le droit de posséder des terres. Ils étaient soumis aux chefs suprêmes d'autres communautés, en particulier les Bavira, Bafulliiru, Babembe et Barundi, auxquels ils devaient payer un tribut, y compris pour accéder à la terre. Leur exclusion a provoqué de nombreux griefs, tout comme la suppression de leur groupement dans la chefferie de Bavira. Plus tard, après l'indépendance, cette exclusion a servi de prétexte pour ne pas les considérer comme des « congolais authentiques » et leur refuser les droits à la terre, au pouvoir local et à la citoyenneté (Jackson, 2007). Ce sont précisément ces enjeux majeurs liés au contrôle d'une chefferie ou d'un groupement qui expliquent la lutte des Banyamulenge pour disposer de leur propre entité administrative. Cette lutte s'est intensifiée à la suite de la guerre qui a éclaté dans les premières années qui ont suivi l'indépendance du Congo en 1960 (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

En 1964, une rébellion a éclaté dans le territoire d'Uvira, sous l'impulsion des idées anti-impérialistes et de justice sociale de Patrice Lumumba, le premier Premier ministre du Congo indépendant, assassiné en 1961. Si de nombreux Bafulliiru, Babembe et Bavira ont rejoint l'insurrection, les Banyamulenge n'ont guère manifesté d'enthousiasme pour ce qui est devenu la rébellion Simba. Leur attitude est carrément devenue hostile lorsque les rebelles ont fui une offensive de contre-insurrection dans les montagnes et ont commencé à attaquer le bétail des Banyamulenge. Pour riposter, et parce qu'ils étaient des partisans du gouvernement, les Banyamulenge ont créé une milice dénommée *Abagiriye* (« guerriers ») qui a été entraînée par les forces gouvernementales et a combattu aux côtés de celles-ci. De ce fait, les combats ont revêtu un caractère ethnique, opposant les Banyamulenge pro-gouvernementaux aux forces rebelles des autres communautés (Vlassenroot, 2002). La rébellion Simba, qui a pris fin en 1967, a conduit à une forte détérioration des relations intercommunautaires. Ces relations étaient cordiales par le passé, malgré le fait qu'il subsistait une distance sociale considérable entre les Banyamulenge et les autres groupes, en raison de leurs coutumes sociales, leur régime alimentaire et leur appréciation de la richesse et du travail, tous différents et centrés sur le bétail. La guerre des Simba a transformé ces relations en favorisant des représentations négatives mutuelles, imprégnées de souvenirs amers de la violence (Depelchin, 1974).

L'émancipation politique croissante des Banyamulenge, qui a découlé en partie des nouvelles possibilités d'emploi et d'éducation offertes par leur participation à la guerre, a également contribué aux frictions. Cette affirmation de soi s'est traduite par l'adoption du nom de « Banyamulenge » (« les originaires de Mulenge ») vers la fin des années 1960, faisant référence à la colline d'Uvira où leurs ancêtres avaient vécu. Le choix de ce nom soulignait leur lien avec le sol congolais et, par conséquent, le fait qu'ils devaient être reconnus comme une tribu authentique congolaise plutôt que comme des « immigrants » venus du Rwanda (Vlassenroot, 2002). Si la désignation Banyamulenge a fini par être amplement adoptée, elle a donné lieu à des accusations (qui perdurent encore aujourd'hui) de la part d'entrepreneurs politico-militaires autochtones autoproclamés, selon lesquelles le changement de nom était une stratégie visant à masquer leur « véritable origine (rwandaise) » (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

Le réveil politique des Banyamulenge a redoublé leurs aspirations à disposer d'une entité administrative locale, plus précisément un groupement dans la zone de Bijombo de la chefferie de Bavira, où un important groupe de Banyamulenge résidait sous la direction du chef Budulege (Vlassenroot, 2002). La personne à l'origine de cet activisme était Rumenera Sebasonera Obed (ou Kabarule), qui avait joué un rôle important dans les efforts de contre-insurrection contre la rébellion Simba. C'est en 1966 que Kabarule a exigé la création du groupement de Bijombo, qui n'a été réalisé qu'en 1979. Mais au lieu de nommer un Munyamulenge comme chef, comme le réclamait Kabarule, le *mwami* (chef coutumier) des Bavira a désigné un Muvira, alors que les Banyamulenge étaient majoritaires sur le plan démographique. Déçus et frustrés, les Banyamulenge de Bijombo ont continué à obéir aux ordres de leurs propres chefs, en particulier Kabarule. Cela a entraîné un système de gouvernement parallèle qui perdure aujourd'hui et se reflète également au niveau des villages, qui sont des subdivisions administratives du groupement (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

Les conflits de pouvoir local à Bijombo (et ailleurs sur les Plateaux) sont généralement perçus comme des « conflits ethniques » en raison des liens historiques entre le pouvoir local, le territoire et l'identité ethnique. Ce discours est si bien ancré que tous les événements liés au conflit sont perçus

et interprétés en ces termes. Malheureusement, plutôt que de fournir une analyse exacte de la situation, ce discours fait désormais partie du problème. De nombreux conflits portent sur des questions liées au pouvoir local et ne sont pas principalement le résultat d'antagonismes entre des groupes considérés comme « ethniques ». De plus, ces conflits et antagonismes ne conduisent pas nécessairement à la violence. De manière générale, la violence armée nécessite une organisation, donc une action délibérée de la part des instigateurs. Dans le cas des groupes armés, elle nécessite de mobiliser, d'armer, de fournir et d'entraîner des troupes ainsi que de les motiver et leur donner des instructions pour commettre des actes de violence. Cette tâche d'organisation est généralement confiée à des acteurs politiques et militaires qui estiment que le recours à la violence est justifié pour servir leurs objectifs et leurs intérêts. Il convient donc d'analyser les processus de militarisation pour comprendre comment les conflits ont entraîné la violence armée sur les Plateaux.

Les conflits socio-politiques se sont fortement multipliés au sein des Kivu dans les années 1990, coïncidant avec une tentative de démocratisation hésitante et faisant suite à deux décennies de récession économique et étatique. Le recours à la violence est devenu une option de plus en plus attrayante pour résoudre ces conflits, conquérir et accroître le pouvoir dans un espace politique en pleine expansion. Les politiciens opérant aux niveaux national et provincial n'ont pas été les seuls à choisir cette option, les acteurs impliqués dans des conflits de pouvoir local y ont également eu recours. Les guerres du Congo ont fortement amplifié ces processus de militarisation, propulsant ainsi au pouvoir une nouvelle classe d'entrepreneurs politico-militaires dont le fondement du pouvoir est fondé sur le recours à la violence (Vlassenroot, 2004). Même après l'adoption d'un accord de paix définitif, la violence s'est poursuivie dans de nombreux endroits en raison de la réticence de ces entrepreneurs à renoncer à la mobilisation armée. La violence n'a jamais cessé sur les Hauts Plateaux, où les processus de militarisation favorisés par les guerres sont devenus un moteur de la mobilisation armée (Verweijen, 2015b).

## 3.1 Les guerres du Congo

Le statut des populations rwandophones, y compris les Banyamulenge du Sud-Kivu, a été au cœur des tensions sociopolitiques qui ont émergé au Kivu au cours des années 1990. La situation devenant de plus en plus sombre au début des années 1990, de nombreux jeunes Banyamulenge ont rejoint les rangs du Front patriotique rwandais (FPR). Le FPR avait pour but de

renverser le gouvernement rwandais dominé par les Hutu (objectif atteint en 1994) en utilisant un discours pan-Tutsi pour attirer des recrues de toute la région des Grands Lacs. Ces combattants allaient plus tard constituer l'avant-garde du mouvement rebelle Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). L'AFDL était une coalition de groupes rebelles congolais et de forces armées de pays voisins dirigée par l'Armée patriotique rwandaise (APR), qui a envahi l'Est du Zaïre (désormais Congo) en 1996 (Stearns et al., 2013).

Ayant débarqué sur les Plateaux avant le lancement officiel de la rébellion, la présence des troupes de l'AFDL a déclenché des massacres et des affrontements tant avec l'armée qu'avec des bandes armées de jeunes Bembe. Le 12 septembre 1996, par exemple, des combattants Banyamulenge associés à l'AFDL ont tué le *Mwami* Henri Spaack, le chef Bembe du groupement de Basimunyaka 2 (à Itombwe) ainsi qu'une autre autorité locale et leurs proches (BCNUDH, 2010). Le *mwami* étant considéré comme l'incarnation et la représentation des membres du groupe ethnique auquel il appartient, ce massacre hautement symbolique a été un choc pour de nombreux Babembe. Pour eux, cela signifiait que les Banyamulenge étaient déterminés à usurper le pouvoir coutumier local par la violence. Ce massacre a donc incité les Babembe à former des groupes armés et à légitimer leur recours à la violence. Ces groupes ont été les précurseurs de ceux qui allaient devenir les « Mai-Mai », ou groupes d'autodéfense des peuples s'identifiant comme autochtones. Ainsi, le 26 septembre 1996, 200 Banyamulenge ont été tués par des unités armées Bembe de Fizi dans la cité de Baraka, 152 autres ont été tués avec la collaboration de soldats gouvernementaux à Lueba le 29 septembre, et environs 100 la même nuit à Mboko. Ces meurtres ont suscité la vengeance. Le 6 octobre 1996, des unités armées composées de Banyamulenge se sont introduites dans un hôpital de Lemera et ont exécuté plus de 30 personnes, parmi lesquelles des patients civils et des soldats gouvernementaux hospitalisés (BCNUDH, 2010). Cet événement a poussé de nombreux Bafulliru à prendre les armes et à créer des milices. Très vite, ces efforts de mobilisation ont été dirigés contre l'AFDL. Le 18 octobre, l'AFDL a officiellement annoncé sa rébellion, après avoir envahi le territoire d'Uvira depuis l'autre côté de la frontière, dans le but de renverser le régime du dictateur Mobutu qui régnait depuis longtemps.

Des rôles politiques et militaires importants ont été joués par les Banyamulenge au sein de l'AFDL et de l'administration qu'elle a mise en place après avoir renversé le régime de Mobutu en seulement sept mois. Bizima Karaha, par exemple, a été nommé ministre des Affaires étrangères et Moïse Nyarugabo a décroché un poste de direction dans une agence anti-corruption (Stearns et al., 2013). L'AFDL a représenté pour de nombreux Banyamulenge une opportunité de remédier à l'exclusion et à la discrimination dont ils avaient été victimes dans l'Etat zaïrois et de réaliser leur émancipation politique. Cependant, la revendication de leurs droits par le biais d'une insurrection menée par le Rwanda s'est avérée être une lame à double tranchant. D'une part, elle a été efficace en fournissant une sécurité immédiate et un accès au pouvoir. D'autre part, elle a créé une dépendance vis-à-vis du Rwanda, qui a continué à exercer une influence importante sur la nouvelle administration et les forces armées congolaises. Cette situation de dépendance a provoqué une réaction brutale des autres communautés de Fizi, Uvira et Mwenga. Pour elles, cela prouvait sans équivoque que les Banyamulenge n'étaient pas des congolais mais des rwandais, qui cherchaient à exproprier leurs terres ancestrales ainsi que le pouvoir local par la violence (Vlassenroot, 2002).

Les liens avec le Rwanda sont devenus une source de discorde permanente au sein de la communauté Banyamulenge. Certains estimaient que cette stratégie était vouée à l'échec, du fait qu'elle était susceptible d'empêcher l'acceptation de leur statut de congolais et de provoquer une insécurité accrue. La frustration des Banyamulenge en service dans les forces armées congolaises, qui comprenaient des anciennes troupes de l'AFDL, s'est accrue du fait qu'ils occupaient des positions hiérarchiquement inférieures et avaient des conditions de service médiocres par rapport à leurs homologues rwandais. Ces tensions ont déclenché une mutinerie des troupes Banyamulenge au Sud-Kivu en février 1998. Le même mois, un certain nombre de déserteurs banyamulenge menés par Michel « Makanika » Rukunda et Richard Tawimbi ont attaqué une base de l'APR à Bukavu, indiquant à quel point la haine du Rwanda était profonde dans certains milieux (Stearns et al., 2013).

De leur côté, les acteurs politiques Banyamulenge ont également fait preuve d'une résistance croissante à ce qu'ils considéraient comme une

domination rwandaise. Un groupe de Banyamulenge qui s'était réuni à Bujumbura a fondé en juin 1998 un mouvement secret visant à convaincre les Banyamulenge de la nécessité de suivre une voie indépendante de Kigali. De plus, ils visaient à remodeler l'ordre politique du Congo suivant des principes fédéralistes. Dans ce nouvel ordre, les Hauts Plateaux deviendraient une entité semi-autonome qui ferait partie d'une union politique plus large. Une solution fédéraliste, pensaient-ils, rapprocherait l'administration de la population et favoriserait donc le développement socio-économique des Hauts Plateaux, qui manquaient d'infrastructures routières, de communications, sanitaires et éducatives de base. Leur nom, Forces républicaines fédéralistes, reflétait également cette ambition. Deux des principales personnalités impliquées dans ce mouvement étaient Manassé « Müller » Ruhimbika, un leader de la société civile qui avait créé la première ONG Banyamulenge appelée *Groupe milima*, et Gasore Zébédée, un ancien conseiller ministériel (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

La communauté banyamulenge a adopté des attitudes divergentes envers le Rwanda en août 1998, lorsqu'une nouvelle rébellion soutenue par le Rwanda, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), a été lancée dans l'Est du pays. La rébellion est née d'un différend entre le nouveau président du Congo, Laurent-Désiré Kabila, et ses alliés régionaux, en particulier le Rwanda. Les hauts fonctionnaires du gouvernement de Kinshasa ont réagi en intensifiant les discours anti-rwandais et anti-tutsis, tout en encourageant la formation de milices apparemment destinées à l'autodéfense. Ces mesures ont provoqué des déchaînements de la violence contre les Banyamulenge et d'autres Tutsis, considérés comme des complices de Kigali. À Kinshasa et dans certaines régions de l'Est, des civils tutsis ont été massacrés, des milliers ont été arrêtés et des centaines ont disparu, soupçonnés d'avoir été victimes d'exécutions extrajudiciaires. De plus, des dizaines de soldats tutsis ont été tués par d'autres membres des forces armées dans les bases militaires de Kamina et Kananga (BCNUDH, 2010).

Ce déchaînement de violence a fait prendre conscience à de nombreux Banyamulenge que leur survie dépendait du Rwanda, car ils ne pouvaient pas compter sur les services de l'État congolais pour les protéger. Certains ont perçu dans la rébellion une opportunité d'obtenir ce que l'AFDL n'avait

pas réussi à leur offrir, à savoir une citoyenneté congolaise sans ambiguïté, la sécurité, l'accès à des postes de haut rang dans l'armée congolaise et une représentation politique accrue. Ces motivations, associées à des ambitions personnelles, ont incité un grand nombre de Banyamulenge à intégrer le RCD. Ils ont fini par assumer des rôles importants dans sa branche politique ainsi que dans son administration à l'Est, où le RCD occupait de vastes étendues de territoire, notamment au Nord et au Sud-Kivu. Par exemple, Moïse Nyarugabo est devenu le commissaire à la justice du RCD, tandis qu'Azarias Ruberwa a été nommé secrétaire général (Stearns et al., 2013).

La branche militaire du RCD a attiré de nombreux soldats Banyamulenge, qui étaient généralement placés sous le commandement d'officiers de l'APR. Ce statut de subordonné, associé au sentiment que le Rwanda les instrumentalisait à ses propres fins, a alimenté des tensions croissantes entre les subordonnés Banyamulenge et leurs supérieurs rwandais. Ces tensions ont incité un officier Munyamulenge, Pacifique Masunzu, à se révolter et mener une rébellion contre Kigali en janvier 2002. Bénéficiant d'un large soutien de la part de la population des Hauts Plateaux, et se liant à des groupes Mai-Mai, la rébellion de Masunzu a pris un élan considérable. En réponse, Kigali a décidé de frapper fort, en envoyant une unité de milliers de soldats de l'APR lourdement armés dans les montagnes (Stearns et al., 2013).

Les multiples massacres auxquels les troupes du RCD ont participé, dont plusieurs ont eu lieu dans les territoires d'Uvira, de Fizi et de Mwenga, sont également devenus une source de tensions entre les soldats Banyamulenge et leurs officiers rwandais. Le massacre le plus meurtrier est celui du 24 août 1998 dans les villages de Kasika, Kilungutwe et Kalama à Mwenga, où la branche armée du RCD a tué plus de 1 000 civils. On estime que 800 autres personnes, peut-être plus, ont été tuées par les troupes du RCD entre le 30 décembre 1998 et le 2 janvier 1999 dans les villages de Makobola 2, Bangwe, Katuta, Mikunga et Kashekezi à Fizi (BCNUDH, 2010).

La plupart de ces massacres ont été perpétrés en représailles aux attaques des Mai-Mai. Pour de nombreuses couches de la population des Kivu, la rébellion du RCD était considérée comme une occupation étrangère et une tentative de « balkanisation » du Congo, ce qui a provoqué une résistance.

Des milices Mai-Mai se sont constituées partout dans toutes les zones rurales, y compris sur les Plateaux et ses environs, s'appuyant sur les discours d'autochtonie et d'autodéfense pour combattre le RCD.<sup>7</sup> Les Mai-Mai ont bénéficié d'un soutien populaire considérable à cause des massacres perpétrés par le RCD et d'un antagonisme croissant envers les Banyamulenge. La création par l'administration du RCD d'un nouveau territoire sur les Hauts Plateaux et une partie des Moyens Plateaux le 9 septembre 1999 a renforcé ces sentiments. Cette entité, baptisée territoire de Minembwe, dépassait l'aspiration de longue date des Banyamulenge à avoir leur propre groupement ou chefferie. Elle a créé un territoire entier qui englobait la majeure partie de l'espace de vie traditionnel des Banyamulenge et où ils formaient la majorité démographique. Étant donné qu'un territoire est également une circonscription électorale, cette manœuvre a potentiellement renforcé la représentation politique des Banyamulenge. Jusqu'alors, ils avaient rencontré des difficultés à faire élire leurs candidats au sein du parlement national, étant donné qu'ils sont minoritaires dans chacun des trois territoires où ils vivent (Fizi, Uvira et Mwenga) (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

La création de Minembwe a démembré ces trois territoires, tout en plaçant certains de leurs villages sous des groupements nouvellement créés et dominés par des chefs Banyamulenge. Elle a ainsi suscité une vive résistance de la part des autres communautés établies sur les Plateaux. Ces dernières ont considéré la constitution du territoire de Minembwe comme une expropriation de leurs terres ancestrales. De plus, elles craignaient une perte de revenus liée à l'exercice du pouvoir sur ces terres, notamment la taxation coutumière de l'accès à la terre, aux ressources minérales et aux marchés. De plus, ils n'avaient pas été consultés sur la création du nouveau territoire. À leurs yeux, il s'agissait d'une entité illégitime imposée par une administration rebelle qu'ils jugeaient illégale (Life & Peace Institute, 2011). Ces raisons ont fait que le territoire Minembwe est devenu l'objet d'une résistance et d'une

---

<sup>7</sup> Dans les zones des Plateaux situées à Mwenga, les Mai-Mai étaient sous le commandement du chef Bembe Georges Alunda Maukya, originaire d'Itombwe. La partie Lulenge de Fizi, adjacente à la zone de Minembwe, abritait la brigade Mai-Mai du commandant Bembe Godefroid Ngomanya, tandis que vers Lulambwe, c'est Sébastien Kayumba qui était aux commandes. Pendant ce temps, de nombreux Bafuliru, Bavira et Banyindu vivant sur le versant Uvira des Plateaux ont rejoint les brigades Mai-Mai des commandants Baudoin Nakabaka et Zabuloni Rubaruba.

contre-mobilisation de grande envergure. Le territoire a également suscité des conflits en entraînant des litiges de délimitation entre les secteurs, groupements et villages existants et nouvellement créés. Certains villages déjà existants ont été divisés en deux, la localité nouvellement créée étant placée sous l'autorité d'un chef Munyamulenge. Le territoire a également donné lieu à des conflits au sein de la communauté Banyamulenge, dans la mesure où il a placé les chefs de village Banyamulenge, qui agissaient autrefois de manière relativement indépendante, sous une nouvelle couche d'administration prenant ainsi la forme de chefs de groupement Banyamulenge. Ces conflits de pouvoir local étaient d'autant plus explosifs dans un environnement où les parties au conflit mobilisaient facilement des groupes armés pour renforcer leur position. La militarisation des conflits de pouvoir local qui en a résulté a survécu à la fois à la guerre et à l'existence même du territoire de Minembwe (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

### **3.2 L'héritage des guerres du Congo**

Pour mieux comprendre la mobilisation armée et les conflits actuels, il faut tenir compte des nombreux héritages et griefs que les guerres du Congo ont laissés, d'autant plus que les entrepreneurs politico-militaires continuent à se servir de ce riche réservoir de sentiments d'injustice. Dans cette section, nous examinons trois de ces héritages : premièrement, les souvenirs amers des atrocités et les peurs existentielles, la méfiance et le désir ardent de contraindre les auteurs à rendre des comptes ; deuxièmement, le traumatisme et les conflits locaux liés à la création du territoire de Minembwe ; et troisièmement, la militarisation à la fois des rivalités de pouvoir entre élites ainsi que des conflits locaux.

Les actes de violence odieux perpétrés avant et pendant les guerres du Congo ont laissé de profondes cicatrices dans la vie sociale des Hauts Plateaux, plus particulièrement dans les territoires de Fizi, Uvira et Mwenga. En général, ces violences sont perçues sous un angle ethnique et sont imputées aux communautés dans leur ensemble, au détriment des auteurs individuels. Par exemple, de nombreux Babembe attribuent le massacre de Makobola aux Banyamulenge, tandis que ces derniers affirment que leurs soldats ont

agi sur les ordres de leurs supérieurs rwandais. De même, les Banyamulenge imputent les massacres (comme celui qui s'est produit à Lueba) à la communauté Bembe dans son ensemble, plutôt qu'aux groupes armés qui les ont perpétrés. Le fait qu'aucun des auteurs de ces atrocités n'ait jamais eu à rendre des comptes semble aggraver la tendance à blâmer collectivement les communautés, ce qui reflète les efforts limités en matière de justice transitionnelle au sortir des guerres du Congo (Davis, 2013). Le fait de collectiviser le blâme a pour principale conséquence de rendre suspectes les communautés dans leur ensemble, ce qui renforce la méfiance. Dans la section suivante, nous allons montrer comment cette méfiance est à l'origine des dilemmes de sécurité et a contribué à la persistance de la mobilisation armée après les guerres du Congo.

Les souvenirs des massacres ont joué un rôle majeur dans la mobilisation armée contemporaine, comme en témoignent les récits des chefs de groupes armés. C'est le cas d'Aoci Behekelwa Katumba Saddam, un Mubembe qui a servi dans les forces Mai-Mai d'Alunda à Mwenga pendant la deuxième guerre du Congo. Depuis à peu près 2008, il a dirigé son propre groupe à Itombwe, et occupe actuellement un poste de commandant au sein du groupe Mai-Mai Mutetezi dirigé par Ebuela Trésor wa Seba. Ce groupe est l'un des plus importants groupes Mai-Mai impliqué dans les combats sur les Plateaux. Le meurtre du *Mwami* Henri Spaack par des soldats Banyamulenge en 1996 constitue pour Aoci l'un des événements clés de sa carrière armée,<sup>8</sup> indiquant que les souvenirs de ce meurtre continuent d'être utilisés pour justifier la mobilisation armée. Le massacre de Kasika est un autre événement que les chefs des groupes armés de la région de Mwenga invoquent souvent, notamment ceux de l'ancien groupe Mai-Mai de Kapopo. Si Kapopo Georges, le fils du leader Mai-Mai Alunda, a dissous ce groupe et rejoint l'armée en 2011, des officiers clés de son mouvement sont restés dans la brousse et sont impliqués dans les violences actuelles.<sup>9</sup> Lors d'une interview, Kapopo a

---

<sup>8</sup> Document administratif inédit, saisi par l'armée congolaise lors d'opérations en 2010, consulté et copié à Minembwe en décembre 2010, en possession des auteurs.

<sup>9</sup> Kapopo a créé un nouveau groupe armé à Itombwe en 2007 mais s'est démobilisé en 2011. Certains de ses anciens officiers, comme Lwesula Sarive Kisale et Ngyalabato, commandant des groupes Mai-Mai Bembe qui sont impliquées dans la plus récente vague de violence à Itombwe.

déclaré : « Le RCD a donné l'ordre de tirer sur tout ce qui bouge à Kasika. Ils sont entrés dans l'église et ont d'abord tiré sur la femme du *mwami*. Elle était enceinte et ils ont découpé les jumeaux... Le *mwami* avait été abattu comme une chèvre. Cela m'a beaucoup effrayé, car je n'avais jamais vu d'actes aussi barbares auparavant, et surtout parce que le *mwami* est sacré ». <sup>10</sup> L'assassinat des autorités coutumières locales est resté une caractéristique majeure de la violence aujourd'hui, et agit souvent comme un déclencheur d'escalade. Ceci non seulement parce qu'il s'agit d'un acte symbolique, visant la communauté que le *mwami* incarne dans son ensemble, mais aussi parce que cet acte est intimement lié aux conflits de pouvoir local qui sont un aspect clé de la dynamique des conflits sur les Plateaux.

Une forte intensification des conflits de pouvoir local, largement mais non exclusivement liés à la création du territoire de Minembwe, constitue le second héritage des guerres du Congo. Le gouvernement de transition qui a été établi après l'adoption de l'accord de paix a indiqué en 2003 qu'il était peu probable qu'il reconnaisse le territoire de Minembwe, étant donné qu'il allait examiner les décisions prises par le gouvernement rebelle du RCD. En 2007, le nouveau gouvernement ayant pris ses fonctions après les élections générales de 2006 a supprimé le territoire, et les troupes du désormais Général Pacifique Masunzu ont fermé le bureau du territoire à Minembwe. Profitant de la popularité qu'il avait acquise lors de sa révolte contre Kigali, Masunzu est devenu après les guerres l'un des personnages les plus puissants des Plateaux. Soucieux de consolider son influence sur l'administration locale, il aurait choisi ce qui est devenu la plus haute fonction civile de la région : le chef de poste d'encadrement administratif (en bref : chef de poste) de Minembwe, qui est une fonction administrative inférieure à celle de l'administrateur du territoire. Bien que formellement subordonné à l'administrateur du territoire de Fizi, les agissements du chef de poste de Minembwe étaient largement autonomes, au grand mécontentement de nombreux Babembe.

Par ailleurs, les autorités nouvellement nommées étaient réticentes à l'idée de céder leur pouvoir après la suppression du territoire de Minembwe, ce qui a engendré d'autres conflits. De nombreux chefs de groupement et autres

---

<sup>10</sup> Entretien avec Kapopo Alunda, Bukavu, mars 2011.

dirigeants locaux nommés par le RCD, en particulier les chefs de poste, ont continué à exercer leur pouvoir même s'ils n'ont plus de fonction officielle. Cette situation a donné lieu à des conflits de pouvoir local incessants, qui sont en partie liés à la taxation des marchés et des mines. Le conflit qui oppose l'actuel chef Bembe du secteur d'Itombwe, Kininga Kitabo alias Kiki, soupçonné d'être proche des Mai-Mai Ebuela, et l'ancien chef de secteur sous l'administration du RCD, le Munyamulenge Muhire Meshake, est un exemple frappant. À un moment donné, Kiki, autrefois officier Bembe dans la brigade Mai-Mai d'Alunda, était également en désaccord avec le chef de secteur minier d'Itombwe, un Munyamulenge. Ce responsable minier collaborait avec des groupes armés Banyamulenge pour contrôler Luhemba, l'une des plus importantes mines d'or artisanales du secteur d'Itombwe. Kiki est alors entré en contact avec des groupes Mai-Mai pour se protéger et consolider sa position.

Un troisième héritage des guerres du Congo est la tendance des leaders locaux à se servir des groupes armés pour renforcer leur position dans les conflits : la militarisation des conflits de pouvoir. Cette militarisation a largement été favorisée par la création du territoire de Minembwe, qui a servi de point de ralliement symbolique pour la mobilisation armée des Banyamulenge et d'autres communautés (Verweijen & Vlassenroot, 2015). Sa suppression officielle n'a pas pour autant empêché les groupes Mai-Mai de continuer à faire campagne contre le territoire, en l'associant au récit de la balkanisation dans le but de mobiliser un soutien populaire et politique. Le groupe Mai-Mai le plus important de Fizi, par exemple, qui a émergé après la transition (2003-2006) et est dirigé par William Amuri Yakutumba, a affirmé dans une déclaration politique lors d'une conférence de paix à Goma en janvier 2008, que « le fait d'ériger Minembwe au rang de territoire conduira à une guerre sanglante et interminable du type KOSOVO [sic], ou IRAN-IRAK ».<sup>11</sup> Au cours d'un autre entretien, Yakutumba et le chef de sa branche politique ont déclaré :

---

<sup>11</sup> Assanda, J. Mwenebatu (2008), Déclaration des Mai-Mai de Fizi à la conférence nationale sur la paix, la sécurité et le développement dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu tenue à Goma en janvier 2008, document inédit, en possession des auteurs.

« Maintenant c'est un déplacé, il s'est réfugié dans le Babangwe Sud. Est-ce qu'au 21<sup>ème</sup> siècle on peut encore s'imaginer une guerre de conquête ? Ça aurait dû se terminer après la division de l'Afrique pendant la Conférence de Berlin ! Alors on a décidé de faire la guerre contre ce peuple agresseur. »<sup>12</sup>

Par ailleurs, d'autres leaders Mai-Mai en activité sur les Plateaux ou ses environs soulignent également l'héritage du territoire de Minembwe. Le chef Mai-Mai Kapopo et l'un de ses représentants politiques ont déclaré : « Nous sommes indignés par les changements administratifs qui ont été faits lors de la création du territoire de Minembwe, notamment par la mise en place du chef de poste de Tulambo, que nous ne reconnaissons pas... il y a aussi la confiscation des taxes du marché de Kalingi par le chef de poste de Minembwe, sans oublier qu'ils ont modifié les frontières entre les territoires d'Uvira et de Mwenga. Nous condamnons ces changements ».<sup>13</sup> Les membres des Mai-Mai Mulumba, opérant dans la partie Lulenge de Fizi, ont fait part de leur mécontentement à l'égard des Banyamulenge :

- 1) En créant le territoire de Minembwe, ils se sont emparés d'une partie de la localité d'Ibumba qui était sous le contrôle du chef Itongwa Mateso, et jusqu'à ce jour, cette partie de la localité semble perdue.
- 2) Ils taxent la mine de wolframite de Nzovu, qui devrait être sous le contrôle du chef de la localité Lusumba [un Mubembe], mais en raison d'un arrangement fait par le chef de poste de Minembwe, elle est administrée financièrement par les Banyamulenge.<sup>14</sup>

L'héritage du territoire de Minembwe a également inspiré une forte mobilisation au sein des Banyamulenge. Sa suppression en 2007 a ébranlé la communauté. Aujourd'hui encore, beaucoup des Banyamulenge continuent de décrire la fermeture du bureau de l'administrateur comme un « coup d'État ».<sup>15</sup> Les critiques pensent que Masunzu a vendu le territoire pour s'attirer les

---

<sup>12</sup> Entretien avec William Amuri Yakutumba et Raphaël Looba Undji, aux environs de Sebele, décembre 2011.

<sup>13</sup> Entretien avec Kapopo Alunda, Bukavu, mars 2011.

<sup>14</sup> Entretien avec des officiers et soldats Mai-Mai Mulumba, Kagembe, décembre 2011.

<sup>15</sup> Entretiens avec des membres de la société civile, Minembwe, décembre 2010.

faveurs du gouvernement de Kinshasa pour des raisons purement égoïstes, à savoir pour obtenir le grade de général et une position élevée dans les forces armées congolaises nouvellement créées, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) (Stearns et al., 2013).

Ces sentiments ont été intensifiés par des désaccords sur la question de leadership de la communauté Banyamulenge et sur la voie politique qu'elle devait emprunter. Si les pionniers du RCD ont obtenu des fonctions importantes au sein du gouvernement de transition, leur penchant pro-Kigali les a éloignés de nombreux membres de la communauté. Simultanément, des divisions se sont manifestées dans le camp anti-Kigali au sujet du degré de collaboration avec le nouveau gouvernement et de l'acceptation de la suppression du territoire de Minembwe. Une nouvelle faction est apparue, qui critiquait Masunzu et qui considérait la restauration du territoire comme une priorité absolue. Ce groupe a transformé les FRF en un mouvement politico-militaire en 2007, qui est devenu localement connu sous le nom de Gumino, de *guma ino*, « restons ici » en Kinyamulenge, la langue parlée par les Banyamulenge, qui est un dialecte du Kinyarwanda. Ce nom remonte aux guerres du Congo, lorsque les Banyamulenge étaient confrontés à la menace de se faire expulser du Congo. Les Gumino se sont retrouvés mêlés à un conflit de pouvoir avec Masunzu et les forces gouvernementales, ce qui a conduit à des années de combats internes jusqu'à ce que les FRF abandonnent la lutte armée et que son aile militaire soit intégrée aux FARDC en 2011 (Verweijen & Vlassenroot, 2015).

# Les dilemmes de sécurité et la militarisation des conflits locaux

En 2003, lors de l'adoption de l'accord de paix mettant fin à la deuxième guerre du Congo, il a été stipulé que tous les belligérants devaient soit intégrer leurs soldats dans les forces armées nationales nouvellement formées, soit les démobiliser. Dans un premier temps, les soldats étaient regroupés en brigades de l'armée dans leur zone d'opération habituelle et devaient ensuite se rendre dans un centre de formation pour un processus de brassage. Après le brassage, ils étaient regroupés dans des brigades intégrées de l'armée nationale, qui étaient souvent déployées loin des zones d'origine des soldats.

Ce processus d'intégration de l'armée était mal organisé et se déroulait de manière irrégulière. De nombreux belligérants étaient réticents à l'idée de déplacer leurs troupes hors de leur zone de contrôle, craignant pour la sécurité des communautés qu'ils prétendaient défendre. Les commandants et officiers supérieurs craignaient également une perte de pouvoir et de revenus. Ces inquiétudes étaient aussi ressenties par les dirigeants civils locaux qui dépendaient des groupes armés pour asseoir leur pouvoir, notamment dans les conflits de pouvoir local, conflits fonciers et de ressources. Ainsi, les commandants Mai-Mai et leurs alliés civils n'ont pas jugé bon d'envoyer des troupes dans des centres de brassage éloignés tant qu'il y avait encore des forces Banyamulenge dans leurs régions d'origine, et cela valait également pour les dirigeants civils et militaires Banyamulenge (Eriksson Baaz & Verweijen, 2013). Cette situation a conduit à une série de dilemmes sécuritaires entremêlés qui ont perduré jusqu'à aujourd'hui, faisant obstacle aux efforts de démobilisation. Les forces Mai-Mai et Banyamulenge refusent de se démobiliser tant que l'autre camp ne s'est pas désarmé ; personne ne veut faire le premier pas.

Une méfiance profonde envers l'armée congolaise, que toutes les parties prenantes accusent de partialité, est au cœur de ces dilemmes de sécurité. En effet, les officiers rwandophones de l'armée, qu'ils soient du Nord ou du Sud-Kivu, sont généralement considérés comme des pro-Banyamulenge, tandis que les officiers non rwandophones, en particulier les anciens Mai-Mai, sont généralement considérés comme des pro-Mai-Mai. En outre, de nombreux groupes Mai-Mai sont convaincus que l'armée est dominée par des Rwandophones (des ex-RCD pour la plupart). Ils estiment que c'est la raison pour laquelle ils sont systématiquement discriminés dans la répartition des grades et postes au sein des FARDC. Cette impression de discrimination a poussé de nombreux Mai-Mai à se retirer de l'armée et à retourner dans la brousse. Cependant, des officiers Banyamulenge ont invoqué des griefs similaires concernant les grades et postes pour justifier leur désertion, illustrant les mérites limités de l'intégration de l'armée en tant que stratégie de consolidation de la paix (Eriksson Baaz & Verweijen, 2013 ; Verweijen, 2015b).

## **4.1 Les dilemmes de sécurité qui s'entremêlent**

La mutinerie en 2004 d'une brigade de l'armée dirigée par un ancien officier munyamulenge du RCD, le colonel Jules Mutebutsi, a confirmé la méfiance des groupes Mai-Mai à l'égard des troupes de l'ex-RCD. Les mutins ont résisté au redéploiement en dehors des Kivus et craignaient un effritement du pouvoir du RCD. Le RCD n'était pas populaire et son aile politique avait peu de chances d'obtenir de bons résultats lors des prochaines élections générales. Toutefois, le gouvernement a fini par maîtriser la mutinerie, et les mutins se sont enfuis au Rwanda (Wolters, 2004). Un autre événement survenu en 2004 a également provoqué la méfiance et la peur, cette fois chez les Banyamulenge. En août 2004, plus de 150 Banyamulenge ont été tués dans un camp de réfugiés à Gatumba, au Burundi voisin. Pour de nombreux Banyamulenge, cet incident était la preuve que leur sécurité n'était toujours pas garantie. Cela a également entraîné des divisions au sein de la communauté Banyamulenge. Le Général Masunzu partageait l'avis du gouvernement congolais selon lequel le massacre avait été perpétré par le groupe rebelle burundais des Forces nationales de libération (FNL), qui avait revendiqué l'attaque (Human Rights Watch, 2004). Cependant, de nombreux

Banyamulenge étaient convaincus que les forces Maï-Maï avaient commandité l'attaque, probablement avec la collaboration de services du gouvernement congolais. Le mécontentement de certains officiers Banyamulenge concernant la réaction de Masunzu au massacre a alimenté un ressentiment plus large à l'égard de son autorité. Ce ressentiment était non seulement lié à sa position sur le territoire de Minembwe, mais aussi au fait que ses présumées tendances autoritaires se seraient accrues ainsi qu'à ses efforts limités pour faire parvenir davantage d'officiers Banyamulenge à des rangs élevés au sein des FARDC.<sup>16</sup>

Une année plus tard, en 2005, 46 soldats Banyamulenge et un civil qui avaient fui avec Mutebutsi au Rwanda sont revenus sur les Plateaux, sous la direction du colonel Venant Bisogo. La présence du « Groupe des 47 », dont l'objectif n'était pas clair, a suscité des tensions. Cette présence a également entraîné des tensions entre les officiers Banyamulenge, surtout qu'elle a fait revenir Masunzu sur les Plateaux, dont les troupes étaient restées dans les montagnes, regroupées dans la 112e brigade des FARDC. Le retour de Masunzu a provoqué le mécontentement de certains officiers Banyamulenge. Parmi eux, figure Michel Makanika, qui a ensuite déserté avec un petit groupe de soldats de la brigade d'Uvira dans laquelle il servait, se réfugiant à Muramvya sur les Plateaux.<sup>17</sup> En janvier 2007, après des affrontements musclés avec les forces de Masunzu, ce groupe a fusionné avec le Groupe des 47 dirigé par Bisogo. Certaines parties des FRF (dont les cadres résidaient principalement à l'étranger) ont saisi cette opportunité pour poursuivre leur projet politique et se sont développées pour devenir l'aile politique de ce mouvement. La résurrection du territoire de Minembwe, qui est devenue l'une des principales revendications politiques des FRF reconstitué, est l'objectif politique central sur lequel toutes ces différentes factions se sont mises d'accord. Cela a valu au mouvement un soutien important au sein de la population Banyamulenge, bien que beaucoup des personnes soient restées fidèles à Masunzu.<sup>18</sup>

---

<sup>16</sup> Entretiens avec des (anciens) officiers et hommes politiques des FRF, Kamombo, décembre 2010 ; Bukavu, avril 2011 et janvier 2012 ; Kajembwe, novembre 2011.

<sup>17</sup> Entretien avec Michel Makanika, Kabara, décembre 2010.

<sup>18</sup> Entretien avec un dirigeant politique des FRF, Bukavu, octobre 2011 ; entretiens avec des membres de la société civile et chefs locaux Banyamulenge, Bijombo-Ishenge et Mikalati, janvier 2011 ; Minembwe, février 2011.

De violents affrontements ont eu lieu sur les Plateaux en 2007 opposant les FRF d'une part et la 112<sup>ème</sup> et une autre brigade des FARDC de l'autre. Masunzu, qui avait entre-temps été nommé commandant par intérim de la région militaire du Sud-Kivu, dirigeait de près ces brigades. Les combats n'ont pris fin que lorsque les pourparlers ont abouti à un arrangement informel répartissant les sphères d'influence sur les Plateaux : tandis que la zone de Minembwe restait sous le contrôle des forces de Masunzu, les FRF se déployaient dans les zones de Kamombo (partie du territoire de Fizi) et de Mibunda (dans la partie Itombwe de Mwenga). La zone de Bijombo, quant à elle, a été placée sous le contrôle d'une autre brigade des FARDC. Cet arrangement a été maintenu jusqu'en novembre 2009, lorsque les FARDC ont lancé une offensive contre les FRF dans le cadre d'opérations militaires dans tous les Kivu. Tout au long de ces années, le gouvernement n'a jamais envoyé la 112<sup>e</sup> brigade de Masunzu au brassage, estimant que sa présence était nécessaire pour réprimer la rébellion des FRF et maintenir le contrôle sur les Plateaux.<sup>19</sup> En raison de la présence des FRF et de la 112<sup>e</sup> brigade, composée presque entièrement de soldats Banyamulenge, les forces Mai-Mai étaient peu disposées à envoyer leurs troupes au brassage.

Ainsi, à Fizi et Uvira, le premier groupe Mai-Mai qui a abandonné le processus d'intégration de l'armée et s'est reconstitué en rébellion était dirigé par un officier Bembe, William Amuri Yakutumba.<sup>20</sup> Lorsqu'il a relaté les événements qui l'ont conduit dans la brousse en janvier 2007, il a assuré qu'il n'était pas en conflit avec le gouvernement mais avec « ce peuple agresseur » (les Banyamulenge), et que « si ces forces (de Bisogo) quittent les Hauts Plateaux et que les chefs de localité peuvent récupérer leur pouvoir dans toute l'étendue de leurs entités comme auparavant, nous sommes prêts à quitter la brousse ».<sup>21</sup> Ses propos illustrent la manière dont les dilemmes de sécurité ne sont pas seulement liés à la présence de forces considérées comme hostiles, mais aussi aux conflits de pouvoir local.<sup>22</sup>

---

<sup>19</sup> Entretien avec le Général Masunzu, Bukavu, mars 2011 ; entretiens avec des officiers et hommes politiques des FRF, Kamombo, décembre 2010 ; Bukavu, avril 2011 et janvier 2012.

<sup>20</sup> Yakutumba a servi dans la brigade Mai-Mai du colonel Ngufu Jumaine.

<sup>21</sup> Entretien avec William Amuri Yakutumba, près de Sebele, décembre 2011.

<sup>22</sup> À partir de 2011, le groupe de Yakutumba a été à la base de la formation d'une alliance plus large qui a fini par devenir la Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC), qui a fait sa toute première apparition publique en 2017. Différentes branches de la CNPSC jouent un rôle fondamental dans les combats actuels.

Le groupe de Yakutumba est devenu l'un des plus grands et des mieux organisés des mouvements Mai-Mai de la région, avec une très grande influence sur les autres groupes Mai-Mai. En 2007, il a créé les Mai-Mai réformé englobant trois groupes actifs sur les Plateaux et ses environs. Quelques combattants Mai-Mai se sont regroupés vers Lulenge, dans le Basimunyaka Sud, sous le commandement du commandant Nyindu Mulumba Hondwa, basé à Kasolero.<sup>23</sup> Ce groupe est devenu la 7ème brigade des Mai-Mai réformé vers la fin de 2007. Entre-temps, un autre groupe s'est mobilisé dans la région de Milimba (Moyens Plateaux de Fizi) sous le commandement du Fuliiru Assani Ngungu Ndamushobora. Ce groupe est devenu la 5e brigade des Mai-Mai réformé. Un autre groupe Mai-Mai fait son apparition à Basimunyaka Nord, dirigé par le commandant Bembe Aoci.<sup>24</sup> En 2007, Aoci est devenu premier commandant adjoint, puis commandant en chef de la 6e brigade des Mai-Mai réformé. Parallèlement, dans un autre coin d'Itombwe, Kapopo avait créé un autre groupe Mai-Mai qui ne faisait pas partie des Mai-Mai réformé, car il préférait rester indépendant. Tous ces groupes ont invoqué des raisons similaires pour leur remobilisation, notamment la menace des FRF, la domination des Banyamulenge, les griefs relatifs au territoire de Minembwe, et le mécontentement vis-à-vis de la discrimination des forces ex-Mai-Mai dans le processus d'intégration de l'armée.

## **4.2 La militarisation des conflits agropastoraux et le pillage du bétail**

La dynamique des conflits locaux sur les Plateaux a été marquée par une forte implication des FRF, de la 112ème brigade et des différents groupes Mai-Mai. Les relations étroites qu'ils entretiennent avec les autorités locales, qui sont souvent des parents ou des villageois, en sont une raison majeure. A titre d'exemple, citons le chef de groupement Bembe de Basimunyaka Nord, Nuhu Mwenelwata-Selemani Munyaka, connu pour être un partisan acharné des conflits de pouvoir avec les Banyamulenge. Nuhu était l'un

---

<sup>23</sup> Au cours de la deuxième guerre du Congo, Mulumba a servi comme sous-lieutenant dans les forces Mai-Mai du colonel Ngomanya.

<sup>24</sup> Au cours de la deuxième guerre du Congo, Aoci a servi dans les forces Mai-Mai d'Alunda, puis a rejoint le fils de Alunda, Kapopo, ayant refusé le brassage.

des principaux défenseurs et protecteurs du commandant Mai-Mai Aoci. Par exemple, il encourageait Aoci à ne pas se livrer au gouvernement et à poursuivre le vol de bétail des Banyamulenge dans la plaine de Mibunda, une importante zone de pâturage. Ce geste n'était pas dénué d'intérêt, car il recevait souvent une part des revenus de la vente du bétail volé.<sup>25</sup> Le pillage de bétail à Mibunda a atteint son paroxysme en 2009 et 2010, et à plusieurs reprises, le groupe d'Aoci et les FRF (qui tentaient de protéger les troupeaux des Banyamulenge) se sont affrontés.

Les tensions liées au vol de bétail ont également entraîné une intensification de la mobilisation armée à Minembwe. En 2008, les groupes Mai-Mai de Mulumba et Assani Ngungu se sont associés pour piller des dizaines de vaches près de Kitumba, malgré la présence de la 112<sup>e</sup> brigade de Masunzu. Ces événements ont persuadé de nombreux propriétaires de bétail Banyamulenge de la nécessité de mettre en place des mécanismes de sécurité plus solides pour protéger leurs troupeaux. Ils ont donc apporté leur soutien à la formation d'un groupe d'autodéfense Banyamulenge sous le nom de « *Twirwaneho* », qui signifie « défendons-nous » en Kinyamulenge, dirigé par Rabani Ntagendererwa Musemakweli. Contrairement aux groupes rebelles, les membres de ce groupe d'autodéfense local ont continué à vivre dans leurs propres villages, ne s'engageant qu'à temps partiel dans des activités de sécurité. Les *Twirwaneho*, qui se sont inspirés des *Abagirye* qui ont combattu pendant la rébellion *Simba*, apparaissent en cas de besoin (Verweijen & Brabant, 2017). Après avoir mené plusieurs contre-attaques contre les Mai-Mai dans le but de protéger le bétail des Banyamulenge en 2008 et 2009, le groupe a progressivement disparu.<sup>26</sup> Dix ans plus tard, un groupe portant un nom similaire est réapparu à Bijombo et s'est transformé en une organisation à part entière qui est devenue un protagoniste de la violence actuelle.

Le pillage du bétail est demeuré une source majeure de la violence sur les Plateaux. Il génère à la fois des revenus et apporte un soutien aux groupes

---

<sup>25</sup> Informations tirées de l'administration d'Aoci, consultées à Minembwe en décembre 2010 (voir note de bas de page n°8).

<sup>26</sup> Rabani a rejoint les FRF après avoir été battu par Rugabisha, le garde du corps de Masunzu, en 2010.

armés, qui prétendent protéger soit les intérêts des agriculteurs, soit ceux des éleveurs. Il convient de préciser que le pillage du bétail est intimement lié à des conflits agropastoraux plus larges, aux dimensions identitaires et symboliques bien définies.<sup>27</sup> La grande partie du bétail sur les Plateaux appartient aux Banyamulenge, pour qui le bétail a une grande importance socioculturelle et économique. Le bétail est au cœur du mode de vie des Banyamulenge. Leur bien-être et leurs moyens de subsistance en dépendent, même s'ils pratiquent également l'agriculture. En revanche, d'autres groupes attachent une plus grande valeur socioculturelle à la terre. Non seulement ils considèrent que la terre appartient à des groupes identitaires particuliers, mais elle constitue également le fondement de la cohésion sociale et de la prospérité de la communauté. Cela s'explique notamment par le fait que la terre est considérée comme étant protégée par les esprits des ancêtres communs qui y sont enterrés.

Les conflits sont souvent exacerbés par ces différentes orientations socio-culturelles lors de la transhumance (migration saisonnière du bétail des Hauts Plateaux vers des pâturages plus verts), mais également lors de petits déplacements de bétail. Les troupeaux en transhumance sont généralement dirigés à 80% vers Lulenge et à 20% vers Ngandja à Fizi, quand le contexte sécuritaire est favorable, ce qui n'est pas le cas actuellement. Les déplacements du bétail entraînent souvent le piétinement des champs des agriculteurs, ce qui constitue une source permanente de griefs. Ces derniers s'intensifient si les propriétaires de bétail refusent de payer un *itulo*, qui est une redevance au chef coutumier propriétaire des terres sur lesquelles le bétail se déplace et broute. Par ailleurs, les Banyamulenge sont accusés de ne pas payer *l'itulo* depuis qu'ils ont décidé de militariser la protection de leur bétail, ce que les Banyamulenge nient catégoriquement. Ces accusations, en dépit de leur fondement réel, témoignent d'une rupture des mécanismes traditionnels de gestion des conflits agropastoraux.

La frustration suscitée par les mouvements de bétail a été exploitée par les groupes Mai-Mai qui ont représenté le pillage du bétail comme une forme d'autodéfense pour protéger les droits et biens des agriculteurs. Ces

---

<sup>27</sup> Cette section est inspirée de Verweijen & Brabant (2017).

mouvements sont même perçus par certains comme une forme « d'invasion étrangère » des terres des autochtones. Cette perception les aide à renforcer leur popularité auprès des communautés paysannes. Le pillage du bétail est également devenu une arme de guerre de choix, frappant les Banyamulenge au point le plus sensible. En outre, le pillage du bétail est parfois utilisé pour châtier les « modérés » au sein de leur propre communauté.<sup>28</sup> De leur côté, les groupes armés Banyamulenge ont bénéficié du soutien populaire en protégeant leur communauté contre le pillage du bétail. Plus récemment, ils se sont également lancés dans le contre-pillage, cherchant à compenser le bétail qu'ils ont perdu en pillant les communautés autochtones autoprocclamées. Ainsi, dans la nuit du 6 mai 2020, des groupes armés Banyamulenge ont volé 20 vaches appartenant à des Bafuliiru dans le village de Bwengeherwa à Bijombo.<sup>29</sup> En utilisant le pillage du bétail, ces groupes visaient à discréditer les Mai-Mai, les présentant comme des criminels ne recherchant que le gain financier. Ceci leur a permis de dissimuler les griefs exprimés par ces groupes, en particulier ceux liés à la transhumance.

Le pillage du bétail contribue non seulement à légitimer la mobilisation armée, mais aussi à la violence, car il est devenu une source de revenus essentielle pour les groupes Mai-Mai des Plateaux. La valeur d'une vache varie entre 350 et 650 dollars, en fonction de sa qualité et des fluctuations du marché. Cette somme équivaut à plusieurs mois de salaire pour la plupart des gens. Certains groupes Mai-Mai, comme celui de Mulumba, taxent également la transhumance, en installant des barrières et en imposant une contribution par tête de bétail. Ironiquement, ils ont qualifié ces taxes *d'itulo*, ce qui illustre la manière dont ces groupes se servent largement des registres du pouvoir coutumier.

Les groupes Mai-Mai ne sont pas les seuls à tirer profit des vols de bétail : le volume élevé de bétail volé ces dernières années a donné naissance à toute une économie politique autour de cette filière illégale, dans laquelle de nombreuses personnes ont des intérêts directs. Pour pouvoir vendre le

---

<sup>28</sup> Le 24 octobre 2020, par exemple, les forces Mai-Mai ont volé un troupeau à Kuwimiko à un Munyindu qu'elles accusaient de collaborer avec les Banyamulenge. Rapports des observateurs sur le terrain, octobre 2020.

<sup>29</sup> Rapports des observateurs sur le terrain, mai 2020.

bétail volé ou la viande de bœuf sur les marchés, il faut transporter le bétail volé, falsifier les documents d'origine et de propriété ou soudoyer et intimider les autorités. Le personnel des FARDC, en particulier, jouerait un rôle crucial dans cette économie politique du pillage de bétail. Selon les dires, ils n'interviennent souvent pas en cas de vol de bétail et ferment les yeux sur le passage des troupeaux volés contre rançon. Certains sont même soupçonnés d'être activement impliqués dans le commerce du bétail volé. Cela a aggravé la méfiance des Banyamulenge à l'égard de l'armée. Pour leur part, les groupes autochtones autoproclamés accusent certains officiers de l'armée, en particulier d'origine Banyamulenge et rwandophone, de protéger spécifiquement le bétail des Banyamulenge. Ils le feraient soit pour de l'argent en échange de la protection, soit parce qu'ils entretiennent des relations familiales ou sociales avec les propriétaires du bétail. Les Babembe, Bafuliiru et Banyindu n'ont plus confiance dans l'impartialité des forces armées en raison de cette pratique. Ainsi, les conflits agropastoraux et le pillage du bétail sont devenus une source supplémentaire de dilemmes sécuritaires.

### **4.3 Intégration et désintégration de l'armée**

Les efforts de démobilisation et d'intégration de l'armée se heurtent encore aujourd'hui à des dilemmes de sécurité et à la méfiance à l'égard des forces armées nationales. Une série d'événements survenus en 2011, qui ont contribué à la crise actuelle, illustre clairement la manière dont les efforts de paix sont entravés par les dilemmes sécuritaires.

En 2011, les FRF et les FARDC ont conclu un accord, à l'issue d'une série de négociations sur les Plateaux, mettant un terme à l'existence des FRF en tant que mouvement politico-militaire. Le groupe allait intégrer ses troupes dans les FARDC, initialement dans un secteur militaire nouvellement créé sur les Plateaux, qui est devenu le 44<sup>ème</sup> secteur des opérations Amani Leo. Le personnel actuel des FRF (à l'exception des généraux) allait en principe se voir reconnaître ses grades et des officiers des FRF allaient être nommés à un certain nombre de postes importants dans l'armée, y compris au commandement du nouveau secteur militaire. De plus, les FRF allaient être reconnus comme un parti politique, ce qui allait leur permettre de négocier davantage

leurs revendications politiques, notamment en ce qui concerne le territoire de Minembwe. Cette tournure des événements plutôt surprenante était le résultat de multiples facteurs, notamment : le fait que les Banyamulenge et les FRF étaient fatigués de la guerre après deux ans d'opérations militaires des FARDC ; les ambitions personnelles des dirigeants politiques et militaires des FRF ; les efforts du gouvernement congolais visant à éradiquer les groupes armés avant les élections prévues en fin 2011 ; et la pression du gouvernement rwandais.<sup>30</sup> Les FRF étaient soupçonnés par Kigali d'entretenir des relations avec le Général Faustin Kayumba Nyamwasa, un ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise et pilier du FPR. Depuis son exil, Nyamwasa avait créé un mouvement d'opposition appelé le Congrès national rwandais (RNC), auquel on attribuait des ambitions militaires (ONU S/2011/738), une affirmation que Nyamwasa lui-même a toujours niée (ICG, 2020).

Pendant plusieurs années, les groupes Mai-Mai ont soutenu qu'ils étaient dans la brousse pour défendre leurs communautés contre les FRF, la dissolution des FRF en tant que mouvement politico-militaire a créé une nouvelle situation. Certains groupes, comme celui de Mulumba, avaient également déclaré qu'ils n'envisageraient d'abandonner la lutte armée que si les FRF était dissous. Maintenant qu'il n'y avait plus de groupe armé Banyamulenge, qu'allaient-ils faire ? Deux groupes Mai-Mai, ceux de Kapopo et de Mushombe, ont essayé d'imiter l'accord d'intégration des FRF. Non seulement ils voulaient avoir des troupes dans le 44ème secteur, pour contrer la domination des Banyamulenge, mais ils voulaient aussi que tous leurs grades soient reconnus dans les FARDC et qu'ils soient nommés à des fonctions importantes. Cependant, ces démarches n'ont guère abouti. Si le chef Mai-Mai Kapopo a intégré les FARDC avec un petit groupe, la plupart de ses troupes sont restées ou retournées à Itombwe, car elles ne souhaitaient pas être déployées loin de leur région d'origine. De plus, les autorités locales s'opposaient à leur départ. Elles craignaient un vide sécuritaire, étant donné qu'il y a peu de services de sécurité publics dans le coin isolé d'Itombwe qui était la zone d'influence de Kapopo.<sup>31</sup>

---

<sup>30</sup> Analyse reposant sur de multiples entretiens avec des officiers FARDC, des acteurs politiques des FRF et des membres de la société civile à Minembwe, Uvira et Bukavu en janvier, février, mars et octobre 2011.

<sup>31</sup> Entretiens avec des officiers et troupes Mai-Mai Kapopo, Mukera, novembre 2010 ; Lubumba, novembre 2011 et Bukavu, mars 2011 ; voir aussi ONU S/2011/738.

La tentative d'intégration du groupe du dirigeant Mai-Mai Fuliiru Mushombe Muganguzi,<sup>32</sup> basé au Nord de Bijombo, n'a pas non plus abouti. Certains politiciens Fuliiru auraient renforcé et restructuré le groupe de Mushombe spécialement à l'occasion de l'intégration des FARDC, dans l'espoir de profiter de ce processus pour renforcer leur position politique avant les élections.<sup>33</sup> Le groupe n'était cependant pas une pure invention, puisque Mushombe l'avait mobilisé de façon irrégulière, en fonction des conditions sécuritaires. En 2011, le groupe a été doté d'une nouvelle structure de commandement, Mushombe ayant été secondé par Kashama Ngoy Célestin (également connu sous le nom de Kashologozi), ancien officier Mai-Mai et capitaine des FARDC, et Ilunga Luse sema (alias Kilofoka), ancien commandant de compagnie dans les forces Mai-Mai de Nakabaka. Les aspirations politiques et militaires de ce groupe nouvellement formé ont été stimulées par leurs mécènes politiques et se sont avérées trop ambitieuses, et des mois de négociations n'ont pas abouti à un accord. Certains dirigeants militaires et politiques impliqués dans les négociations ont également joué un rôle en diffusant des messages ambigus, parce qu'ils ne voulaient pas mettre fin aux négociations, en partie parce qu'ils bénéficiaient grassement des fonds alloués pour les faciliter (ONU S/2011/738). La réforme de l'armée, appelée régimentation, qui visait à transformer les brigades des FARDC en régiments, est un autre facteur. Bon nombre d'anciens officiers Mai-Mai se sont vus refuser des postes importants dans les régiments, une situation qu'ils ont attribué à la domination rwandophone de l'armée. Cette impression de discrimination a incité un grand nombre d'entre eux à désertier et à rejoindre le groupe de Mushombe (Verweijen, 2015b).

Les frustrations liées au processus d'enrégimentation ont également motivé d'autres groupes Mai-Mai. Par exemple, l'officier Fuliiru Kazadi a déserté du

---

<sup>32</sup> Mushombe est un ancien agent de renseignement (S2) dans la brigade du dirigeant des Mai-Mai Vira nommé Nakabaka pendant la deuxième guerre du Congo, qui n'a jamais participé au brassage. Lui et d'autres Mai-Mai à Masango se sont remobilisés pour la première fois en 2007, en raison de la nouvelle menace émergente du FRF et ses affrontements avec les FARDC.

<sup>33</sup> La présente analyse de l'intégration du groupe Mushombe est fondée sur des discussions avec Mushombe et ses officiers à Marungu et Mashale, en novembre 2011, et avec des officiers des FARDC et des acteurs de la société civile à Uvira, en mars et octobre 2011 et à Bukavu, en avril 2011.

centre de régimentation de Kilombwe à Fizi et a ensuite rejoint le groupe de Mulumba, où il s'est autoproclamé général. Le groupe du « colonel » Chochi Buzimya Muchanga, basé sur les Moyens Plateaux de Milimba à Fizi, a également tiré profit de la nouvelle vague de désertions. Sa principale motivation pour prendre les armes était la menace des Banyamulenge, selon les dires de Chochi : « Il faut écraser la tête de la puce avant de se faire écraser ». <sup>34</sup> Sous l'influence de jeunes intellectuels Fuliiru, ce groupe a commencé à se faire appeler « *Biloze Bishambuke* », ce qui signifie en Kifuliiru (langue parlée par les Bafuliiru) : « S'il nous faut détruire, faisons-le ». <sup>35</sup> Le groupe a bénéficié de l'aide de certains officiers FARDC tels que le colonel Justin Kanyonyi alias Okapi, qui a autrefois servi dans les Mai-Mai d'Assani Ngungu. <sup>36</sup>

Les FRF ont finalement été le seul groupe à s'intégrer totalement au sein des FARDC en 2011. Cela a créé des déséquilibres dans le secteur militaire nouvellement créé sur les Plateaux et a conduit à de nouveaux dilemmes de sécurité. La mobilisation des Mai-Mai s'est donc intensifiée lorsque les bataillons des FARDC, dominés par les Banyamulenge, ont lancé des opérations militaires contre les groupes Mai-Mai des Plateaux. A la suite du rappel de la plupart des troupes FARDC pour le processus de régimentation, la situation sécuritaire sur les Plateaux s'est dégradée davantage. Associée à une nouvelle mobilisation Mai-Mai, cette situation a incité une faction dissidente Banyamulenge, dirigée par l'ancien officier des FRF Richard Tawimbi, à se remobiliser en 2011. Ce groupe a établi son quartier général dans le groupement de Bijombo avec Shaka Alexis Nyamusaraba et Mugaza Semahurungure Kimasa comme commandants adjoints.

Richard Tawimbi était vice-président chargé des finances et de la sécurité lorsqu'il faisait partie des FRF. Il était très souvent en déplacement dans la région des Grands Lacs, où il entretenait un vaste réseau. En 2011, au moment de l'intégration du FRF, il a été incarcéré à Bujumbura, semble-t-il à la demande des services de renseignement rwandais. Il était soupçonné

---

<sup>34</sup> Entretien avec Chochi, Uvira, février 2017.

<sup>35</sup> Les groupes de Chochi et Mulumba ont également développé une aile politique commune nommée Mouvement pour la défense et la liberté du Congo (MDLC).

<sup>36</sup> Assani Ngungu a renoncé à la lutte armée en 2009 et a intégré les FARDC avec une majeure partie de ses forces Mai-Mai.

par ces derniers d'entretenir des liens avec le général dissident rwandais Kayumba Nyamwasa. L'ex-FRF a réussi à le faire évader en soudoyant le personnel pénitentiaire. De retour au Congo, Tawimbi a refusé d'intégrer les FARDC. Il craignait pour sa sécurité étant donné que Kigali exigeait son arrestation et son transfert au Rwanda. Il était également mécontent de l'accord que les FRF avaient négocié afin de se faire intégrer dans les FARDC. Le mouvement avait perdu tout moyen de pression pour faire passer son programme politique en intégrant son aile militaire, sans avoir de garanties solides pour ses revendications politiques. De plus, il a souligné le fait que le processus d'intégration n'avait pas réussi à améliorer les relations intercommunautaires : « L'intégration des FRF au sein du gouvernement n'a pas aidé la cause des Banyamulenge, au même titre que la participation d'autres Banyamulenge au gouvernement avant eux. L'intégration des FRF n'a pas entraîné de réconciliation : elle n'a donc rien résolu et n'a pas renforcé la sécurité des Banyamulenge. En dépit de l'intégration des FRF, des Banyamulenge ont récemment été tués à Fizi, à Basimwenda (Itombwe) et à Lusuku. La réconciliation est un préalable nécessaire... »<sup>37</sup>

Si le mouvement de Tawimbi (Mouvement populaire pour le changement du Congo, MPCC) avait l'intention de collaborer avec les groupes armés d'autres communautés, y compris les forces Mai-Mai, ce projet n'a pas abouti. Le groupe a donc été considéré comme les FRF-bis, un groupe armé Banyamulenge défendant les Banyamulenge, et donc une menace pour les autres communautés des Plateaux. On retrouve également cette continuité dans le fait que, tout comme les FRF, le groupe est devenu localement connu sous le nom de *Gumino*.<sup>38</sup> Ainsi, la présence du groupe de Tawimbi a fini par donner aux Mai-Mai une raison de plus pour justifier la nécessité de l'autodéfense. En résumé, la tentative d'éradiquer les groupes armés sur les Plateaux en 2011 par le biais de l'intégration de l'armée a connu un échec similaire à celui des premières années après la transition, en raison de dilemmes de sécurité entremêlés.

---

<sup>37</sup> Entretien avec Richard Tawimbi, Kajembwe, février 2012.

<sup>38</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile de Bijombo, Uvira, novembre 2014.

## 4.4 La militarisation des conflits de pouvoir local à Bijombo

L'émergence du groupe de Tawimbi a entraîné de fortes répercussions sur le groupement de Bijombo, où était basé son quartier général, dans le village de Kajembwe. Une des raisons qui explique cette situation est la militarisation des conflits et des compétitions locales, et plus particulièrement le rôle majeur joué par les groupes armés dans les conflits de gouvernance du groupement.

Les Banyamulenge reconnaissent l'autorité de Kabarule, qui a joué un rôle déterminant dans la reconnaissance du groupement dans les années 1960 et gouverne principalement le Bijombo Sud, ayant sa base à Chanzovu. En revanche, les Banyindu et les Bafuliiru reconnaissent Tete Amisi, un Munyindu qui gouverne le nord du groupement, basé à Masango/Miramba. Cette confusion est dans une large mesure entretenue par le *mwami* des Bavira, Edmond Lenghe Lwegereza, qui a régulièrement nommé de nouveaux chefs par intérim. Le *mwami* ne s'est pas attaché à clarifier la question de savoir qui est le chef légitime, il a plutôt choisi de diviser pour mieux régner, ce qui lui permet de renforcer son emprise sur le groupement, tout en profitant financièrement de la nomination de différents chefs. L'acceptation de la prolifération des villages (localités) dans le groupement est une autre politique du *mwami* qui a alimenté les conflits. Si le groupement de Bijombo comptait 18 villages, 14 autres ont été créés pendant les guerres du Congo. Tous ne sont pas officiellement reconnus, et le contrôle de plusieurs de ces nouveaux villages est contesté. En outre, ces entités sont en proie à des conflits fonciers et de délimitation, car leur démarcation n'est pas claire.<sup>39</sup>

Un certain nombre de facteurs sont à l'origine des différents conflits qui règnent au sein du groupement et des villages de Bijombo, entre autres les tensions intercommunautaires, les intérêts financiers et les ambitions personnelles de leadership. Il y a longtemps que les Banyamulenge considèrent le groupement comme leur meilleur espoir d'obtenir leur propre entité administrative coutumière et qu'ils essaient de contrôler les villages où ils sont majoritaires. Les autres communautés se sont largement opposées à

---

<sup>39</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile de Bijombo, Uvira, janvier 2012.

ces efforts. Il ne s'agit pas seulement de refuser aux Banyamulenge le droit au pouvoir local mais aussi l'accès aux revenus qui en découlent. Le paiement des taxes se fait exclusivement au groupement et aux chefs de village qu'ils reconnaissent comme détenteurs du pouvoir. Il en va de même pour les taxes prélevées sur les marchés hebdomadaires : ces revenus ne sont versés qu'au chef reconnu dans cette zone particulière. Si ces conflits touchent l'ensemble du groupement, ils prennent à certains endroits une ampleur bien plus importante qu'à d'autres. Ces différences s'expliquent souvent par les attitudes et comportements individuels des chefs concernés. Par exemple, certains dirigeants font recours aux groupes armés plus fréquemment que d'autres pour asseoir leur position. Dans ce genre de contexte, les conflits entre autorités locales deviennent particulièrement explosifs.<sup>40</sup>

Le cas du village de Kikozi illustre clairement la manière dont l'implication des groupes armés fait que les conflits alimentent la violence. Un nouveau groupe Mai-Mai a fait son apparition vers 2010, sous le commandement du Mufuliiru Makuba Yenga Yenga.<sup>41</sup> Le groupe était composé de Banyindus et de Bafuliirus, et a invoqué la menace des FRF comme principale raison de sa mobilisation. Ils ont affirmé que non seulement les FRF avaient pillé leurs champs de maïs, mais qu'ils les avaient également maltraités.<sup>42</sup> Le groupe de Makuba s'est mobilisé davantage à la suite des violations des droits de l'homme commises par un bataillon de l'armée (composé en grande partie d'anciens soldats des FRF) au cours des opérations militaires menées contre eux. Une équipe d'enquête conjointe de la MONUSCO et du personnel du bureau du procureur militaire a documenté le viol de sept femmes et le pillage d'un centre de santé et de plusieurs ménages. Cette enquête a attribué ces actes au major Rupongo Rogatien John et au major Shaka Nyamusaraba, originaire de Kajembwe (ONU S/2011/738). Ces antécédents problématiques et le risque d'être poursuivi semblent avoir contribué à la

---

<sup>40</sup> Observations basées sur des entretiens avec les autorités locales, les anciens et les organisations communautaires, Bijombo, novembre 2011.

<sup>41</sup> Ce groupe a été cofondé par Masabo Tunga Mwangu, un Muniyindu de Morambi qui a servi dans des groupes Mai-Mai pendant la guerre du RCD, et Pandiza Kafuzi, un Mufuliiru de Kikozi, qui est un ancien soldat de la brigade de Nakabaka et avait autrefois sa propre milice à Lusololo.

<sup>42</sup> Observations basées sur des entretiens avec les autorités locales, les jeunes et les organisations communautaires, Bijombo, novembre 2011.

désertion de Nyamusaraba des FARDC pour rejoindre le groupe de Richard Tawimbi, dont il est devenu le commandant adjoint.

Les Mai-Mai Makuba ont été étroitement impliqués dans un conflit opposant Sadoc Kazinguvu Bidagara, le chef Munyamulenge de Kajembwe, et Gahusa Anzuluni Byamungu, le chef Nyindu de Kikozi. Un désaccord sur les délimitations entre les deux villages est à l'origine de ce conflit, qui est lié à un différend sur les limites entre les groupements de Bijombo et de Kalungwe. De plus, la répartition des taxes au marché du mardi à Kikozi et les conflits sur l'utilisation des terres alimentent également le conflit. Autrefois, la partie contestée du village de Kikozi était un lieu de pâturage pour le bétail des Banyamulenge. Cependant, pendant la guerre, les Banyindu et les Bafuliiru ont débarqué et ont commencé à y cultiver du maïs, ce que les Banyamulenge considèrent comme empiètement sur leurs pâturages traditionnels. De ce fait, ils ne sont pas disposés à retenir leur bétail, qui détruit occasionnellement des champs quand il franchit cette zone.<sup>43</sup>

La présence des Mai-Mai Makuba a consolidé la position de Gahusa, lui permettant, par exemple, de collecter des taxes au marché du mardi. Cette situation a vraisemblablement joué un rôle dans le consentement du chef Sadoc à ce que le groupe de Tawimbi établisse son quartier général à Kajembwe, ce qui lui a permis de disposer d'une force de protection. Au fil des ans, le groupe de Tawimbi en est parvenu à contrôler une grande partie du groupement de Bijombo, mais sans la présence de Tawimbi. En 2012, il s'est rendu à Kinshasa à l'invitation du Général Delphin Kahimbi pour négocier les conditions de l'intégration de son groupe dans les FARDC. Curieusement, cette intégration n'a jamais eu lieu. Tawimbi en attribue la responsabilité au haut commandement des FARDC, qui n'a jamais entamé de négociations sérieuses. Pourtant, Tawimbi lui-même aurait commencé à travailler pour le service de renseignement extérieur des FARDC, tirant parti de son vaste réseau étranger. On ne sait toujours pas dans quelle mesure il est resté à la tête du groupe de Bijombo, qui a continué à opérer sous la direction de

---

<sup>43</sup> Observations basées sur des entretiens avec des organisations communautaires et des autorités locales, Bijombo, novembre 2011.

Shaka Nyamusharaba. Si le groupe lui-même a affirmé que Tawimbi restait son chef, ce dernier a laissé planer une certaine ambiguïté à ce sujet.<sup>44</sup>

Ce manque de clarté dans la structure de commandement peut avoir joué un rôle dans ce que les observateurs décrivent comme une dégradation progressive du comportement des Gumino envers les civils. Ils ont dressé des barrages routiers les jours de marché pour taxer les marchands, en particulier autour des marchés de Hwehwe, Bijombo, Kahuna et Mitamba. De plus, ils ont été accusés de s'ingérer dans les conflits locaux, notamment en procédant à des arrestations arbitraires et en imposant des amendes. Ces agissements ont provoqué un ressentiment croissant chez les jeunes de toutes les communautés, ce qui a conduit, début 2015, à la formation d'une force de défense locale multiethnique composée de Banyamulenge, de Bafulliiru et de Banyindu.<sup>45</sup> Cette force a bénéficié d'un soutien important de la part de plusieurs chefs locaux, notamment les chefs Banyamulenge Gasosi Semandwa<sup>46</sup> de Kahuna II (l'un des rares Banyamulenge à soutenir Tete Amisi en tant que chef de groupement) et Nkunzigoma<sup>47</sup> de Kashigo (Murenze). Cette force de défense locale a connu des divisions vers mars 2015 en raison de la méfiance croissante entre les membres des différentes communautés. Finalement, les Banyamulenge se sont retirés, continuant à constituer une force de défense locale distincte sous le nom de *Twirwaneho*. Cette force était commandée par le « colonel » David Muhoza Ndahigima (également connu sous le nom « d'Al Shabaab ») de Kagogo et son adjoint Mararo, tous deux déserteurs des Gumino.<sup>48</sup> Quant aux Bafulliiru et Banyindu restants, ils se sont transformés en groupe Mai-Mai.<sup>49</sup>

---

<sup>44</sup> Conversation avec Richard Tawimbi, Kinshasa, mai 2016 ; entretiens avec des acteurs de la société civile, Bukavu, avril 2016 et Uvira, février 2017.

<sup>45</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile de Bijombo, Uvira, avril 2016 et février 2017.

<sup>46</sup> Gasosi est un proche du Général Bisengimana, inspecteur général de la police congolaise (PNC), et du major Muyoboke, jusqu'à récemment commandant de la police du district des Hauts Plateaux de la PNC.

<sup>47</sup> Nkunzigoma est le beau-frère du Général Malik Kijega, qui l'aurait soutenu dans sa mission consistant à créer un groupe pour contrer les exactions des Gumino.

<sup>48</sup> Mararo était un ancien enfant soldat qui s'est démobilisé en 2013 et a été transféré au Centre de transit et d'orientation pour enfants soldats d'Uvira. Il s'est à nouveau engagé dans les activités armées en 2015 avec les *Twirwaneho* jusqu'à sa mort en décembre 2019 lors d'affrontements avec les FARDC à Kagogo.

<sup>49</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile de Bijombo, Uvira, avril 2016 et février 2017.

Au mois d'avril 2015, les Gumino ont arrêté Gasosi et Nkunzigoma, les deux initiateurs de la force de défense locale multiethnique, et les ont détenus dans leur quartier général de Kajembwe. Ils ont été torturés au cours de leur détention et Nkunzigoma a succombé à ses blessures. Gasosi s'est accroché à la vie. Ces événements ont déclenché un conflit au sein des Banyamulenge, dont beaucoup pensaient que les Gumino étaient allés trop loin. Le conflit a également pris des dimensions claniques, étant donné que Gasosi était Abagorora et Nkunzigoma était Abatira, tandis que les chefs du Gumino (Nyamusharaba et Semahurungure) étaient Abasita.<sup>50</sup> Au même moment, les affrontements se sont intensifiés entre les Gumino d'une part et les Mai-Mai Fulliru et Nyindu basés à Bijombo Est (autour de Mukumba, Kanono, Chanzovu) d'autre part. Ces Mai-Mai étaient sous le commandement de Baleke, un jeune Munyindu.<sup>51</sup> Les FARDC se sont impliquées dans certains de ces affrontements, notamment parce qu'elles étaient en conflit avec les Gumino au sujet de la taxation du marché hebdomadaire de Bijombo-Ishenge. Des affrontements périodiques se sont poursuivis tout au long de 2015 et se sont intensifiés au début de 2016.<sup>52</sup>

Dans un souci de redressement de la situation, le Général Gustave Bwange Safari, commandant du secteur opérationnel Sud/Sud-Kivu basé à Uvira, a entrepris des négociations avec les Gumino. Ses efforts n'ont cependant pas été couronnés de succès, en partie parce que le groupe a déclaré qu'il ne pouvait prendre aucune décision étant donné que leur chef Tawimbi se trouvait toujours à Kinshasa. Les FARDC ont lancé en février 2016 une offensive militaire à Bijombo, dénommée « *Natawala Hapa* ». Avec ces opérations, la situation s'est compliquée davantage, sans qu'aucun des groupes armés impliqués ne soit réellement affaibli. La première étape a consisté pour les FARDC à

---

<sup>50</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile de Bijombo, Uvira, avril 2016 et février 2017.

<sup>51</sup> Le commandant en second de Baleke était un certain Ndoni, un Munyindu de Mukuba (Bijombo), qui a d'abord servi sous Mahoro Kitay Ngombarufu. Mahoro était un chef Mai-Mai Fulliru qui a servi comme T3 dans la brigade Mai-Mai de Nyakiliba à Mwenga pendant la deuxième guerre du Congo, et a lancé son propre mouvement en 2008. En 2011, il a rejoint Mushombe et a servi à Bijombo mais en étant pratiquement autonome. L'officier des opérations (S3) de Baleke était Ngarukyie, un Munyindu de Kirumba ou Chakira, qui a commencé sa carrière armée dans un groupe de défense local à Bijombo, avant de passer au groupe Mai-Mai de Baleke.

<sup>52</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens et les organisations communautaires, Bijombo, juillet 2018.

attaquer les Gumino, ces derniers se sont alors retirés dans la forêt de Bijabo, une ancienne cachette des FRF. De plus, les FARDC se sont servi des groupes Mai-Mai comme guides pour s'orienter sur le terrain montagneux difficile. En outre, de nombreux abus ont été commis par l'armée contre les civils au cours des opérations, en particulier contre les Banyamulenge. Elle a également procédé à l'arrestation de jeunes Banyamulenge, les accusant de collaborer avec les Gumino. Cette agressivité s'est intensifiée après que les Gumino ont lancé un certain nombre de contre-attaques féroces contre les FARDC. Tous ces événements ont donné l'impression que les opérations ne visaient qu'une seule communauté et que les FARDC étaient donc partiales. La conséquence est que si certains Banyamulenge avaient initialement soutenu les opérations des FARDC (notamment parce qu'ils éprouvaient un ressentiment croissant envers les Gumino), ils se sont maintenant retournés contre elles et ont commencé à se montrer plus favorables aux Gumino. La polarisation accrue entre les différentes communautés de Bijombo a également contribué à l'intensification du conflit relatif au poste de chef de groupement.<sup>53</sup>

Vers la fin du mois de mai 2016, le secrétaire du chef de groupement Nyindu par intérim, Tete Amisi, s'est fait attaquer, une affaire considérée par beaucoup comme liée au conflit de pouvoir pour la direction du groupement. L'escalade étant imminente, les autorités congolaises se sont mobilisées pour calmer la situation. Une délégation comprenant le gouverneur du Sud-Kivu de l'époque, Marcellin Cishambo, le ministre de la planification, Manassé « Müller » Ruhimbika, et le Général Safari s'est rendue à Bijombo en hélicoptère en juillet. Au cours de cette visite, Cishambo a déclaré que Kabarule était le chef de groupement légitime de Bijombo. Cette déclaration n'a servi qu'à aggraver le conflit au lieu de le résoudre. Peu après, Kabarule a été grièvement blessé par balle. Après que la MONUSCO l'ait évacué pour lui permettre d'accéder à des soins de santé, il a fui au Kenya, où il se trouve encore aujourd'hui.<sup>54</sup>

---

<sup>53</sup> Entretiens avec les autorités locales et les organisations communautaires, Bijombo, juillet 2018.

<sup>54</sup> Son père étant resté à Nairobi, Furaha, le fils de Kabarule, lui a succédé. Cependant, l'insécurité grandissante l'a rapidement fait fuir et il est actuellement basé à Bukavu. Pendant ce temps, Tete Amisi s'est installé à Uvira. L'absence de ces chefs complique à la fois la gouvernance et la résolution des conflits à Bijombo.

L'installation de Kabarule par le gouverneur n'a pas empêché les Bafuliiru, les Banyindu et les Bavira de s'opposer à son autorité. Ils ont plutôt reconnu Tete Amisi, que le *mwami* des Bavira avait nommé chef intérimaire. Face à cela, les Banyamulenge ont décidé de ne plus reconnaître l'autorité du *mwami* et de rendre compte directement au territoire d'Uvira. La situation s'est compliquée davantage avec la création de nouveaux villages par les Bafuliiru et les Banyindu (apparemment avec l'aide du *mwami* des Bavira et des forces Mai-Mai) pour soustraire leurs populations du contrôle des chefs de village Banyamulenge.<sup>55</sup> Une nouvelle série de conflits a ainsi vu le jour, car les chefs dont les entités de ces nouveaux villages ont été découpées ont continué à revendiquer le droit de gouverner ces zones.<sup>56</sup>

La présence des groupes armés sur les Plateaux a été considérablement reconfigurée par les combats de 2015 et 2016. Premièrement, après avoir été délogés de Bijombo, les Gumino ont désormais étendu leur zone d'influence vers Kamombo et Itombwe, où ils ont commencé à taxer les marchés et les mines.<sup>57</sup> Deuxièmement, comme mentionné plus haut, les groupes de défense locaux Banyamulenge opérant sous le nom de Twirwaneho ont refait surface. Troisièmement, les combats à Bijombo ont poussé les Mai-Mai Fuliiru et Nyindu à intensifier leurs activités. Dans le nord de Bijombo (autour de Masango), les groupes Mai-Mai dirigés par des Fuliiru se sont réorganisés et ont amplifié la mobilisation. Ils ont d'abord choisi Kashumba Musagara Constatin comme chef, un Mufuliiru de Mangwa/Kasenya sur les Hauts Plateaux de Kigoma (chefferie de Bafuliiru).<sup>58</sup> Le mouvement s'est cependant divisé à la suite d'une querelle de leadership. Au nord, un groupe est

---

<sup>55</sup> Le cas de Kirumba constitue un exemple : une autre localité a été créée sous le nom de Kihamba, outrepassant ainsi l'autorité du chef Munyamulenge de Kirumba.

<sup>56</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens du villages et les organisations communautaires, Bijombo, juillet 2018.

<sup>57</sup> Les Gumino ont pris le contrôle du marché de Ndayoberwa près de Mikalati et de Kwamunyaka/Mibunda et ont commencé à taxer sur les sites miniers de Luhemba, Kitasha et Rugabano.

<sup>58</sup> Kashumba a été officier dans la brigade Mai-Mai Vira dirigé par Nakabaka pendant la deuxième guerre du Congo, mais a décidé de ne pas intégrer les FARDC par la suite, préférant la démobilisation. Il s'est remobilisé entre 2006 et 2007, puis à nouveau en 2012, lorsque le groupe rebelle burundais FNL a incendié des dizaines de maisons dans la région de Masango, à la suite d'une querelle avec le chef Mai-Mai Mushombe. Après une tentative de démobilisation ratée en 2015, menée par les anciens officiers Mai-Mai Fujo Zabuloni et le Général Bangwe Safari, il est retourné dans la brousse.

resté sous le commandement de Mushombe basé à Masango. Un groupe allié, commandé par le commandant Fuliiru Nakishale, était présent sur les Hauts Plateaux de Marungu. Au sud, vers les Moyens Plateaux, Kashumba dirigeait un groupe qui est devenu un mouvement relativement important, bien structuré et doté d'une branche politique.<sup>59</sup>

Les activités des Mai-Mai se sont également intensifiées autour de Kikozi, où le groupe de Baleke était basé. Baleke a été assassiné en janvier 2017 dans des circonstances peu claires, et Ndoni, son ancien commandant en second, lui a succédé. Si des sources Bafuliiru et Banyindu ont attribué le meurtre aux Banyamulenge, invoquant la course au pouvoir et les conflits liés à la transhumance, certains Banyamulenge ont attribué le meurtre à un conflit entre les Bafuliiru, portant sur le contrôle de la région de Kikozi. Ils soupçonnaient en particulier Anzuluni Byamungu,<sup>60</sup> le fils du chef du village de Kikozi, qui a créé son propre groupe armé<sup>61</sup> sur les Hauts Plateaux de Kalungwe peu après la mort de Baleke.<sup>62</sup>

---

<sup>59</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens du village et les organisations communautaires, Bijombo, février 2020.

<sup>60</sup> Vers 2019, Byamungu a quitté Bijombo pour combattre dans le groupe Mai-Mai de René, puis de Réunion, et finalement celui de Mulumba à Lulenge (Fizi).

<sup>61</sup> Le groupe d'Anzuluni a monté en puissance en se ralliant aux forces armées Batwa connues localement sous le nom de « Mai-Mai Mupekenya ».

<sup>62</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens du village et les organisations communautaires, Bijombo, février 2020.

En 2017, des attaques de représailles successives ont été déclenchées à Bijombo, ce qui a entraîné une importante escalade de la violence en 2018, qui s'est ensuite propagée à d'autres régions des Plateaux. Deux mécanismes ont été à l'origine de l'escalade et de la propagation de la violence : premièrement, la tendance à imputer les actes de violence individuels à l'ensemble des groupes ; et deuxièmement, le fait que les dynamiques locales, nationales et régionales soient entremêlées de manière complexe et se renforcent mutuellement.

Ainsi, lorsque des membres d'un groupe sont assassinés, cela conduit à des meurtres de membres du groupe opposé, même sans savoir qui sont les auteurs ni comprendre les motivations derrière ces meurtres. Le fait d'attribuer la responsabilité collective de la violence a également conduit à des attaques et à la destruction de villages entiers, leurs habitants étant considérés comme des complices de certains groupes armés. Le fait de punir des villages dans leur ensemble était également le résultat de l'implication des forces de défense locales. Ces dernières sont des forces basées dans les villages dont les combattants continuent à vivre dans leurs propres maisons et sont soutenus essentiellement par des contributions en argent et en nature (par exemple, de la nourriture, des piles pour torches) de la part des autres villageois. Les conflits de pouvoir local sont un autre facteur qui a favorisé les attaques massives contre les villages. En attaquant un village, les adversaires tentaient de saper l'autorité des dirigeants locaux contestés. En outre, le fait de cibler les autorités locales était généralement considéré comme une déclaration de guerre à l'ensemble de leurs communautés. La propagation

géographique du conflit s'explique également par la tendance à collectiviser la responsabilité. En effet, lorsque des membres de sa propre communauté sont tués, cela motive à prendre les armes et à punir les membres du groupe adverse, peu importe leur lieu de résidence.

Une série d'évolutions complexes au niveau national et régional, entremêlée de dynamiques locales, est à l'origine de l'escalade de la violence en 2018. Au niveau national, une crise politique a éclaté en fin d'année 2016 au terme du mandat du président Kabila, avant la tenue d'élections destinées à lui succéder. Cette crise a donné du poids aux groupes armés qui prétendaient combattre le gouvernement. Elle a renforcé le soutien populaire à la rébellion, y compris auprès des populations de la diaspora, et a permis aux groupes armés d'obtenir un plus grand soutien de la part d'acteurs politiques désireux de se repositionner dans le paysage politique. Au niveau régional, les tensions politiques entre le Burundi et le Rwanda ont atteint leur paroxysme en 2018, et chaque gouvernement aurait apporté son soutien à des groupes rebelles basés dans les Plateaux dont l'objectif était de renverser le gouvernement adverse. Cette géopolitique complexe a contribué à une régionalisation de la crise, les groupes armés burundais et rwandais forgeant des alliances avec des forces locales pour tenir en échec leurs adversaires. Simultanément, les moteurs locaux du conflit se sont intensifiés après la transformation de Minembwe en « commune rurale », ce qui a suscité de fortes tensions, car elle a été associée au territoire contesté de Minembwe.

## **5.1 Vers une escalade : les moteurs nationaux**

Une recrudescence de la violence à Bijombo a été déclenchée par l'assassinat du chef Mai-Mai Baleke à Kikozi fin janvier 2017, laquelle a duré jusqu'en février. Cette violence n'a pas seulement impliqué des affrontements entre forces armées mais a également englobé l'incendie de maisons, des meurtres ainsi que le pillage du bétail. Les efforts de réconciliation déployés par les autorités coutumières et les anciens de la communauté en mars ont permis de contenir la violence, mais pas pour longtemps. En avril, les combats ont repris, touchant cette fois le Nord de Bijombo, en direction d'Itombwe. Au total, 263 maisons ont été brûlées dans neuf villages et on estime que 3 500

ménages ont fui la région. Les FARDC sont intervenues pour mettre fin à la violence et les organisations de la société civile d'Uvira, avec le soutien de la MONUSCO, ont facilité un dialogue entre Gahusa, le chef de la localité de Kikozi, et Sadoc, le chef de Kajembwe. Finalement, les chefs ont signé un acte visant à mettre fin aux hostilités.<sup>63</sup>

Si ces efforts ont permis de contenir la violence à Bijombo, des combats ont éclaté ailleurs sur les Plateaux vers la fin du mois de mai 2017, notamment à Kamombo. Cette zone est sous le contrôle des Gumino depuis qu'une offensive des FARDC les a forcés à quitter Bijombo en 2016. Les violences, qui se sont poursuivies en juin, seraient liées au contrôle de la taxation des trois plus grands marchés de la zone : Mikalati, Katongo et Kitasha. Les affrontements ont opposé les Gumino à une coalition de groupes Mai-Mai Fuliru et Nyindu dénommée « Biloze Bishambuke ».<sup>64</sup> Les combattants Bembe, sous le commandement d'Ebuela, ont vite rejoint cette coalition. Inspiré par son père Seba, qui a combattu dans la rébellion Simba dans les années 1960, Ebuela a commencé sa carrière armée dans le mouvement des Mai-Mai Yakutumba en 2007. Il a rapidement gravi les échelons et a fini par devenir G3 (membre de l'état-major général chargé des opérations). Poussé par le désir, semble-t-il, d'avoir son propre groupe, il a déserté le groupe Yakutumba accompagné d'un certain nombre de combattants en juillet 2016.<sup>65</sup> Après avoir opéré pendant un certain temps dans le sud de Basimunyaka à Fizi, autour de Mukera et Kafulo, il a fini par faire irruption dans Itombwe, sa région natale. Il est difficile de savoir pourquoi il a appuyé la coalition Mai-Mai qui combat les Gumino, mais il est possible que cela soit lié à une revigoration générale des forces Mai-Mai dans la région à cette époque.

Une offensive pour « libérer le Congo » a été lancée en juin 2017 par la Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC), une coalition de groupes armés dirigée par le groupe Yakutumba. Cette offensive a été lancée au terme du mandat du président Kabila, qui avait pris fin en décembre

---

<sup>63</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens du village et les organisations communautaires, Bijombo, juillet 2018.

<sup>64</sup> Ibid.

<sup>65</sup> Des rumeurs non confirmées affirment qu'il était soupçonné d'avoir tué le G2 de Yakutumba, Abwe Mapigano.

2016.<sup>66</sup> Cette offensive a été renforcée par des attaques antérieures contre des positions des FARDC qui ont permis d'obtenir des quantités importantes d'armes et de munitions. Les revenus tirés des attaques répétées contre le personnel, les biens et les fournisseurs de la multinationale d'extraction d'or de Banro, notamment les prises d'otages, ont également facilité cette offensive. De plus, une rumeur circulait (qui n'a jamais été prouvée) selon laquelle la coalition bénéficiait du soutien de cadres de l'opposition politique ainsi que d'acteurs gouvernementaux burundais. L'offensive de la CNPSC a rapidement pris de l'ampleur, et cela en dépit des efforts des FARDC pour la contrer. La coalition a progressé vers la ville d'Uvira (deuxième plus grande ville du Sud-Kivu) en fin septembre 2017, où elle a lancé une attaque.<sup>67</sup> Le 27 septembre, la coalition est arrivée aux périphéries d'Uvira, mais n'a pas réussi à prendre la ville. Bénéficiant d'un soutien considérable de la MONUSCO, les FARDC ont résisté avec force. Certes, l'offensive a échoué, mais elle a considérablement favorisé la coalition CNPSC, en lui offrant une visibilité (notamment grâce à ses campagnes sur les réseaux sociaux)<sup>68</sup> et en lui apportant un soutien accru de la part de la diaspora congolaise (Verweijen, 2017 ; Congo Research Group, 2019).

Le fait que la CNPSC ait connu un certain succès a eu des répercussions sur la situation sur les Plateaux, car la coalition englobait plusieurs groupes basés dans cette région. Il s'agissait notamment des groupes d'Ebuela, Mulumba et Ngarukiye et des commandants Mai-Mai Bembe Lwesula et Ngyalabato (ex-membres du groupe de Kapopo). S'il existait déjà auparavant un réseau considérable entre les groupes Mai-Mai, notamment entre les Mai-Mai réformé en 2007 et 2008, la CNPSC a amélioré la communication, le soutien

---

<sup>66</sup> Entretien téléphonique avec un membre de la CNPSC, septembre 2017.

<sup>67</sup> La coalition impliquée dans l'attaque d'Uvira comptait parmi ses membres les groupes suivants : les Mai-Mai de Réunion Warusasa, un commandant d'origine Twa basé dans les Moyens Plateaux de Fizi, qui avait monté en puissance en hébergeant un camp d'entraînement des forces rebelles burundaises FOREBU (Forces républicaines du Burundi) ; un groupe récemment créé sous les ordres du commandant Bembe Echilo basé dans la même région ; le groupe de René Itongwa, un déserteur Bembe des FARDC qui était initialement basé dans les Moyens Plateaux de Kalungwe ; le groupe d'Ebuela ; et le groupe de Ngarukiye, l'officier Nyindu Mai-Mai qui opérait initialement à Bijombo avec Ndoni et Baleke.

<sup>68</sup> La CNPSC avait une page Facebook populaire où il publiait également des vidéos en provenance de YouTube, voir <https://www.facebook.com/CNPSCong/>.

mutuel et la coordination stratégique entre les groupes Mai-Mai, même si les groupes individuels ont continué à fonctionner de manière largement autonome. Le fait que les groupes Mai-Mai travaillent en réseau sur les Plateaux a accéléré au mois de décembre 2017 une nouvelle escalade de la violence à Bijombo, où des troupes principalement Nyindu de Réunion, Ngarukiye, Byamungu et autres ont uni leurs forces dans des affrontements avec les Twirwaneho. Si la violence n'a pas tardé à s'atténuer, le modèle des coalitions élargies et ad hoc de groupes armés, y compris les forces de défense locales, est devenu une pratique courante pour les futurs combats, et a également commencé à intégrer des groupes armés étrangers. Les dilemmes de sécurité ont été considérablement exacerbés par cette formation de coalitions, dans la mesure où les différentes parties avaient le sentiment qu'elles pouvaient facilement être dépassées en nombre par leurs adversaires, ce qui intensifiait leur quête d'alliances souvent liées aux circonstances.

C'est en mai 2018 qu'une coalition de groupes armés s'est à nouveau engagée dans des affrontements, ce qui a constitué un prélude aux violences plus intenses observées à partir de la mi-2018 jusqu'à nos jours. Le début de l'année 2018 a été marqué par un certain nombre d'assassinats anonymes à Bijombo, qui semblent avoir été commis dans le cadre d'un règlement de comptes. Par exemple, le 25 février, le domicile du « colonel » Mai-Mai Kahoro Kaluba a été attaqué par des inconnus armés qui lui ont tiré deux balles dans les jambes et ont tué son voisin. Pourtant, la plupart des assassinats ont visé des civils. Dans la matinée du 30 avril, un jeune Munyamulenge qui se rendait à Uvira pour passer ses examens d'État a été abattu près de Bijige/Muramvya par des assaillants non identifiés. Le même jour, plusieurs personnes ont été tuées alors qu'elles rentraient du marché hebdomadaire de Mitamba à Itombwe. Parmi les victimes figurait Achelewa Koloso, chef de la localité Bembe de Mikungubwe (qui se trouve à Itombwe). Plus tard dans la soirée du même jour, deux personnes, toutes deux Banyindu, ont été tuées à leur domicile dans le village de Kinyoni, toujours par des assaillants non identifiés.<sup>69</sup>

---

<sup>69</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens du village et les organisations communautaires, Bijombo, juillet 2018.

C'est dans un climat tendu que ces assassinats ont été commis. Au début du mois, les Mai-Mai Byamungu et les FARDC s'étaient affrontés à Bijombo. Une série d'attaques avaient également eu lieu contre le bétail, tué et blessé à la machette. Les Banyamulenge attachant une grande valeur à leur bétail et ces attaques étant hautement symboliques, les tensions ont augmenté de manière significative. Le meurtre du chef de Mikungubwe a également été très symbolique. Plus haut, nous avons souligné que les autorités coutumières étaient considérées comme représentant et incarnant leurs communautés (ethniques), et que l'attaque d'un chef est vécue comme une attaque contre la communauté dans son ensemble. De plus, elle est généralement interprétée comme ayant un lien avec les multiples conflits de pouvoir local sur les Plateaux. Pour de nombreux Babembe d'Itombwe, le meurtre du chef de Mikungubwe est proche de celui du *Mwami* Henri Spaack en 1996, reflétant l'intention des Banyamulenge de déplacer la population « autochtone » et d'usurper le pouvoir local sur les Plateaux. Combinée à la colère suscitée par le meurtre, cette menace perçue a incité les groupes Mai-Mai de la communauté Bembe à se joindre aux combats, qui jusque-là opposaient principalement les groupes armés Bafuliiru/Banyindu aux Banyamulenge.<sup>70</sup>

Le commandant Mai-Mai Ngyalabato et son adjoint Lwesula se sont mêlés aux hostilités durant le mois de mai 2018 dans le Nord Bijombo autour de Chanzovu, Kiziba et Kagogo, renforçant les groupes Banyindu et Bafuliiru qui opéraient sous la bannière « Biloze Bishambuke ». Ils ont affronté les forces Twirwaneho commandées par David, qui étaient alliées aux Gumino. Lorsque les combats se sont intensifiés en juin, les forces Mai-Mai dirigées par Mushombe dans la région de Masango se sont également impliquées, ainsi que celles de Kashumba. Cette coalition Mai-Mai a été renforcée par les forces Batwa sous le commandement de Kati Malisawa autour de Chanzovu. Les FARDC, en particulier le 3305<sup>e</sup> régiment commandé par le colonel Zaire (un officier rwandophone), ont été perçues comme partiales, car elles collaboraient avec les forces Banyamulenge, ce qui a facilité la formation de cette

---

<sup>70</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile Bembe et autorités locales d'Itombwe, Uvira, février 2020.

large coalition.<sup>71</sup> Le meurtre du chef de village Fuliiru de Buronge/Kajembwe, nommé Muhuli, en mi-juin, qui a provoqué une indignation générale au sein de la communauté Fuliiru, a également facilité le processus.<sup>72</sup>

## 5.2 Régionalisation

Alors que les combats s'intensifiaient en juin 2018, les coalitions de belligérants ont pris une nouvelle dimension en incluant des forces armées étrangères. Les Fuliiru Mai-Mai de Kashumba, et parfois les forces d'Ilunga et de Mushombe, ont collaboré avec les FNL d'Aloys Nzabampema. Ce dernier groupe avait vu le jour en janvier 2013 après une scission au sein des FNL basés au Congo (Verweijen, 2015c).<sup>73</sup> Un autre groupe qui a pris part aux combats est la Résistance pour un état de droit au Burundi (RED-Tabara). La création de ce groupe a été motivée par la détérioration du climat politique au Burundi à la suite des irrégularités qui ont marqué les élections locales de 2010. Il serait proche du parti d'opposition burundais Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) dirigé par Alexis Sinduhije (ONU S/2019/469). Des combattants rattachés aux sphères du MSD se trouvaient initialement dans le groupe de Tawimbi, qui accueillait quelques dizaines de Burundais. Ces liens semblent remonter au groupe FRF initial, au sein duquel des ressortissants burundais (non Banyamulenge) ont servi au moins à partir de 2008 (ONU S/2009/603 ; ONU S/2010/596). Cependant, en raison de l'important soutien financier, logistique et de formation que les RED-Tabara ont reçu du Rwanda entre mi-2015 et début 2016 (ONU S/2016/466), les Gumino ont gardé leurs distances avec ce groupe.

---

<sup>71</sup> Les FARDC nient l'accusation de partialité et affirment que ces perceptions découlent d'actions particulières irréflechies des commandants de régiment et de bataillon en question (le colonel Antoine Bageni et le colonel Claude Micho). Entretiens avec des officiers FARDC, Uvira, juillet 2018.

<sup>72</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens du village et les organisations communautaires, Bijombo, juillet 2018 et février 2020.

<sup>73</sup> Lorsque le groupe s'est impliqué dans les hostilités, il opérait dans les Moyens Plateaux de Muhungu et les Hauts Plateaux de Kigoma, ayant une base à Ruminuko près de Magunda, avec des incursions occasionnelles dans la plaine de la Ruzizi.

Cette distance s'explique également par le fait qu'à partir de mi-2017, les Gumino ont hébergé des combattants et un camp d'entraînement du Congrès national rwandais (RNC) dans la forêt de Bijabo. Comme expliqué précédemment, le RNC est un mouvement politico-militaire associé au général dissident du FPR Kayumba Nyamwasa, et qui ferait partie de la coalition plus large « P5 » des groupes anti-Kigali (ONU S/2018/1133).<sup>74</sup> Le groupe d'experts de l'ONU a documenté que les opérations du RNC étaient soutenues par des réseaux de recrutement et de logistique basés à Bujumbura, qui leur fournissaient des armes, des munitions, de la nourriture, des médicaments, des bottes et des uniformes (ONU S/2018/1133).<sup>75</sup> C'est par crainte d'un soutien du gouvernement burundais au RNC (que Bujumbura nie catégoriquement) que Kigali aurait renouvelé son soutien aux RED-Tabara en 2018 (ce que rejette fermement le gouvernement rwandais). Les allégations de soutien de Bujumbura au RNC auraient également incité les RED-Tabara, entre-temps basés dans les Hauts Plateaux de Kigoma près de Gifuni, à assurer la liaison avec les Mai-Mai lors des combats qui se sont déclenchés en mi-2018.<sup>76</sup> Les Gumino ont parfois bénéficié de l'appui de soldats du RNC au cours de ces combats. Ils auraient également été soutenus par un nombre limité de combattants burundais appelés « imbonerakure », du nom de la branche jeunesse du parti au pouvoir burundais.<sup>77</sup>

Une guerre par procuration entre le Rwanda et le Burundi sur le sol congolais a vu le jour en raison de la complexité de cette configuration de forces étrangères. Ce n'est pas un hasard si, alors que les relations entre les deux pays se sont détériorées en 2018, les tensions entre le Rwanda et les forces rebelles soutenues par le Burundi se sont intensifiées sur les Plateaux. Il est

---

<sup>74</sup> Le P5 est composé de *AMAHORO-People's Congress (AMAHORO-PC)*, des *Forces démocratiques unifiées-Inkingi (FDU-INKINGI)*, du *People's Defence Pact-Imzani (PDP-IMANZI)*, du *Social Party-Imberakuri (PS-IMBERAKURI)* et du Congrès national rwandais (RNC). Voir ONU S/2018/1133, p. 9.

<sup>75</sup> Si le groupe soupçonne ces réseaux d'être liés au gouvernement, il n'a pas pu trouver de preuves suffisantes pour appuyer cette allégation.

<sup>76</sup> Entretiens téléphoniques avec des experts des groupes armés régionaux, octobre et novembre 2018 ; juillet 2019 ; entretiens avec des acteurs de la société civile et des services de sécurité, Uvira, août et septembre 2018.

<sup>77</sup> Entretiens avec les autorités locales, les anciens du village et les organisations communautaires, Bijombo, juillet 2018 ; entretiens avec les services de sécurité et les acteurs de la société civile, Uvira, août et septembre 2018.

probable que les diverses alliances étrangères ont également contribué aux affrontements entre les groupes armés burundais. Les RED-Tabara ont affronté (en février 2018, puis en mai de la même année) les Forces populaires du Burundi (FPB), un autre groupe rebelle burundais basé à Kiryama dans les Hauts Plateaux de Kigoma qui s'est dissocié des FOREBU (voir RFI, 2017). Si les raisons de ces affrontements restent inconnues, des observateurs ont suggéré que la méfiance découlant du soutien accru de Kigali aux RED-Tabara (les FPB ayant pris leurs distances avec le Rwanda) serait à l'origine de ces affrontements.<sup>78</sup>

La détérioration des relations entre le Rwanda et le Burundi en juillet 2018 a accentué la méfiance entre les forces pro et anti-Kigali et Bujumbura. Au cours de ce mois, plusieurs attaques ciblant la frontière sud du Rwanda ont été lancées depuis la forêt de Nyungwe, à cheval sur le Rwanda et le Burundi. Si le Rwanda a d'abord nié ces incursions transfrontalières, elles ont finalement été revendiquées par un nouveau groupe rebelle anti-Kigali opérant sur le sol burundais,<sup>79</sup> que des sources rwandaises ont accusé d'être soutenu par Bujumbura (ICG, 2020). Combinées aux affrontements à Bijombo, ces évolutions auraient entraîné l'ingérence directe des forces armées burundaises et rwandaises au Congo. En août 2018, un nombre limité de forces spéciales de la Force de défense rwandaise (RDF), décrites comme des « techniciens », auraient débarqué sur les Plateaux pour y mener des opérations conjointes avec les RED-Tabara, renforçant ainsi les capacités de combat du groupe.<sup>80</sup> Vers la fin du mois d'octobre de la même année, un bataillon de l'armée nationale burundaise, la Force de défense nationale (FDN), sous le commandement du major Aron Ndayishimiye, a fait son entrée au Congo pour mener une attaque contre les RED-Tabara avec une autorisation informelle de l'armée congolaise (Larcher, 2018). Cette force serait partiellement composée de réservistes ayant combattu dans les guerres civiles du Burundi et serait

---

<sup>78</sup> Entretiens téléphoniques avec des experts des groupes armés régionaux, octobre et novembre 2018 ; juillet 2019 ; entretiens avec des acteurs de la société civile et des services de sécurité, Uvira, août et septembre 2018.

<sup>79</sup> Mouvement Rwandais pour le changement démocratique, MRCD, Communiqué de presse NO 2018/07/01.

<sup>80</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile et des services de sécurité, Uvira, août, septembre et octobre 2018 ; entretiens téléphoniques avec des experts des groupes armés régionaux, octobre et novembre 2018. Voir également Larcher (2018).

soutenue par des imbonerakure.<sup>81</sup> En janvier et février 2019, les FDN et les imbonerakure ont de nouveau été aperçus dans les montagnes près d'Uvira, dans des affrontements avec les FNL et les RED-Tabara (ONU S/2019/469). Ces affrontements ont été suivis de deux mois d'opérations des FARDC contre ces groupes, ce qui les a contraints à se retirer de leurs bases et à se replier plus loin dans les montagnes.

La violence et la volatilité sur les Plateaux ont été directement et indirectement aggravées par l'ingérence régionale. Pour commencer, les groupes rebelles étrangers basés au Congo ont bénéficié d'un soutien matériel et parfois d'une formation de la part d'acteurs gouvernementaux étrangers. Ils ont également accru l'instabilité en menant des opérations militaires secrètes sur le sol congolais. Deuxièmement, la capacité de combat des groupes armés congolais a été renforcée par les relations qu'ils ont établies avec les groupes rebelles étrangers. Les combattants étrangers ont souvent donné des conseils en matière de stratégie et de tactique et ont parfois dispensé des formes limitées d'entraînement. Ils peuvent également avoir fourni aux groupes congolais des armes lourdes, ce qui a renforcé leur puissance de feu. Cette évolution des capacités de combat a, à son tour, entraîné l'intensification des dilemmes de sécurité locale entre les groupes armés congolais et les a entremêlés avec les dilemmes de sécurité entre les forces étrangères. La participation étrangère a donc élargi la participation à la violence et a favorisé la concurrence entre les coalitions armées.

L'implication régionale a alimenté la violence d'une manière plus indirecte, en compliquant davantage les chaînes de commandement déjà très complexes. Si les belligérants opéraient au sein de coalitions, ces dernières ne disposaient pas toujours de chaînes de commandement centralisées, en particulier en 2018 et 2019, car chaque groupe armé participant a conservé sa propre structure de commandement. Toutefois, certains commandants pouvaient prendre la tête des opérations, en particulier lorsque celles-ci se déroulaient dans leur zone d'influence directe. Cela valait également pour les forces de défense locales qui ont combattu aux côtés des groupes rebelles, car

---

<sup>81</sup> Entretiens téléphoniques avec des acteurs de la société civile burundaise, novembre 2018 ; entretiens avec des services de sécurité congolais, Uvira, octobre 2018.

chaque village a son propre commandant.<sup>82</sup> Les coalitions de groupes armés étaient donc plutôt fluides dans leur composition. L'émergence régulière de nouveaux groupes et le changement de groupe de certains commandants et officiers ont renforcé cette fluidité. De plus, certains groupes armés étaient très mobiles. Par exemple, les Twirwaneho disposaient d'une unité spéciale d'intervention rapide sous la direction de David Ndahigima, qui était basée à Kagogo et Kahuna mais intervenait dans tous les coins des Plateaux. Dans l'ensemble, le caractère instable des coalitions de groupes armés a compliqué l'établissement de la responsabilité hiérarchique pour les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, comme les abus contre les civils. Cela a pu indirectement exacerber la violence, car les auteurs de ces actes savaient qu'il serait difficile de les tenir pour responsables.

### **5.3 Les effets multidimensionnels des élections**

La régionalisation de la crise en 2018 a été influencée par les évolutions politiques nationales et les a façonnées. S'étant matérialisée fin 2016, la crise politique a fini par déboucher sur des manœuvres préélectorales, avec des élections prévues en décembre 2018. Ces élections ont bouleversé le paysage politique national, entraînant des conflits de pouvoir pour décrocher des postes au sein du gouvernement ou maintenir sa base de pouvoir après avoir échoué à se faire élire. La dynamique des conflits et de la violence sur les Plateaux a été affectée par ces évolutions pré et post-électorales.

La commune rurale de Minembwe a été l'un des points de convergence de la mobilisation politique durant cette période. C'est en 2019 qu'elle était devenue opérationnelle, suite à des décrets émis en 2013 et 2018 et à la nomination de ses dirigeants en février 2019.<sup>83</sup> Le cadre juridique de la décentralisation

---

<sup>82</sup> Les Twirwaneho, par exemple, sont organisés par zone (ex : Bijombo, Minembwe), chaque zone ayant une structure faitière, composée d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire. Chaque zone est subdivisée en différents secteurs (axes), correspondant souvent à des villages, qui ont chacun leur propre commandant. Entretiens avec des membres du groupe Twirwaneho, Bijombo, février 2020.

<sup>83</sup> Il s'agit du décret N° 013/29 du 13 juin 2013 ; N° 25/CAB/VPM/MINISTERSEC/HMS/075/2018 du 28 novembre 2018, et de la lettre du gouvernement provincial du Sud-Kivu N° 090/CAB/COUPRO-SK/2019 du 20 février 2019.

au Congo stipule que les entités densément peuplées des zones rurales doivent être transformées en communes gouvernées par un bourgmestre, et non plus par des chefs coutumiers. Dans le décret de 2013, il était prévu que Minembwe obtienne ce statut, aux côtés de plusieurs autres localités de Fizi et d'Uvira.

Très rapidement, la création de la commune de Minembwe en 2019 a suscité l'antagonisme de l'intelligentsia Bembe et de ceux d'autres groupes autochtones autoproclamés, pour qui elle évoquait les vieux fantômes du territoire de Minembwe (KST, 2019). Du fait qu'elle était principalement située dans le territoire de Fizi, la commune a été perçue par de nombreux Babembe comme un démembrement d'une partie de leur espace vital traditionnel, qui a de plus été soustrait à l'autorité coutumière des Bembe. En outre, la nomination du bourgmestre, Gad Mukiza Nzabinesha, était contestée par les Babembe car il était Munyamulenge.<sup>84</sup> Enfin, ils ont fait valoir que la commune ne constituait qu'un premier pas vers la résurrection du territoire de Minembwe.<sup>85</sup> Toutefois, ce territoire couvrait une superficie bien plus grande et avait un statut administratif plus élevé, servant également de circonscription électorale. Pour les Banyamulenge en quête d'un territoire, cette commune ne constituait donc qu'un progrès modeste.<sup>86</sup>

Au milieu de l'année 2018, le député national Bembe Jemsi Mulengwa s'est mis à poser des questions sur la commune au ministre de l'Intérieur et a fait pression pour son abolition.<sup>87</sup> En mars 2019, l'homme politique Bembe Pardonne Kaliba, président national du parti politique Patriotes résistants Maï-Maï (PRM), qui venait de perdre les élections législatives, a écrit une lettre au nouveau président de la RDC, Félix Tshisekedi, demandant également l'abolition de la commune (Fizi Media, 2019). En 2019, les agitations autour de la commune ont pris une dimension de plus en plus importante dans les discours des belligérants sur les Plateaux. Elles sont également devenues

---

<sup>84</sup> Son adjoint Charles Isumbico Sadiki était un Mubembe ; il séjournait souvent à Baraka car il jugeait qu'il y avait trop d'insécurité à Minembwe.

<sup>85</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile Bembe, Uvira, avril 2019 ; et Baraka, février 2020.

<sup>86</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile Banyamulenge, Bukavu, mai 2015 ; Uvira, février 2017 et juillet 2018.

<sup>87</sup> Lettre 310/AN/Hon/CDPN/J-MLJK/18 du 14 juin 2018.

virulentes sur les réseaux sociaux et dans les discours des délégués aux différents forums de réconciliation intercommunautaire et aux pourparlers de paix.<sup>88</sup>

En dépit de la place prépondérante accordée à ce récit de conflit, sa contribution à la violence sur les Plateaux ne doit pas être surestimée. La plupart des violences survenues entre 2016 et 2018 se sont produites à Bijombo et, dans une moindre mesure, dans la partie Itombwe des Plateaux, et donc pas autour de Minembwe. Même si cela change en 2019, cette violence antérieure a fortement contribué au déclenchement ultérieur des combats. Elle a conduit à une détérioration des relations intercommunautaires et à une augmentation des tensions, alimentant les désirs de vengeance. En outre, la commune ayant une superficie limitée, seule une partie relativement faible des Plateaux a été directement touchée. Plutôt que de constituer un enjeu majeur du conflit, la commune de Minembwe revêt surtout une valeur symbolique, symbole de « l'agression et de la balkanisation des Banyamulenge/Tutsi/Rwandais », ou encore du droit des Banyamulenge au pouvoir local et à leur reconnaissance en tant que citoyens congolais.

Non seulement les élections et leurs conséquences ont placé la commune de Minembwe au centre des débats, mais elles ont également incité certains groupes armés soit à se démobiliser, soit à intensifier leur mobilisation. La période précédant les élections a été marquée par une forte agitation contre le président Kabila dans les discours des groupes armés. Non seulement sa gouvernance était largement dénoncée, et le fait qu'il ait outrepassé son mandat était mal perçu ; les groupes Mai-Mai le considéraient comme un mandataire de Kigali, voire comme un Rwandais, favorisant la « balkanisation » du Congo (Verweijen, 2016a). Kabila a officiellement quitté le pouvoir après la tenue d'élections présidentielles en décembre 2018. Cependant, le processus électoral a été truqué et a conduit à l'installation d'un président qui n'avait pas remporté les élections ; il a plutôt été trié sur le volet par Kabila après des négociations complexes. Pour certains groupes, comme Yakutumba, Biloze Bishambuke, Réunion et René, cette perversion de la

---

<sup>88</sup> Voir, par exemple, Déclaration des Babembe à l'issue du Forum Intracommunautaire tenu à Uvira du 02 au 4 mars 2020, Uvira, 4 mars 2020.

démocratie constituait une raison suffisante pour rester dans la brousse, notamment parce qu'ils pensaient qu'elle allait permettre à Kabila de maintenir son règne.<sup>89</sup>

Le départ de Kabila signifiait pour d'autres qu'ils avaient une raison de moins de demeurer en brousse. En outre, ils ont peut-être essayé de profiter de l'arrivée d'un nouveau gouvernement pour négocier des postes dans l'armée ou l'administration dans le cadre de leur reddition. Le résultat est qu'un certain nombre de groupes armés ont décidé de déposer les armes dans les Kivus (Vlassenroot et al., 2020). Parmi eux se trouvait Ebuela qui, en janvier 2019, a regroupé ses combattants à Mikenge (Actualité.cd, 2019a). Ce processus a été favorisé par les efforts de sensibilisation déployés par des hommes politiques, en particulier Néhémie Mwilanya Wilondja, l'un des hommes politiques Bembe les plus influents, qui a été chef de cabinet sous Kabila, et la mutualité Bembe (groupe d'entraide, généralement constitué selon des bases ethniques) *Emo'ya m'mbond*.<sup>90</sup> Semahurungure, le commandant adjoint des Gumino, a lui aussi déposé les armes au début de l'année 2019. Il aurait été convaincu de se rendre par des officiers Banyamulenge ex-FRF servant dans les FARDC, notamment Michel Makanika, qui agissait sous les ordres du Général Jonas Padiri, faisant alors partie de l'état-major général de la troisième zone de défense englobant le Sud-Kivu. Ces officiers étaient au courant que les FARDC avaient des opérations prévues contre les Gumino et ont tenté de les convaincre de se rendre avant le lancement des hostilités.<sup>91</sup>

La tenue des élections et l'arrivée d'un nouveau gouvernement ont également eu un impact sur les dimensions régionales de la crise sur les Plateaux. En effet, le gouvernement Kabila a entretenu de bonnes relations avec Kigali et Bujumbura, autorisant leurs forces armées à mener des opérations sur le sol congolais (ONU S/2011/738 ; ONU S/2019/469 ; Rolley, 2020). Au mois de janvier 2019, une délégation congolaise comprenant le chef du service national de

---

<sup>89</sup> Entretien téléphonique avec des représentants des Mai-Mai Yakutumba, janvier 2019 ; entretiens avec des représentants de Biloze Bishambuke, Uvira, janvier 2019 ; entretiens avec des acteurs de la société civile, Uvira, mars 2019.

<sup>90</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile et analystes Bembe, Uvira, février 2019.

<sup>91</sup> Entretiens avec des acteurs et analystes de la société civile Banyamulenge, Uvira, février 2019 ; Minembwe, février 2020 ; entretien téléphonique, janvier 2020.

renseignement Kalev Mutond s'est rendue à Kigali, alors que les résultats des élections n'avaient pas encore été annoncés et que des négociations sur la manière de les truquer étaient en cours. Un jour plus tôt, le président rwandais Paul Kagame, qui présidait également l'Union africaine à l'époque, avait critiqué le processus électoral et demandé le report de l'annonce des résultats. Il semblerait qu'au cours de cette réunion, un accord ait été conclu pour que Kagame accepte les résultats truqués, en échange de certaines concessions (Gras, 2020a). Ces dernières semblent avoir inclus l'arrestation de Richard Tawimbi, toujours sur la liste des personnes recherchées par Kigali en raison de ses liens présumés avec Nyamwasa. Peu après la réunion de Kigali, Tawimbi a été arrêté par le service de renseignement militaire de Kinshasa et maintenu en détention jusqu'en juillet 2019 sans être formellement inculpé.<sup>92</sup>

Dès son entrée en fonction, non seulement le président Félix Tshisekedi a respecté les arrangements avec Kigali, mais il a même tenté d'améliorer les relations. Il a donc accepté la reprise des opérations des FDR au sein des Kivus pour éradiquer les groupes armés rwandais de l'opposition. C'est dans ce contexte que les troupes des FDR auraient débarqué sur les Plateaux à la fin du mois de mai 2019.<sup>93</sup> À ce moment-là, la plupart des troupes rwandaises du RNC/Nyamwasa avaient déjà quitté la région. De fortes tensions ont surgi en septembre 2018 au sein du groupe, qui seraient liées à un désaccord sur la gestion des fonds fournis par le Burundi. Cependant, certains observateurs suggèrent que Kigali aurait également joué un rôle dans cette affaire, en essayant d'affaiblir ses adversaires en recourant à la tactique du « diviser pour régner ». <sup>94</sup> Associées à une réorientation stratégique, ces tensions ont poussé environ 200 soldats du RNC vers le Nord-Kivu. Cependant, ils sont tombés dans des embuscades tendues à plusieurs reprises par les FARDC, apparemment avec le soutien des forces spéciales rwandaises. Beaucoup ont été tués, certains se sont échappés et environ 26 ont été arrêtés et transférés au Rwanda (Rolley, 2020).

---

<sup>92</sup> Échanges sur WhatsApp avec des experts des groupes armés, janvier, février et juillet 2019.

<sup>93</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile et services de sécurité, Uvira, juin 2019 ; rapports des observateurs basés sur le terrain, juin et juillet 2019, voir aussi Eyalama (2019) ; KST (2019).

<sup>94</sup> Rapports des observateurs basés sur le terrain, octobre et novembre 2018 ; voir également Rolley (2020).

Une fois de plus, le fait qu'il y ait eu un rapprochement entre Tshisekedi et Kagame, ainsi que le déploiement des troupes RDF, a eu des grandes répercussions dans les Kivus. Pour plusieurs groupes Mai-Mai, cela a prouvé que Tshisekedi poursuivait la même voie que son prédécesseur, ce qui a affermi leur détermination à rester dans la brousse.<sup>95</sup> La présence des troupes rwandaises a également revigoré le discours de balkanisation, y compris parmi les groupes extrémistes de la diaspora comme l'Alliance des patriotes pour la refondation du Congo (APARECO) d'Honoré Ngbanda (Ngbanda Nzambo ko Atumba, 2019). Cette rhétorique est allée de pair avec des attaques verbales contre les Banyamulenge, mettant en doute leur arrivée précoloniale et leur statut de citoyens congolais. À la fin de 2019 et au début de 2020, ces discours haineux ont atteint leur tout premier pic. Le 30 novembre 2019, le député provincial Omer Bulakali Mwanawabene de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a prononcé un discours à Baraka dans lequel il a appelé la population à exterminer tous les Banyamulenge ou à les expulser de Fizi (CCPDD, 2019). Au début du mois de janvier 2020, le cardinal Fridolin Ambongo a affirmé lors d'une conférence de presse à Beni que la région Est du Congo était soumise à un processus continu de balkanisation et que les populations déplacées étaient systématiquement remplacées par des immigrants rwandais et ougandais (RFI, 2020a). Ce discours, prononcé par une personne de haut rang, a considérablement renforcé la circulation des discours de balkanisation et anti-Banyamulenge, y compris au sein de la diaspora et des politiciens à Kinshasa. Selon certains analystes, ces efforts pour intensifier la rhétorique de la balkanisation visaient à créer des difficultés pour le président Tshisekedi, sous l'impulsion de l'opposition ou de ses alliés de la coalition.<sup>96</sup>

Les discours sur la balkanisation avaient une large portée, mais ils étaient particulièrement virulents dans le sud du Sud-Kivu. En janvier 2020, le politicien Fuliiru Justin Bitakwira, député du territoire d'Uvira, a lancé un nouveau mouvement, *Simama Kivu*, pour arrêter la balkanisation du Congo (« Simama » veut dire « stopper » en swahili) (Prunelle, 2020a). Peu après, un

---

<sup>95</sup> Entretien téléphonique avec un représentant de la coalition CNPSC, octobre 2019 ; entretiens avec des représentants politiques des groupes Mai-Mai basés à Uvira, Uvira, novembre 2019.

<sup>96</sup> Entretien avec des analystes du Congo, décembre 2019, Londres.

rassemblement anti-Banyamulenge s'est tenu à Baraka, au cours duquel leur extermination a été réclamée (KST, 2020). Dans la ville d'Uvira, l'organisation Nouvelle société civile congolaise (NSCC) a organisé une journée ville morte (grève) pour protester contre « l'occupation étrangère » (Prunelle, 2020b). La situation a ressemblé pendant un moment à une rediffusion des événements survenus à la veille de la première et de la deuxième guerre du Congo, lorsque la rhétorique anti-Tutsi s'est intensifiée et a conduit à des incidents violents. Bien que cette fois, il n'y ait pas eu de débordements massifs de la violence, la circulation de discours haineux a suscité des peurs existentielles chez les Banyamulenge et a renforcé le sentiment qu'un génocide se préparait contre eux.

## 5.4 Escalade et propagation

Si la reddition annoncée par Ebuela et Semahurungure début 2019 a créé une lueur d'espoir quant à l'existence d'une issue à la violence qui a embrasé les Plateaux, elle a été de courte durée. Les troupes Banyamulenge et Mai-Mai, dont celles de Mulumba, se sont affrontées fin février dans le secteur Lulenge de Fizi (groupement Basimunyaka Sud), non loin de Minembwe. Des tensions concernant la transhumance et la destruction de champs agricoles ont été à l'origine des combats. Les éleveurs Banyamulenge auraient refusé de payer la taxe de transhumance aux Mai-Mai, semble-t-il après que les troupes Twirwaneho aient expulsé les Biloze Bishambuke et les Mai-Mai Mulumba de la région.<sup>97</sup> Les affrontements s'étant intensifiés et une douzaine d'éleveurs ayant été brutalement tués, des Twirwaneho de tous les Plateaux se sont impliqués.

En date du 2 mars 2019, la maison d'Ebuela à Kafulo a été attaquée par les FARDC, qui ont tué certains de ses soldats ainsi que sa femme. Si les raisons de cette attaque sont controversées, certaines sources affirment qu'au lieu de cantonner ses troupes dans les sites désignés, Ebuela leur a ordonné

---

<sup>97</sup> Ces tensions s'expliquent également par le viol présumé de la femme d'un commandant Biloze par un combattant Gumino ou Twirwaneho, et par le meurtre d'un certain nombre de femmes et d'enfants dans le village de Babemgwa. Entretiens avec les autorités locales et les organisations communautaires, région de Minembwe, février 2020.

d'occuper les barrages routiers pour prélever des taxes sur les passants les jours de marché. De plus, certaines sources affirment qu'il prévoyait d'attaquer le bétail traversant Kafulo en direction de la plaine de Nemba. Furieux, Ebuela a repris le chemin de la brousse et a mis sur pied, cette année-là, l'une des forces de combat les plus puissantes des Plateaux. Il a également développé la branche politique de son mouvement, les Forces des patriotes pour la défense du Congo-Mouvement de libération (FPDC-ML), dirigée par Mzee Kiza (Echa) et Kabwe (Abwe) André. La force et la visibilité croissantes du groupe ont valu à Ebuela le nom de guerre Mtetezi, qui signifie « libérateur » en swahili.<sup>98</sup>

Les affrontements ont éclaté en mai 2019 à Balala Nord (secteur Tanganyika), une zone jusqu'alors épargnée par les violences, et la situation sur les Plateaux s'est encore dégradée. Un incident impliquant les troupes de Semahurungure, qui s'était alors séparé de Nyamusharaba et des Gumino, dans l'attente de nouvelles négociations concernant sa reddition, est à l'origine de ces combats. Le 4 mai, les troupes de Semahurungure ont arrêté le chef de village Nyindu Kawaza Nyakwana de Kanihura au marché de Mikalati. Elles l'ont emmené au domicile de Semahurungure où il a été battu à mort.<sup>99</sup> Son assassinat a suscité l'indignation générale des Banyindu, Bafulliiru et Babembe des Plateaux. Après les premiers combats, les forces Mai-Mai se sont engagées dans une vaste offensive, dirigée par Ebuela et son adjoint Kakobanya, dans les régions de Tulambo et Kamombo. Le mouvement d'Ebuela a incorporé le groupe d'Aoci (qui opérait jusque-là de manière indépendante) et a formé une coalition avec le groupe de Ngyalabato, qui s'est ensuite également incorporé au mouvement. Des affrontements féroces ont suivi et les forces des deux camps ont brûlé de nombreux villages. Malgré leur intervention, les FARDC n'ont pas réussi à mettre fin à la violence, qui s'est intensifiée lorsque les forces Mai-Mai ont lancé des attaques de toutes parts.<sup>100</sup>

---

<sup>98</sup> Rapports des observateurs sur le terrain, février 2019 ; entretiens avec des experts des groupes armés, Uvira, février 2020.

<sup>99</sup> Il semblerait que l'adversaire de Kawaza, Nyerere, un autre prétendant au poste de chef de village, aurait informé Semahurungure que Kawaza était à l'origine du meurtre de l'un de ses gardes du corps, ce qui l'aurait incité à se venger. Rapports des observateurs basés sur le terrain, mai 2019.

<sup>100</sup> Rapports des observateurs sur le terrain, septembre 2019.

Des déplacements massifs ont été observés à la suite des combats, et la population Banyamulenge s'est en grande partie retranchée à Madegu (centre de Minembwe). Si Madegu abrite des bases de la MONUSCO et des FARDC, elle est entourée de zones contrôlées par des forces Mai-Mai. Ces dernières sont apparues dans tous les coins des Plateaux. Un groupe Biloze Bishambuke a fait son apparition au Sud de Minembwe, dirigé par Assani Malkiya, qui s'est également déployé au Nord de Minembwe sous les ordres de Luhala Kasororo. À la mi-mai 2019, Minembwe a été attaqué par des groupes Mai-Mai venant de plusieurs zones : le Nord-Est à Kalingi-Bidegu ; le Sud à Biziba-Kabingo-Rugezi ; et l'Ouest à Ruhemba-Kivumu-Nyamiringa-Gaseke-Irumba. Les FARDC ont lancé des opérations contre les Mai-Mai en juin 2019 pour empêcher ces attaques et défendre Minembwe, mais elles ne les ont pas pour autant affaiblis.

Les combats se sont poursuivis dans les mois suivants dans plusieurs zones des Plateaux et ont été marqués par des destructions et des atrocités massives contre les civils : des villages, des centres de santé et des écoles ont été rasés, du bétail et d'autres animaux d'élevage pillés et tués, des femmes brutalement violées et des civils, y compris des autorités locales, assassinés (BCNUDH, 2020). Par ailleurs, le chef du village d'Ibumba, Nalibwini Moninga, a été tué le 11 septembre 2019 par les forces Banyamulenge, ce qui a entraîné des affrontements les jours suivants dans les villages autour de Minembwe (Monyi, Rutigita, Kalongozi, Masha, Kisombe). Ces affrontements ont continué à se justifier par la logique d'attribution d'une responsabilité collective pour les actes de violence individuels. Par exemple, si les groupes armés Banyamulenge ont attaqué les villages habités par les Banyindu et les Bafulliuru qui servaient de couloirs pour le trafic de bétail volé, les groupes Mai-Mai ont attaqué les villages des dirigeants Banyamulenge dont l'autorité était contestée.<sup>101</sup>

La position des Banyamulenge s'est affaiblie au cours de cette guerre. Si au départ, les FARDC semblaient combattre principalement les Mai-Mai pour les empêcher de prendre Minembwe, en juillet 2019, elles ont affronté les Gumino autour du marché de Ndayoberwa, près de Mikalati, en raison, semble-t-il,

---

<sup>101</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile, Minembwe, février 2020.

d'un désaccord sur la force habilitée à prélever des taxes au marché. De plus, en septembre 2019, une vaste attaque a été lancée par les Mai-Mai contre les forces Banyamulenge à Itombwe, dans laquelle Semahurungure a été blessé et a succombé à l'hôpital de Mikenke le 8 septembre. Les forces Mai-Mai sous commandement d'Ebuela auraient été soutenues par les RED-Tabara et peut-être le Rwanda, soit par des renseignements, soit par un soutien plus direct (KST, 2019). Ces événements soulignent une fois de plus à quel point l'implication de forces étrangères aggrave la violence.

## Vers un conflit armé prolongé ?

À partir de la mi-2019, la violence s'est amplifiée et a presque semblé s'auto-entretenir. Des affrontements réguliers se sont poursuivis tout au long de 2020 et en 2021. Le caractère prolongé de la violence s'explique par un certain nombre de facteurs. Le premier est la nature multidimensionnelle des dynamiques de conflit et de violence, qui se jouent à l'échelle locale, nationale et régionale. Lorsque les moteurs à un niveau diminuent en intensité, les évolutions à un autre niveau provoquent un regain d'instabilité, avec des répercussions à tous les niveaux. À titre d'exemple, si la crise a perdu de sa dimension régionale vers la fin de 2020, l'installation officielle du bourgmestre de la commune de Minembwe en septembre 2020, qui avait engendré une consternation politique à travers tout le pays, a accentué la dimension nationale de la crise. Un deuxième facteur qui fait que la violence soit difficile à contenir est la nature fragmentée et volatile des principaux belligérants. Les affrontements impliquent non seulement un grand nombre de groupes armés différents, mais ceux-ci changent aussi régulièrement d'alliance. De plus, la division règne généralement parmi les acteurs politiques liés à ces groupes armés. Le troisième facteur est que, si les interprétations du conflit ont toujours été divergentes, la recrudescence de la violence a encore renforcé l'évolution d'interprétations radicalement opposées des événements et de leurs causes. Chaque camp prétend que l'autre est déterminé à l'exterminer. La divergence des interprétations est renforcée par la « guerre de l'information », ou encore la propagation de rumeurs sans fondement et de versions contradictoires des actes de violence. Ces interprétations résultent également de la séparation physique croissante entre les différentes communautés des Plateaux en raison des

déplacements. De nombreux points de rencontre traditionnels, tels que les marchés hebdomadaires, ne sont plus accessibles en raison de l'insécurité. Les contacts limités au quotidien compliquent le développement d'une compréhension commune des événements, ce qui rend les populations sensibles à des opinions plus radicales. De plus, de nombreuses personnes ont été des victimes directes ou indirectes, perdant des proches, des maisons et leurs moyens de subsistance. Ce sentiment de victimisation alimente les sentiments de vengeance et fait que la violence peut sembler justifiée. De cette façon, la violence a entraîné des évolutions qui rendent la violence plus probable, bien qu'elle ne soit en aucun cas inévitable.

## **6.1 La dynamique changeante de la violence en cours**

Avec l'implication d'un plus grand nombre de groupes Mai-Mai dans les combats en 2019, les Banyamulenge se sont retrouvés dans une position de plus en plus difficile. Par conséquent, les groupes armés Banyamulenge ont entrepris de recruter des jeunes de la diaspora régionale, notamment au Kenya, au Burundi et au Rwanda. Les attaques de février 2019 à Lulenge semblent avoir été à l'origine de ce recrutement, qui aurait été facilité par des membres de la diaspora au Canada et en Europe. Les recrues de la diaspora ont d'abord constitué sur les Plateaux un groupe appelé « Abanyakenya » (ceux qui viennent du Kenya) ou « Android ». Ils étaient sous le commandement du colonel Gakunzi, un ancien officier du RCD qui a déserté les FARDC pendant la transition et s'est ensuite enfui au Kenya. Une partie des recrues a également rejoint les Gumino. Ces jeunes voulaient donner de l'espoir à leurs parents, grands-parents et autres proches et ainsi leur éviter d'être chassés des Plateaux. De plus, ils voulaient protéger les terres et le bétail de leur famille, qui se trouve souvent être une source importante de revenus, même pour ceux qui vivent dans la diaspora.

Une autre vague de recrues régionales a débarqué vers la fin de l'année 2019. Celles-ci se sont installées dans la région de Rurambo sous le commandement d'Alexis Gasita, un déserteur des FARDC autrefois basé à Nairobi. Ce groupe a été rejoint en janvier 2020 par le colonel Makanika, l'ancien commandant en chef des FRF, qui a déserté de son unité des FARDC à Walikale.

Makanika a déclaré avoir repris les armes dans le seul but de protéger les citoyens Banyamulenge contre les attaques à « caractère génocidaire » des milices utilisant le discours du « nettoyage ethnique », notamment face à l'échec de l'armée congolaise et de la MONUSCO.<sup>102</sup> Au départ, il n'a pas rejoint les Twirwaneho ou ce qui restait de Gumino, mais est resté avec un groupe à lui qui a absorbé la plupart des recrues de la diaspora, ce qui a alimenté les spéculations sur une nouvelle rébellion. Toutefois, il a fini par s'intégrer aux Twirwaneho, entraînant une superposition de son organisation à la structure d'autodéfense villageoise et d'organisation territoriale des Twirwaneho. Cela aurait conduit à un système hybride dans lequel Makanika commande une branche de Twirwaneho, tandis qu'une autre branche, composée des groupes villageois, se trouve en étroite collaboration avec lui sans pour autant être entièrement sous son contrôle.<sup>103</sup> Au début de l'année 2021, Makanika a été rejoint par un autre officier de haut rang ayant déserté les FARDC, le colonel Charles Sematama, et trois autres officiers supérieurs, ce qui a relancé les rumeurs sur la naissance d'une rébellion (Boisselet, 2021).<sup>104</sup>

La collaboration de Makanika avec les Twirwaneho a coïncidé avec plusieurs affrontements avec les FARDC à la mi-2020, dont la fréquence a diminué après septembre. Par exemple,<sup>105</sup> les 23 et 24 mai 2020, les forces FARDC et Banyamulenge se sont affrontées près de Minembwe, suite aux accusations de la population locale selon lesquelles les FARDC avaient volé du maïs dans leurs champs. Le 4 juin, des escarmouches ont éclaté sur une position des FARDC à Tuetue, dans le secteur d'Itombwe, et à nouveau le 20 juin à Kamombo. Des hostilités ont également opposé des Twirwaneho aux FARDC autour de Tuetue au début du mois de juillet, près du village de Mugaja à la fin du mois d'août et dans la région de Kalingi, non loin du centre de Minembwe, au début du mois de septembre. Selon les FARDC, ces affrontements étaient principalement provoqués par les attaques des

---

<sup>102</sup> Déclaration de Makanika, diffusée via WhatsApp, signée le 16 janvier 2020.

<sup>103</sup> Échanges sur WhatsApp avec trois experts de la région, mars 2021.

<sup>104</sup> Ce mouvement porterait le nom de Mouvement fédéral pour la révolution et la démocratie (MFRD) ; cependant, Ndakize Kamasa, coordinateur des Twirwaneho (dans la zone de Minembwe-Kamombo), a fait circuler un message sur WhatsApp pour nier toute implication des Twirwaneho, voir : *kubeshuza inkuru yikinyoma irigucicikana kumbuga*, message WhatsApp reçu le 22 mars 2021.

<sup>105</sup> Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais d'un certain nombre d'exemples illustratifs.

Twirwaneho. Cependant, ces derniers les ont attribués à une agression des FARDC, traduisant selon eux la partialité de l'armée.<sup>106</sup>

Par ailleurs, des affrontements entre les Twirwaneho et les Mai-Mai se sont poursuivis. En avril 2020, par exemple,<sup>107</sup> les forces Twirwaneho et Mai-Mai se sont affrontées à Kitavi et dans les villages de Musika et Kivumu, non loin de Minembwe. Il y a également eu des escarmouches dans le groupement de Bijombo, près de Masango. En juillet, il y a eu des hostilités à Bijombo, près de Kateja, et en août dans le secteur d'Itombwe, dans les villages de Kanani, Ngezi et Bilalombili. En septembre, il y a eu des affrontements autour des villages de Kahwela, Muliza et Kabingo, et en octobre à Byalere, Timbyangoma, Bigaragara et Rugezi, près de Minembwe. En décembre, le secteur d'Itombwe a de nouveau été le théâtre d'affrontements, notamment dans les villages de Kakuku et Kiseke, et des combats ont également été signalés à Bijombo, près du village de Malimba. De plus, des affrontements impliquant des soldats du groupe Mai-Mai Yakutumba ont été signalés à Kamombo et Kabara, un groupe qui n'avait jusqu'à présent pas participé activement aux combats sur les Plateaux.<sup>108</sup>

La plupart de ces affrontements se sont déroulés non loin de Minembwe ou là où étaient concentrées de nombreuses têtes de bétail, qui demeuraient la cible de pillages. Les attaques ont également été fréquentes aux alentours des deux principaux camps de déplacés de la région. Le 20 février 2020, par exemple, le site de déplacés du centre de Bijombo, où vivent principalement des Bafuliiru et des Banyindu, a été attaqué par ce que beaucoup soupçonnaient être des Twirwaneho et/ou des Gumino (Radio Okapi, 2020a). Le 30 décembre 2020, sept personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont été tuées à Kibindibindi, à deux kilomètres du camp de déplacés, où elles s'étaient aventurées pour cultiver leurs champs. L'attaque a été attribuée à des combattants Banyamulenge. Plusieurs attaques ont également eu lieu à proximité du camp de déplacés de Mikenge (centre de Minembwe), qui est principalement habité par des Banyamulenge. En avril 2020, par

---

<sup>106</sup> Entretien avec une source proche des Twirwaneho, octobre 2020.

<sup>107</sup> Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive, mais d'un certain nombre d'exemples illustratifs.

<sup>108</sup> Rapports des observateurs sur le terrain, décembre 2020.

exemple, un groupe d'une vingtaine de femmes Banyamulenge a quitté le camp pour aller récolter de la nourriture dans leurs champs à Kivumu. Bien que les circonstances exactes soient contestées, plusieurs femmes ont été violées, tuées et mutilées par des forces Mai-Mai. Le 28 mai 2020, une nouvelle attaque de groupes Mai-Mai a été enregistrée près du camp pour piller le bétail, blessant de nombreuses personnes déplacées (Prunelle, 2020c). Hormis les attaques perpétrées dans les camps de déplacés ou à proximité de ceux-ci, les belligérants ont continué à brûler des villages entiers. Cela reflète un manque généralisé de respect du droit international humanitaire, ainsi qu'une augmentation troublante de la brutalité du conflit.

Si les groupes rebelles étrangers, en particulier les groupes burundais RED-Tabara et FNL/Nzabempema, ont continué à participer aux combats, vers la fin de 2020 en général, ils ont été de moins en moins impliqués. Le RNC/Nyamwasa, par exemple, qui était déjà affaibli depuis fin 2018, est quasiment devenu invisible en 2020. Selon certaines sources, ils auraient même quitté les Plateaux.<sup>109</sup> Par conséquent, une des principales sources d'insécurité pour Kigali a disparu, ce qui pourrait expliquer le fait que le Rwanda n'ait plus de raison de s'impliquer directement. Vers la fin du mois de septembre 2020, les RDF ont arrêté 19 combattants RED-Tabara qui se sont introduits sur le territoire rwandais depuis la forêt de Nyungwe au Burundi (Mugisha, 2020). Ce geste pourrait être considéré comme faisant partie d'une série d'ouvertures de Kigali pour améliorer les relations bilatérales avec le Burundi depuis qu'un nouveau président, Évariste Ndayishimiye, a pris ses fonctions le 18 juin 2020. Il s'en est suivi une série d'efforts diplomatiques, dont une réunion entre les chefs des renseignements militaires des deux pays en août 2020, suivie d'une réunion de haute importance entre leurs ministres des affaires étrangères au bord de la frontière en octobre (Kaze, 2020).

Toutefois, ces initiatives n'ont pas empêché que les relations demeurent très tendues (Gras, 2020b). Une série d'attaques menées par les RED-Tabara au Burundi en août et septembre 2020 a exacerbé la méfiance de Bujumbura envers Kigali (AFP, 2020). Cela aurait également provoqué de nouvelles

---

<sup>109</sup> Leur destination n'est pas claire ; si certaines sources affirment qu'ils se sont rendus au Burundi, cette information n'a pas pu être vérifiée.

incursions en RDC de combattants liés au gouvernement burundais en octobre 2020, en soutien à une offensive majeure des FARDC contre les RED-Tabara et les FNL/Nzabempema (SOS Media Burundi, 2020). En mars 2020, des combattants rebelles rwandais du Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD), une scission des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), ont été signalés dans la plaine de la Ruzizi adjacente aux Moyens Plateaux, d'où ils ont effectué des mouvements transfrontaliers vers le Burundi (Radio Okapi, 2020b). Des sources ont affirmé que ce groupe était accompagné de soldats pro-gouvernementaux burundais.<sup>110</sup> En début d'année 2021, des informations non vérifiées faisant état d'un soutien burundais au CNRD/FDLR n'ont cessé de circuler, plus précisément concernant des escarmouches impliquant le groupe près de la frontière avec le Rwanda.<sup>111</sup> Si, jusqu'à présent, le CNRD/FDLR n'a pas été cité comme étant impliqué dans les affrontements sur les Plateaux, cette recrudescence des tensions pourrait déboucher sur une nouvelle intensification de l'ingérence régionale.

Si les tensions régionales se sont momentanément atténuées vers la fin de 2020, d'autres moteurs du conflit se sont intensifiés. En effet, une délégation gouvernementale de haut niveau composée du ministre de la Décentralisation, du ministre de la Défense et du gouverneur du Sud-Kivu est arrivée à Minembwe le 28 septembre 2020 pour une visite officielle. Ils ont participé à la cérémonie d'installation officielle du bourgmestre et d'autres responsables de la commune de Minembwe. Peu après, une autre délégation de haut niveau comprenant l'ambassadeur des Etats-Unis est arrivée. La visite de toutes ces personnalités a donné l'impression que leur présence n'était due qu'à la cérémonie d'installation, ce qui a provoqué une réaction brutale et déclenché des troubles et un activisme à l'échelle nationale contre la commune (Rigaud, 2020). En début octobre, toute l'attention des médias nationaux et de l'activité politique s'est portée sur Minembwe. Des députés ont interpellé le ministre de la Décentralisation Azarias Ruberwa, des marches et des sit-in ont été organisés à Kinshasa, Uvira, Baraka et ailleurs, et des organisations locales, provinciales, nationales et de la diaspora se

---

<sup>110</sup> Échanges sur WhatsApp avec un expert en groupes armés spécialisé dans la plaine de la Ruzizi, 15 avril 2020.

<sup>111</sup> Message WhatsApp de URN Hitamwoneza, en date du 2 mars 2021.

sont penchées sur la question. Même l'église catholique, y compris l'évêque d'Uvira, et la plus grande église protestante du pays ont ressenti le besoin de commenter les événements.

Cet activisme contre la commune s'est accompagné d'une nouvelle propagation des discours de balkanisation et de haine contre les Banyamulenge/Tutsi/Rwandophones, considérés comme des « étrangers » et « envahisseurs » utilisant la commune pour s'emparer des terres des autochtones (Ntanyoma, 2021). Toutefois, l'activisme contre la commune s'est également penché sur les irrégularités procédurales présumées entourant sa création. Selon la loi de décentralisation de 2008, une directive reflétant l'avis de l'Assemblée provinciale sur les entités remplissant les critères de cette transformation administrative doit servir de base à la création de communes rurales. Si Minembwe est mentionnée dans l'arrêté ministériel de 2013, elle ne figurait pas sur la liste composée par l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu en 2009 (MediaCongo.Net, 2020).<sup>112</sup> Cependant, il y a plus de divergences entre la liste de l'Assemblée provinciale et le décret de 2013. Par exemple, l'Assemblée provinciale a recommandé que Kiliba fasse partie de la ville d'Uvira, alors que dans le décret de 2013, Kiliba était une commune indépendante. Aux yeux de nombreux Banyamulenge, cela prouve que l'argument des irrégularités procédurales est appliqué de manière sélective.<sup>113</sup>

La délimitation de la commune poserait un autre problème. Alors que les limites sont décrites en termes relativement clairs dans le décret de 2013, de nombreux opposants affirment qu'elles ne sont pas claires. Cela pourrait être dû en partie à la circulation de fausses informations sur la superficie et la localisation de la commune (Michombero, 2020 ; Maximum.cd, 2020). De plus, il y aurait des irrégularités au niveau des nominations des autorités de la commune. Le Sénat avait demandé la suspension de l'application du décret de 2013 en raison de la forte probabilité que la création des communes suscite des tensions. En 2018, le Premier ministre Tshibala a décidé de lever cette suspension, conduisant le ministre de l'Intérieur de l'époque à procéder

---

<sup>112</sup> Échanges sur WhatsApp avec des experts juridiques de la RDC, octobre 2020.

<sup>113</sup> Entretien téléphonique et échanges sur WhatsApp, avec des analystes Banyamulenge et des acteurs de la société civile, mars 2021.

à la désignation des autorités communales. Cependant, selon la législation en vigueur, ces nominations étaient la prérogative du président. De plus, les autorités n'ont été nommées que pour quelques communes. Il en a résulté que Minembwe soit la seule commune à devenir opérationnelle dans la région de Fizi et d'Uvira,<sup>114</sup> ce qui a donné l'impression à certains qu'elle était favorisée à tort.<sup>115</sup> Combinées à une forte pression due à l'intense mobilisation politique autour de la question, les allégations d'irrégularités procédurales ont conduit le président Tshisekedi à annoncer la suspension temporaire de la commune le 8 octobre 2020 et la création d'une commission scientifique pour approfondir la question.

Il reste difficile de déterminer dans quelle mesure les contestations relatives à la commune ont eu un impact direct sur les hostilités sur les Plateaux. En octobre 2020, les combats autour de Minembwe ont été assez intenses, mais la zone avait déjà fait l'objet d'affrontements réguliers auparavant, notamment au début du mois de septembre. Ce qui est certain, c'est que cette crise de Minembwe a eu de nombreux effets indirects. Premièrement, elle a renforcé le soutien rhétorique aux groupes armés « autochtones », qui sont présentés comme se battant héroïquement contre la commune. Par exemple, la section d'Uvira de la NSCC (Nouvelle société civile congolaise) a déclaré que les groupes armés des Plateaux déclarent vouloir « reprendre Minembwe par la force », et que « si la politique échoue, ils le feront par la force » (Cikuru, 2020). Deuxièmement, les discours de haine se sont intensifiés, renforçant ainsi les peurs existentielles des Banyamulenge et leur sentiment d'être victimes d'un nettoyage ethnique, ou pire, d'un génocide. Ils craignent que les groupes Mai-Mai ne tentent de les chasser des Plateaux, compromettant ainsi leurs aspirations à gouverner les entités locales, ce qui a des implications symboliques majeures quant à leur statut de citoyens congolais. Les Banyamulenge ont donc exploité ces craintes pour intensifier le recrutement parmi leurs jeunes.<sup>116</sup> En provoquant une agitation politique nationale, l'affaire de la commune de Minembwe a, de manière plus générale,

---

<sup>114</sup> Si des autorités ont été nommées pour un certain nombre de villes, notamment Uvira, Kamituga et Baraka, cela n'a pas été fait pour les communes.

<sup>115</sup> Échanges sur WhatsApp avec des experts juridiques de la RDC, octobre 2020.

<sup>116</sup> Échange sur WhatsApp avec des acteurs de la société civile Banyamulenge, octobre 2020 et mars 2021.

augmenté les enjeux politiques de la violence sur les Plateaux, rendant ainsi les acteurs politiques plus enclins à commenter et à s'impliquer dans la crise.

## 6.2 Fragmentation et changement d'alliances

La nature fragmentée des principaux acteurs politico-militaires est l'une des raisons pour lesquelles la crise sur les Plateaux s'est avérée difficile à traiter. S'il existe de toute évidence deux camps (les Banyamulenge contre les autochtones autoproclamés, particulièrement les Babembe, Bavira, Banyindu et Bafuliiru) opérant dans de larges coalitions; en réalité, les deux camps souffrent d'une forte fragmentation résultant de divers facteurs, tels que : les orientations politiques différentes des groupes armés et leur soutien politique ; les ambitions personnelles des chefs de groupes armés, qui peuvent les pousser à créer ou maintenir leur propre groupe armé ; et les avis divergents sur la collaboration avec les forces rebelles et gouvernementales étrangères.

Si les Banyamulenge sont unis pour faire valoir la présence de leur communauté sur les Plateaux, ils sont politiquement et militairement divisés. Par exemple, les anciennes animosités entre Makanika et Masunzu (et plus généralement entre ceux qui sympathisaient avec les FRF et ceux qui ne le faisaient pas) continuent de provoquer des divisions.<sup>117</sup> De plus, si les Twirwaneho et les Gumino collaborent, ils continuent à être des organisations distinctes avec des directives politiques différentes. Par exemple, en mai 2020, les Gumino ont publié une déclaration selon laquelle, contrairement aux Twirwaneho, ils n'étaient pas impliqués dans les récents combats, car ils se conformaient à un accord de cessez-le-feu récemment signé.<sup>118</sup> Par ailleurs, les Twirwaneho sont confrontés à des querelles intestines, avec notamment des tensions entre le groupe de Makanika et les « anciens » Twirwaneho, dont

---

<sup>117</sup> Ces clivages se seraient amplifiés après l'arrivée en avril 2020 du colonel Alexis Rugabisha, proche de Masunzu, à l'état-major de la 12e brigade de réaction rapide des FARDC dont le quartier général se trouve à Minembwe. Entretiens avec des acteurs de la société civile basés à Uvira, mars 2021.

<sup>118</sup> Communiqué de presse (sans signature) du mouvement politico-militaire Gumino sur la situation sécuritaire à Minembwe, en date du 25 mai 2020.

certaines parties ne seraient pas entièrement sous le commandement de Makanika. Les Twirwaneho ont essayé de se présenter comme un mouvement d'autodéfense civile (Murinda, 2021), alors que l'image et l'approche de Makanika sont clairement plus militaires.<sup>119</sup> De plus, la question de savoir si l'organisation doit développer une branche politique fait l'objet de divisions au sein des Twirwaneho. Si certaines personnalités ont agi en tant que représentants politiques de l'organisation de manière officielle (on peut citer Muhamiriza Ntayerwa, un acteur politique Munyamulenge influent basé à Bukavu), il n'existe pas à ce jour d'organisation politique formelle.<sup>120</sup>

Les Twirwaneho ont également fait l'objet de désaccords qui marquent la communauté Banyamulenge dans son ensemble, à savoir l'attitude à adopter vis-à-vis des gouvernements congolais mais aussi rwandais et burundais.<sup>121</sup> Historiquement, le sentiment des Banyamulenge à l'égard de Kigali et du gouvernement de Kinshasa est très partagé (Stearns et al., 2013). Ces clivages recoupent en partie la fragmentation selon les orientations politiques des partis. Certains politiciens, généralement plus favorables à Kigali, sont liés au RCD, tandis que d'autres sont affiliés au Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) de l'ancien président Kabila ou aux partis alliés.<sup>122</sup> D'autres encore sont affiliés aux FRF, qui ont été reconstitués en tant que parti politique après avoir abandonné la lutte armée en 2011. Pourtant, on observe également des divisions au sein des FRF. Par le passé, certaines de ses factions ont vivement plaidé pour tenir Kigali à distance, tandis que d'autres ont adopté une position moins hostile. D'autres tensions encore ont conduit Müller Ruhimbika à créer une scission nommée FRF-Originel, qui a cessé d'exister après son adhésion au PPRD en 2020.<sup>123</sup> En dépit ces divisions, les deux factions FRF ont fini par s'allier au gouvernement de Kabila, ce qui a placé la majorité des Banyamulenge dans le camp pro-gouvernemental

---

<sup>119</sup> Échanges avec des experts en mobilisation armée sur les Plateaux, mars 2021.

<sup>120</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile Banyamulenge, Uvira, janvier 2021. Les Twirwaneho sont également de plus en plus présents sur les réseaux sociaux. Par exemple, depuis mai 2019, ils disposent d'un pseudo twitter : @Twirwaneho.

<sup>121</sup> Certains observateurs prétendent que la politique clanique joue également un rôle dans ces divisions internes, mais l'influence réelle de ce facteur est largement contestée.

<sup>122</sup> Il convient de noter que les Banyamulenge proches du PPRD sont également divisés, comme en témoignent les tensions entre Enoch Sebinezwa et Kibibi Kamanzi.

<sup>123</sup> Ruhimbika a annoncé en mai 2020 qu'il rejoignait le PPRD (Prunelle, 2020d).

jusqu'en 2018. Certains Banyamulenge ont toutefois commencé à douter de cette stratégie, dans la mesure où elle ne leur a pas apporté la sécurité ni amélioré leurs relations avec les autres communautés.<sup>124</sup> À l'heure actuelle, nombreux sont ceux qui ne savent pas comment se positionner face à Tshisekedi, qui est devenu de plus en plus puissant, affaiblissant progressivement l'emprise des réseaux de Kabila sur le pouvoir de l'État. La méfiance est de mise face à ses liens étroits avec Kigali et sa décision de suspension de la commune de Minembwe suscite le mécontentement de plusieurs.<sup>125</sup>

Des clivages politico-militaires forts sont aussi observables du côté des Babembe, Bafuliiru, Bavira et Banyindu. Bien que la collaboration entre les différents groupes Mai-Mai des Plateaux soit générale, ils sont loin de former un mouvement unitaire. Si les hommes de troupe sont souvent diversifiés, les meneurs sont en majorité des membres d'une même ethnie. Cela façonne les réseaux de soutien politique et populaire de ces groupes, ce qui fait qu'ils ont des circonscriptions différentes avec des intérêts divergents, qui se heurtent parfois. Il y a par exemple des tensions fréquentes entre les Babembe et les Bafuliiru, ainsi qu'entre les Bafuliiru et les Bavira. De plus, les ambitions personnelles des commandants Mai-Mai et leurs mécènes politiques incitent souvent les groupes Mai-Mai à se frayer un chemin ou à étendre leurs sphères d'influence. Un exemple frappant est le projet, lancé en 2020, de création d'un groupe armé Vira à Bijombo, appelé Kibalo Kyetu, sous la direction du commandant Mai-Mai Jules, qui opère au sein du groupe d'Ilunga, et Makanaki, basé dans les Moyens Plateaux de la chefferie de Bavira.<sup>126</sup> Cet activisme revigoré des Vira se reflète également dans la création de nouveaux villages dans le Bijombo sous la direction des Vira par le *mwami* des Bavira,<sup>127</sup> dans le cadre d'efforts plus larges pour reconquérir Bijombo pour les Bavira.<sup>128</sup>

---

<sup>124</sup> Entretien avec des acteurs de la société civile Banyamulenge, Uvira, décembre 2020.

<sup>125</sup> Échanges sur WhatsApp avec un analyste politique Munyamulenge, 1er mars 2021, voir aussi Boisselet (2021).

<sup>126</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile et services de sécurité, Uvira, février 2020.

<sup>127</sup> En 2019, les villages suivants ont été créés : Makambi, Lupango, Mutara, Kalili, Gongwa, Rugomera, Bikinga, Rubarati et Mugogo.

<sup>128</sup> Entretiens avec des acteurs de la société civile et services de sécurité, Uvira, novembre 2020.

La position des Mai-Mai à l'égard des forces armées étrangères a également constitué une source de division. En novembre 2019, certaines sources ont affirmé qu'un certain nombre de commandants Mai-Mai gardaient leurs distances avec les RED-Tabara et avaient même l'intention de les expulser de leur zone d'influence. C'est notamment le cas des commandants Bembe Ebuela et Ngyalabato, ainsi que de certains des Mai-Mai Fuliiru opérant dans la région de Masango. Ilunga serait le seul à collaborer encore avec le groupe. En avril 2020, des affrontements opposant RED-Tabara aux forces d'Ebuela et aux forces de défense locales alliées ont été signalés à Bijombo, dans ce qui semblerait être un renversement d'alliances qui, selon certains, a été de très courte durée.<sup>129</sup> En janvier 2021, une nouvelle coalition de groupes Mai-Mai composée des Mai-Mai d'Ilunga, Makanaki et René a été impliquée dans des hostilités majeures avec les Twirwaneho près de Gongwa à Bijombo. Ces affrontements auraient également impliqué des RED-Tabara se battant du côté des Mai-Mai. Ces événements se sont produits un an après que René ait conclu un accord avec des acteurs pro-gouvernementaux à Bujumbura pour permettre la libre circulation des troupes et du matériel vers les Hauts Plateaux à travers sa zone d'influence.<sup>130</sup>

Les acteurs politiques Bembe, Fuliiru, Vira et Nyindu impliqués dans la crise des Hauts Plateaux sont également divisés, au même titre que les groupes armés. Ils disposent tous de leurs propres circonscriptions régionales et ethniques, entre lesquelles règnent de multiples conflits. De plus, nombreux sont les acteurs politiques impliqués dans des conflits au sein de leurs groupes ethniques respectifs. Ces dernières années, par exemple, un conflit intense de succession du pouvoir coutumier a été observé chez les Bafuliiru (Verweijen, 2016b). En plus des affiliations aux partis politiques, un autre clivage majeur existe entre les positions pro-gouvernementales ou pro-opposition, lesquelles ont commencé à évoluer en réponse à la lutte de pouvoir actuelle entre l'ancien président et le président en exercice. Sous le régime de Kabila, le clivage opposition/gouvernement a été fortement

---

<sup>129</sup> Observations basées sur les rapports des points focaux locaux à Bijombo, et les informations fournies par les services de sécurité à Uvira, avril et mai 2020.

<sup>130</sup> Observations basées sur les rapports des points focaux locaux à Bijombo, et les informations fournies par les services de sécurité et acteurs de la société civile à Uvira, janvier 2021.

ressenti chez les Babembe. Si la plupart des acteurs politiques soutenaient l'opposition (une position partagée par les Mai-Mai Yakutumba), le politicien Bembe influent Néhémie Mwilanya Wilondja a joué un rôle majeur dans l'administration de Kabila (Kibangula, 2018).

La volatilité vient s'ajouter aux divisions politiques. De la même manière que les alliances changeantes entre les groupes armés, les politiciens se livrent fréquemment à la « transhumance politique », consistant à changer d'orientation politique, et parfois d'affiliation à un parti politique. Le cas de Justin Bitakwira Bihona Hayi, un politicien Fuliru influent qui a changé de camp et de parti politique à plusieurs reprises, et qui, plus récemment, a tenté de s'attirer les faveurs du président Tshisekedi (Bambe, 2020), en est un bon exemple. Ainsi, en novembre 2020, il a été désigné par le président Tshisekedi pour faire partie d'une délégation de Kinshasa sur les Hauts Plateaux visant à rétablir la paix. Toutefois, la présence de Bitakwira a été fortement contestée. La mutualité Bembe Emo'ya m'mbondongo a refusé de le rencontrer, affirmant qu'elle le déclarait « non-grata » après avoir insulté des notables Bembe en 2017 (Prunelle, 2020e). La présence de ce dernier a également déplu à certains membres de l'Union pour la nation congolaise (UNC), son ancien parti politique, étant donné qu'il a trahi leur chef en témoignant contre lui au tribunal. De plus, les membres du parti politique du président à Uvira se sont sentis court-circuités, persuadés qu'ils auraient dû être inclus dans la mission à la place (Kigabi, 2020). Les acteurs de la société civile à Uvira avaient également des avis partagés, certains estimant que Bitakwira ne convenait pas à la mission en raison de son soutien de longue date à certains groupes armés de la région.<sup>131</sup> Ces contestations traduisent la gravité des divisions politiques entre les groupes « autochtones » autoproclamés et montrent comment elles entravent les initiatives de paix.

---

<sup>131</sup> Échanges sur WhatsApp avec des acteurs de la société civile à Uvira, novembre 2020. Les Banyamulenge étaient également fortement opposés à l'implication de Bitakwira, l'accusant de soutenir les groupes armés « pour faire croire au chef de l'État qu'il est le seul à pouvoir éteindre le feu qu'il a lui-même allumé » (Prunelle, 2020f).

## 6.3 Opinions divergentes et guerre de l'information

Le présent rapport a montré plus haut que les Banyamulenge, d'une part, et les Bafuliiru, Bavira, Babembe et Banyindu, d'autre part, ont une compréhension divergente des « racines profondes » de la crise actuelle, qui est liée à des interprétations différentes des épisodes clés du passé. La violence actuelle est perçue de manière contrastée par ces différentes interprétations. Une fois de plus, il convient de préciser que ces perceptions ne sont que de grandes généralisations qui ne sont pas partagées, ou pas au même degré, par tous les membres des groupes en question.

La conviction des Banyamulenge est que les communautés « autochtones » seraient en train de concevoir un plan génocidaire pour les expulser des Plateaux et faire disparaître la commune de Minembwe.<sup>132</sup> Ce plan consisterait à déplacer systématiquement les Banyamulenge en brûlant leurs villages et en les isolant dans un « camp de concentration » à Minembwe. En outre, il s'agirait de les faire mourir de faim en les privant de leurs moyens de subsistance. Pour ce faire, ils pilleraient leur bétail, rendraient leurs champs inaccessibles et couperaient toutes les voies d'approvisionnement vers les Plateaux. Si l'on admet que des villages de tous bords ont été attaqués, de nombreux Banyamulenge insistent sur le fait que beaucoup plus de villages de leur communauté ont été incendiés par rapport à ceux des autres. Ils ont particulièrement été affectés par le pillage du bétail, étant donné qu'ils possèdent une plus grande part du bétail présent sur les Plateaux. De plus, ils se considèrent comme une minorité sur les Plateaux et sont dans une position de vulnérabilité du fait que les groupes Mai-Mai collaborent pour les attaquer de partout. Ils ont fait l'objet de discours haineux virulents qui circulent largement parmi les politiciens locaux et nationaux ainsi que dans la diaspora congolaise (Ntanyoma, 2021). Lorsque l'implication régionale dans la crise a atteint son paroxysme, de nombreux Banyamulenge ont semblé croire que ce soi-disant plan d'extermination avait été cautionné par le Rwanda, pour les

---

<sup>132</sup> Voir, par exemple, « Note d'information du plan d'extermination de la communauté Banyamulenge par la coalition des communautés de Babembe, Bafuliru et Banyindu, les FDLR rwandais et les éléments du RED-Tabara du Burundi dans les Territoires de Fizi, Mwenga et Uvira, au Sud-kivu en République démocratique du Congo », un message largement diffusé sur WhatsApp dont l'auteur est Niyongabo Oscar, reçu en mai 2019.

punir d'avoir accueilli le RNC et les obliger à changer de camp (Rolley, 2019). Les FARDC et même la MONUSCO sont largement soupçonnées de faciliter ces efforts d'extermination par leur inaction. Cet ensemble d'observations et de croyances explique pourquoi le discours du génocide est utilisé par les Banyamulenge dans leur description des événements qui se produisent sur les Plateaux,<sup>133</sup> un discours qu'ils utilisent également dans le cadre des efforts de lobbying et de plaidoyer internationaux pour attirer l'attention sur le sort de leur population.<sup>134</sup>

Les acteurs politiques Fuliiru ont commencé à copier ce discours, probablement en réaction à l'utilisation croissante du langage de génocide par les Banyamulenge. Dans une lettre ouverte du 13 juin 2020, l'influente plateforme Fuliiru Ikihiza kya Bafuliiru a dénoncé un « plan d'extermination » des Banyamulenge consistant à tuer un maximum de populations « autochtones » vivant sur les Plateaux, afin d'installer un « Tutsiland ».<sup>135</sup> La lettre comprenait une annexe reprenant tous les massacres contre les Bafuliiru commis depuis 1996, qui étaient attribués aux Banyamulenge. Les membres des communautés Bafuliiru, Babembe et Banyindu soulignent également que leurs villages ont été incendiés et leurs populations ont également été déplacées. Cette situation entraîne des difficultés et la faim, plus particulièrement pour ceux qui n'ont plus la possibilité de cultiver leurs champs. Beaucoup parmi ces groupes refusent donc de croire que les Banyamulenge ont été plus victimes que d'autres, suggérant plutôt que leur peuple a le plus souffert.<sup>136</sup>

De fortes divergences sont également constatées entre les belligérants quant au rôle des FARDC. Les FARDC sont accusées de partialité par les Banyamulenge, du fait qu'elles n'interviennent pas ou très peu lors des

---

<sup>133</sup> Voir, par exemple, « Les indices récents palpables du génocide en cours à Minembwe », message diffusé sur WhatsApp, signé le 21 avril 2020 et « Minembwe pourrait bientôt devenir une cimenterie », message diffusé sur WhatsApp, signé le 12 juin 2020.

<sup>134</sup> À titre d'exemple, John Curtis, membre du Congrès américain, a adressé une lettre à l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, en date du 18 juin 2020, lui posant des questions sur la protection de la communauté Banyamulenge.

<sup>135</sup> Ikihiza kya Bafuliiru, lettre datant du 13 juin 2020 avec pour objet : dénonciation du plan d'extermination des Bafuliiru, Babembe et Banyindu au Sud Kivu.

<sup>136</sup> Entretien avec des acteurs de la société civile, Uvira, février 2020.

attaques des Mai-Mai contre les villages et le bétail des Banyamulenge, qui se produisent parfois tout près de leurs bases. Cette partialité de l'armée est prouvée par le fait qu'elle facilite le passage et la vente du bétail volé, et pire, par sa collaboration directe avec les forces Mai-Mai. Les Banyamulenge imputent cette collaboration aux colonels Honoré Katembo, commandant de la 33<sup>e</sup> brigade basée à Minembwe, et Kibwana Bulezi, commandant du 3301<sup>er</sup> bataillon. La substitution de Katembo en mai 2019 a donc fait l'objet d'une immense célébration à Minembwe. Par ailleurs, le Général Akili Muhindo Mundos, commandant de la 33<sup>e</sup> région militaire englobant le Sud-Kivu, a été également accusé de partialité par les acteurs politiques Banyamulenge et d'avoir amplifié la violence sur les Plateaux. Plus récemment, ils s'en sont pris au Général Dieudonné Muhima, commandant de la 12<sup>ème</sup> Brigade de Réaction Rapide basée à Minembwe, que certains accusent d'avoir fourni des armes et des munitions aux Mai-Mai pour exterminer les Banyamulenge.<sup>137</sup> De plus, les services de renseignement civils et le Bureau de renseignement militaire du secteur opérationnel basé à Uvira font l'objet d'accusations. Ces institutions auraient pour but de traquer des jeunes Banyamulenge, souvent accusés d'être des combattants (Murinda, 2021).<sup>138</sup> Au final, de nombreux Banyamulenge considèrent que les affrontements réguliers entre les Twirwaneho et les FARDC à partir de la mi-2020, et le fait que les groupes armés Banyamulenge soient systématiquement pointés du doigt dans les communiqués de presse de l'armée, indiquent clairement que les FARDC ne sont pas impartiales et se donnent pour priorité d'affaiblir les Banyamulenge sur le plan militaire.<sup>139</sup>

De leur côté, les acteurs politiques Babembe, Bafuliiru, Bavira et Banyindu taxent les FARDC de partialité en faveur des Banyamulenge. Ils désignent particulièrement le Général Bolingo des FARDC (remplacé depuis par le Général Tony Mwangala), ainsi que les colonels Siméon Rugangu, Nyenyeri

---

<sup>137</sup> Voir « Le Général Dieudonné Muhima à sa phase ultime d'extermination des Banyamulenge », message diffusé sur WhatsApp, signé le 9 septembre 2020.

<sup>138</sup> Voir également Enock Ruberangabo Sebinezwa, Communiqué de presse, L'insécurité par la sécurité au Sud du Sud-Kivu, RDC, 11 septembre 2020.

<sup>139</sup> Voir, par exemple, « Démentir les propos du capitaine Kasereka, porte-parole du secteur opérationnel sukula2 au Sud Kivu FARDC », message diffusé sur WhatsApp en mai 2020.

Kayumbe<sup>140</sup> et Claude Micho, comme ayant un parti pris. De plus, ils ont pointé du doigt le général munyamulenge Jonas Padiri, qui était jusqu'à la mi-2019 commandant adjoint de la troisième zone de défense qui comprend le Sud-Kivu, et le commandant de la PNC (police), le major Muyoboke Ndigija Jean Éric (en poste jusqu'en février 2020). Le cas du major Muyoboke serait le reflet d'un problème plus large avec le commissariat de police des Hauts Plateaux, qui a été créé lorsque le général munyamulenge Bisengimana était inspecteur général de la police. Bisengimana aurait non seulement favorisé systématiquement les Banyamulenge dans les nominations, mais il les aurait également protégés de toute responsabilité en cas de manquements. La partialité des FARDC se serait enfin manifestée par le fait que de nombreux officiers issus de communautés autochtones autoproclamés auraient été victimes d'arrestations arbitraires par les services de sécurité, notamment le colonel Majaliwa, le colonel Kanyonyi Justin alias Okapi, et le major Rugina Lambere.<sup>141</sup>

La MONUSCO, qui dispose d'une base dans le centre de Minembwe, fait de plus en plus l'objet d'accusations de partialité. La mission de l'ONU est accusée par les deux parties non seulement d'inaction et de ne pas respecter son mandat de protection des civils, mais aussi d'aider l'autre partie.<sup>142</sup> Par exemple, dans une déclaration publiée en avril 2020, un porte-parole du camp de déplacés de Mikenge, majoritairement composé des Banyamulenge, a dénoncé les actions du commandant de la base de la MONUSCO, le major Sajiti. Ce dernier a été accusé d'avoir permis le libre passage des soldats Mai-Mai sur le site des personnes déplacées, d'avoir inutilement provoqué la panique en ouvrant le feu alors qu'on soupçonnait à tort le rapprochement des soldats Gumino, et d'avoir ordonné aux éleveurs Banyamulenge de déplacer leurs troupeaux loin du site des personnes déplacées, entraînant ainsi leur pillage par les Mai-Mai.<sup>143</sup> Parmi les groupes « autochtones » autoproclamés,

---

<sup>140</sup> Nyenyeri a fini par désertre les FARDC pour rejoindre les Gumino, semble-t-il après avoir commis des violations des droits humains lors d'opérations militaires.

<sup>141</sup> Observations basées sur un travail de terrain effectué entre le 10 et le 20 février à Bijombo et dans la région de Minembwe.

<sup>142</sup> Voir, par exemple, « Les indices récents palpables du génocide en cours à Minembwe », message diffusé sur WhatsApp, signé le 21 avril 2020.

<sup>143</sup> Muhimpundu Héritier, porte parole des déplacés, « A l'intention du public », Mikenge, 12 avril 2020, diffusé sur WhatsApp.

le sentiment de partialité de la MONUSCO est alimenté par une méfiance de longue date envers l'ONU, accusée d'avoir facilité l'implantation de réfugiés rwandais sur le sol congolais depuis la fin des années 1950. Ainsi, le président de l'aile politique des Mai-Mai Yakutumba a déclaré lors d'un entretien : « Les troupes de l'ONU sont venues sécuriser et soutenir les agresseurs. En réalité, la MONUSCO n'est pas venu pour chercher la paix, on sait sa mission, c' est nuire aux Congolais ». <sup>144</sup> Pour la coalition CNPSC, la preuve de cette attitude a encore été apportée par le rôle décisif des troupes de la MONUSCO pour empêcher la chute de la ville d'Uvira en septembre 2017. C'est à partir de ces perceptions que les interprétations du rôle de la MONUSCO dans la crise actuelle sont façonnées. <sup>145</sup>

Non seulement les points de vue radicalement opposés sur la crise des Plateaux résultent d'interprétations très divergentes des événements clés, notamment des incidents violents, mais ils les alimentent également. La genèse des affrontements est souvent difficile à déterminer, car chaque partie accuse l'autre d'avoir attaqué en premier. Chaque belligérant cherche à faire passer ses adversaires pour des « agresseurs », alors qu'eux-mêmes ne font que se livrer à une « légitime défense ». L'essor de l'internet mobile et des réseaux sociaux, dont WhatsApp, a accru la vitesse et la portée de la circulation de l'information, entraînant des successions rapides de déclarations et de contre-déclarations qui présentent des interprétations radicalement différentes des faits. Ces évolutions ont permis aux organisations de la diaspora de jouer un rôle croissant dans ces guerres de l'information. Outre les interprétations divergentes d'événements particuliers, les guerres de l'information comprennent la diffusion « d'intox » / « infox » ou de fausses rumeurs destinées à nuire aux adversaires. En mai 2020, par exemple, des rumeurs jusqu'à présent non fondées ont circulé selon lesquelles l'ancien commandant d'un groupe rebelle dirigé par des Tutsis et basé au Nord-Kivu, Sultani Makenga, serait venu sur les Plateaux (à bord d'un hélicoptère de la MONUSCO, selon

---

<sup>144</sup> Entretien avec le président du Parti pour l'action et la reconstruction du Congo (PARC), la branche politique des Mai-Mai Yakutumba, 15 décembre 2011.

<sup>145</sup> Entretien téléphonique avec des membres du CNPSC, 15 octobre 2020 ; voir aussi, « Déclaration de Mbondo Europe, Déclaration de Stockholm, Notre refus catégorique et notre opposition ferme au projet de la MONUSCO visant à installer des réfugiés dans l'espace du territoire FIZI-ITOMBWE, terre inviolable et inaliénable de nos ancêtres », Stockholm, 22 février 2020.

certains messages) pour soutenir Makanika.<sup>146</sup> En septembre 2020, une rumeur a largement circulé pendant plus d'une semaine sur la mort du commandant Twirwaneho Makanika, jusqu'à ce qu'elle soit démentie.

Au mois de juillet 2020, le massacre présumé de 200 civils à Kipupu en Itombwe, imputé aux Twirwaneho/Gumino, a provoqué l'indignation nationale et internationale. De nombreuses organisations et personnalités ont condamné les atrocités présumées, notamment l'opposant Martin Fayulu, le prix Nobel Denis Mukwege, les membres de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu et les chefs coutumiers de Fizi, qui ont organisé deux jours de deuil (RFI, 2020b). Un grand média flamand a fait un reportage sur ce qu'il a intitulé le « bain de sang », reproduisant le chiffre de 200 tués, alors que les faits restent fortement contestés en l'absence d'enquête indépendante sur le terrain (Vidal, 2020). Finalement, le gouvernement congolais et l'ONU ont effectué une mission d'enquête conjointe à Itombwe, qui a établi un bilan de 15 morts (ONU S/2020/919). Ces événements illustrent à quel point il est impératif pour les observateurs nationaux et internationaux de vérifier minutieusement toute information avant de la diffuser, de peur d'amplifier « l'intox ». La propagation de rumeurs peut non seulement aggraver la violence mais aussi compromettre la neutralité perçue des acteurs, ce qui entrave considérablement les efforts de consolidation de la paix dans lesquels ils sont impliqués.

---

<sup>146</sup> « URGENT : Sultani MAKENGA est apparu à Minembwe », message diffusé sur WhatsApp, reçu le 16 mai 2020.

# Les efforts internationaux de consolidation de la paix

Ces dernières années ont été marquées par de nombreux efforts des organisations internationales pour mettre fin à la violence et résoudre les tensions qui règnent sur les Plateaux. Un certain nombre de problèmes ont entravé ces efforts : 1) les problèmes de sélection et de représentation, c'est-à-dire qui sont les personnes invitées à participer aux réunions et aux pourparlers et qui ne le sont pas, et qui représentent-elles ; 2) le caractère limité de l'engagement et de la mise en application, particulièrement le fait que ceux qui s'engagent à mettre fin aux hostilités sont les premiers à inciter à la violence ou à la commettre ; 3) le fait que les faiseurs de paix internationaux sont perçus comme partiaux et malhonnêtes ; et 4) l'incapacité à s'attaquer simultanément aux différents moteurs du conflit et de la violence. La section qui suit présente ces défis en se concentrant sur un domaine particulier des efforts internationaux de consolidation de la paix, à savoir les dialogues et les pourparlers.

## 7.1 Les effets limités des dialogues et pourparlers

Les efforts déployés par les acteurs internationaux de la consolidation de la paix et de la stabilisation pour résoudre la crise des Plateaux ont notamment consisté à faciliter des pourparlers et des dialogues inter et intracommunautaires. Au départ, ces efforts se sont concentrés sur le groupement de Bijombo, où la violence s'est d'abord intensifiée. Un dialogue intercommunautaire s'est tenu le 27 septembre 2018 à Mbundamo avec les autorités coutumières, les anciens, les chefs religieux, ainsi que les directeurs d'école et les enseignants. Un accord a été conclu à l'issue de la réunion, mais il a

également été reconnu que de nombreuses questions clés ne pouvaient être résolues que par des instances supérieures. De plus, la volonté exprimée de mettre fin à la violence n'a pas suffi à faire cesser les combats. Aucun membre d'un groupe armé n'a participé au dialogue intercommunautaire, et aucun des participants n'avait suffisamment d'influence sur les groupes armés pour les persuader de cesser les combats. Les groupes armés étrangers n'étaient pas non plus représentés, ce qui explique également pourquoi les pourparlers n'ont pas réussi à modifier la situation militaire sur le terrain.

En juin 2019, une nouvelle tentative de dialogue intercommunautaire, facilitée par l'ONG International Alert, a eu lieu à Uvira, dans le cadre du projet *Tujenge pamoja kwa akili na amani* (« Construisons ensemble pour la paix »). Avant le lancement du dialogue, des messages ont circulé sur la réticence de différentes communautés à y participer. Un message sur les réseaux sociaux affirmait que les Banyamulenge n'étaient pas disposés à négocier avec les Mai-Mai, étant donné que leurs revendications n'étaient pas négociables pour eux. Les Mai-Mai niaient notamment l'identité même des Banyamulenge en tant que Congolais et leur droit à la nationalité congolaise. Le message indiquait également que l'une des principales revendications des Babembe, l'annulation des décrets sur la création de la commune de Minembwe, devait être négociée avec le gouvernement congolais, et non pas avec eux.<sup>147</sup>

Dans une lettre adressée à International Alert, la mutualité des Bafuliiru d'Uvira a déclaré que les Bafuliiru prévoyaient de se retirer du dialogue en raison de l'hypocrisie des Banyamulenge. Ils reprochent à ces derniers de continuer à perpétrer la violence, avec la complicité des FARDC, malgré leur volonté exprimée de dialoguer. Les Bafuliiru ont également exigé que les responsables des violences sur les Plateaux, dont Semahurungure et le commandant David des Twirwaneho, soient traduits en justice comme condition préalable à leur participation aux pourparlers.<sup>148</sup> La mutualité des Banyindu d'Uvira a également fait circuler une lettre adressée à International Alert dans

---

<sup>147</sup> « Pas de négociation avec les Mai-Mai », message WhatsApp diffusé en mi-mai 2019, un entretien avec des acteurs de la société civile Bembe à Uvira en mai 2019 a confirmé que les points de vue exprimés étaient largement partagés.

<sup>148</sup> « Mutualité des Bafuliiru à Uvira, Notre désengagement du processus du dialogue sur le conflit de Bijombo », 17 mai 2019.

laquelle elle annonçait son intention de se retirer du processus. Eux aussi ont invoqué la violence persistante des Banyamulenge contre les membres de leur communauté (comme l'atteste l'assassinat du chef Kawaza en mai) comme l'une des principales raisons de leur désengagement.<sup>149</sup>

Les représentants des communautés autochtones auto-proclamés ont également déploré la partialité du facilitateur du dialogue, International Alert. Ils ont accusé l'ONG de collaborer beaucoup plus avec les organisations Banyamulenge sur des projets dans le cadre du Plan de stabilisation et de reconstruction de l'Est de la RDC (STAREC).<sup>150</sup> Cette impression était alimentée par les propos selon lesquels le programme STAREC finançait principalement des ONG dirigées par des Banyamulenge, comme le Groupe milima et l'ADEPAE, du fait que Müller Ruhimbika, le fondateur du Groupe milima, était ministre provincial de la planification au moment où les décisions étaient prises quant à la répartition des fonds.<sup>151</sup>

Le climat dans lequel se sont déroulées les pourparlers a été extrêmement tendu en raison de la méfiance et de l'antagonisme qui y régnaient. L'atmosphère s'est encore aggravée lorsque, en pleine délibération, des actes de violence ont été commis autour de Mikenge. Peu après la fin des pourparlers, la violence a été observée dans d'autres parties de l'Itombwe. Tout comme lors des précédentes tentatives de dialogue, les groupes armés avaient le sentiment de ne pas être associés et par conséquent n'avaient aucune intention de respecter les résultats des pourparlers. Comme l'a dit un représentant Mai-Mai, « Ces accords ne nous concernent pas. Nous ne menons pas une guerre communautaire. Notre combat est contre le Rwanda et le gouvernement ». <sup>152</sup> De plus, les résultats devraient être communiqués aux communautés de base des Plateaux, et pourtant cela n'a pas été le cas, car de nombreux délégués sont allés directement à Bukavu et à Kinshasa à la fin du dialogue intercommunautaire.

---

<sup>149</sup> Mutualité de Banyindu à Uvira ville, N° Réf 157/Mut/BANYINDU/2019 « Désengagement au dialogue sur le conflit de Bijombo », 16 mai 2019.

<sup>150</sup> Sur les neuf organisations du consortium dirigé par International Alert, six seraient dirigées par des Banyamulenge ou associées à eux.

<sup>151</sup> Entretien avec des représentants d'ONG et d'autres acteurs de la société civile, Uvira, février 2020.

<sup>152</sup> Échanges sur WhatsApp avec un représentant de la coalition CNPSC, 28 juin 2019.

En octobre 2019, une autre série de pourparlers a eu lieu à Kinshasa, sous l'égide de Norbert Basengezi Kantintima, ancien gouverneur du Sud-Kivu et vice-président de la Commission électorale nationale. Cette rencontre aurait inclus des représentants des groupes armés, bien que certains des principaux groupes armés impliqués, dont les Mai-Mai Yakutumba, ont déclaré qu'ils n'avaient pas été invités.<sup>153</sup> Dans le cadre de ces pourparlers, l'homme politique Moïse Nyarugabo (un Munyamulenge) a tenu une conférence de presse à Kinshasa, déclarant que la communauté des Banyamulenge ne participerait plus à aucun dialogue intercommunautaire. Selon lui, il n'y a pas de conflit intercommunautaire mais une campagne systématique des groupes armés pour exterminer les Banyamulenge, en brûlant leurs villages et volant tout leur bétail (Actualité.cd, 2019b). Peu après, une autre déclaration a fait son apparition, signée par un groupe appelé Banyamulenge nationalistes, représenté par Kamanzi Kibibi et Sébastien Sebakanura. Ce groupe a mis en doute la représentativité de la déclaration de Nyarugabo. Ils l'attribuent à des Banyamulenge proches du RCD dirigé par Azarias Rubwera et affirment qu'elle ne reflète donc pas l'opinion de l'ensemble de la communauté. Ils ont également fait remarquer que le document avait omis de mentionner le rôle de Kigali dans les violences sur les Plateaux.<sup>154</sup> Cet incident met en évidence les problèmes de négociation avec des groupes divisés en interne, en particulier lorsque les négociations prennent la forme d'un dialogue intercommunautaire.

Dans un contexte de violence persistante, une nouvelle tentative de pourparlers sur l'ensemble du Sud-Kivu a été lancée à Murhesa, près de Bukavu, organisée par l'Initiative pour un leadership cohésif en RDC et plusieurs ONG congolaises, du 18 au 21 décembre 2019. Si les représentants des groupes armés ont été invités, aucune délégation des Gumino n'était présente, ce qui a entravé le processus. Les pourparlers se sont conclus par un accord de cessez-le-feu, ainsi que par l'engagement des groupes armés à cesser de collaborer avec des groupes armés étrangers. Cet engagement serait à l'origine de la décision d'au moins certains groupes armés des Plateaux de reconsidérer leurs

---

<sup>153</sup> Échanges sur WhatsApp avec un représentant des Mai-Mai Yakutumba, octobre 2019.

<sup>154</sup> « La pure diversion du RCD dans ce qu'il appelle : Déclaration de la communauté Banyamulenge sur la situation des Hauts-Plateaux de Minembwe », 24 octobre 2019 ; voir aussi, Congo au jour le jour, 2019.

relations avec les forces rebelles étrangères, bien que la décision de plusieurs groupes Mai-Mai de mettre fin à leur collaboration avec les RED-Tabara soit antérieure aux pourparlers.<sup>155</sup> De plus, la conférence aurait donné un certain élan au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) à base communautaire qui avait été lancé deux mois plus tôt par le président et qui avait conduit à la création de la CIAP-DDRC, une commission interprovinciale chargée de soutenir la sensibilisation et le DDR à base communautaire. Cependant, un an plus tard, seuls 800 combattants du Sud-Kivu avaient accepté de déposer les armes et de participer au processus de DDR (Prunelle, 2020g). Par ailleurs, l'accord de cessez-le-feu n'a eu que peu d'impact sur la crise des Plateaux, la violence se poursuivant sans relâche.

C'est en mars 2020, à Uvira, que s'est déroulé un nouvel effort majeur pour amener les parties au conflit à dialoguer. Il faisait suite à deux forums intra-communautaires organisés à Uvira et à Kinshasa. Le premier de ces forums n'a impliqué que les Banyamulenge et s'est tenu à Kinshasa en février 2020. Il a été boycotté par les Banyamulenge nationalistes, qui estimaient que les problèmes des Plateaux ne pouvaient être résolus qu'en impliquant toutes les communautés.<sup>156</sup> Le forum a également suscité la colère des autres communautés de Fizi, d'Uvira et de Mwenga, qui estimaient ne pas avoir bénéficié des mêmes opportunités que les Banyamulenge. Pour eux, cela constituait une nouvelle preuve de la partialité de la part des organisations impliquées dans la stabilisation et de leurs partenaires internationaux, notamment Interpeace.<sup>157</sup> Les Babembe sont la seule autre communauté à avoir organisé un dialogue intracommunautaire, du 2 au 4 mars 2020 à Uvira. Ce dialogue a abouti à une déclaration dans laquelle ils ont repris leurs arguments précédents, notamment que les soi-disant Banyamulenge étaient des réfugiés rwandais assez récents, arrivés en plusieurs vagues depuis les années 1930.<sup>158</sup>

---

<sup>155</sup> Plus haut, nous avons montré comment les Mai-Mai Bembe d'Ikombwe et les Mai-Mai Fuliiru de Masango ont pris leurs distances avec les RED-Tabara en novembre 2019.

<sup>156</sup> Banyamulenge nationalistes, « Notre participation (ou avis) sur la réunion intra-communautaire prévue à Kinshasa du 13 au 14 février 2020 », Communiqué de presse, 6 février 2020.

<sup>157</sup> « Cahier de charge des communautés du Sud-Kivu pour un dialogue inter communautaire sincère et fructueux » [sic], mars 2020, ébauche de document circulant sur les réseaux sociaux.

<sup>158</sup> « Déclaration des Babembe à l'issue du forum intra-communautaire tenu à Uvira du 02 au 04 mars 2020 », 4 mars 2020.

Une nouvelle série de pourparlers intercommunautaires a suivi le forum intracommunautaire Bembe à Uvira, à laquelle ont également participé les représentants des groupes armés et des forces de défense locales. Un accord de cessez-le-feu a été conclu le 13 mars 2020, signé par Biloze Bishambuke, Mai-Mai Mutetezi ou FPDC-ML, Twirwaneho, Gumino et des « Mai-Mai » non précisés, représentés par quatre délégués, dont des Mai-Mai Kashumba et Ilunga.<sup>159</sup> Cependant, peu après sa signature, de nombreux groupes armés, dont Mushombe, Ilunga et Kashumba, ont affirmé qu'ils n'avaient pas été représentés aux pourparlers ou que de faux représentants y avaient participé afin de bénéficier de per diems.<sup>160</sup> La plupart des groupes opérant dans les Moyens Plateaux ainsi que les Mai-Mai Mulumba ont déclaré n'avoir jamais été invités. De plus, il n'y avait pas de représentants des forces de défense locales Fuliiru et Nyindu. En outre, les Mai-Mai Yakutumba se sont retirés dès le premier jour, leurs délégués n'étant pas d'accord avec les conditions dans lesquelles se déroulaient les pourparlers. Il est donc normal que les accords signés n'aient pas réussi, une fois de plus, à mettre fin à la violence. Trois jours après l'adoption du cessez-le-feu, la violence s'est déclenchée à Bigaragara, près de Minembwe.<sup>161</sup>

Plus de 70 représentants des groupes armés du Sud-Kivu se sont réunis à Murhesa entre le 14 et le 16 septembre 2020 dans le cadre d'un nouveau cycle de pourparlers organisé par un consortium d'ONG nationales et internationales, dont Search for Common Ground et l'Initiative pour un leadership cohésif en RDC, sous l'égide de la Commission interprovinciale de DDR (CIAP-RDC). Le ministre national de la défense, le ministre de la sécurité de la province du Sud-Kivu, ainsi que les chefs de l'armée et de la police de la province ont assisté aux pourparlers. Plusieurs groupes Mai-Mai ont déclaré, avant la tenue des pourparlers, qu'ils n'étaient pas disposés à y participer tant que la violence persistait. En outre, ils ont recommandé d'inclure les « vrais chefs » des groupes armés, et non les faux représentants qui avaient participé

---

<sup>159</sup> Accord de cessez-le-feu entre les groupes armés et les forces d'autodéfense opérant dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga (Itombwe), Sud Kivu, Uvira, 13 mars 2020.

<sup>160</sup> Ces faux représentants auraient ensuite reçu des menaces de mort.

<sup>161</sup> Entretien avec les participants et observateurs des pourparlers, Uvira, février 2020.

aux premiers pourparlers de Murhesa (Prunelle, 2020h).<sup>162</sup> Finalement, des représentants de la plupart des groupes Mai-Mai ont accepté de participer, mais il est difficile de savoir dans quelle mesure ils ont été explicitement mandatés par ces groupes. Une nouvelle fois, les pourparlers se sont terminés par l'adoption d'une déclaration incluant un cessez-le-feu. Certains des signataires étaient des groupes armés opérant dans les Plateaux, notamment les Mai-Mai Makanaki, Kibalo Kyetu, Biloze Bishambuke, FPDC (Mai-Mai Mutetezi), Gumino et Twirwaneho.<sup>163</sup>

Le 17 septembre, au lendemain de la signature du cessez-le-feu, 44 « groupes armés et d'autodéfense opérant dans les Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira, de Fizi et de Mwenga (Itombwe) » ont émis une déclaration dans laquelle ils affirmaient que leurs dirigeants n'avaient jamais été officiellement invités à participer aux pourparlers et que ceux qui prétendaient les représenter n'étaient pas mandatés par eux et participaient donc en leur nom propre. De plus, ils se sont étonnés que de tels pourparlers aient été organisés sans aucune consultation préalable. Ils ont également remis en question les intentions des ONG qui ont organisé les pourparlers, affirmant qu'il ne s'agissait que d'une forme de « propagande médiatique » visant à obtenir ou à justifier la dépense de fonds, comme c'est souvent le cas dans le « business humanitaire ».<sup>164</sup>

À la suite de cette déclaration, ce n'est pas étonnant que les hostilités se soient poursuivies sur les Plateaux. Il y a eu des affrontements le 18 septembre à Byalere, près de Minembwe, impliquant des Twirwaneho et/ou des Gumino qui, selon certaines sources, auraient été les auteurs des attaques. Le même jour, les Mai-Mai Makanaki, qui seraient alliés aux FNL, ont affronté les FARDC à Muhule et Kasheke dans les Moyens Plateaux. Toujours le même jour, les forces Mai-Mai ont pillé des vaches à Bijombo, et un jeune Mufuliiru a été tué à Chanzovu. Les hostilités se sont poursuivies tout au long du mois

---

<sup>162</sup> Voir aussi Assumani Fariala, « La retraite de Murhesa, Manipulation et confusion ! » Avenir d'Afrique, message diffusé sur WhatsApp le 18 septembre 2020.

<sup>163</sup> Déclaration de Murhesa II pour un processus de Démobilisation, Désarmement, Réinsertion, Réintégration et Réconciliation Communautaires dans la Province du Sud Kivu, 17 septembre 2020.

<sup>164</sup> Déclaration de groupes armés et groupes d'autodéfenses opérant dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga (Itombwe), 17 septembre 2020.

d'octobre. Le 26 octobre, Jean Scohier Muhamiriza, un acteur politique proche des Twirwaneho, a publié une déclaration dans laquelle il accusait Biloze Bishambuke d'avoir poursuivi ses attaques contre les civils et le bétail des Banyamulenge malgré la signature d'un cessez-le-feu en septembre.<sup>165</sup> Cela a provoqué une réaction immédiate de Bernard Saidi, agissant au nom de Biloze Bishambuke, qui a accusé les « Gumino-Twirwaneho » d'avoir d'abord violé l'accord en attaquant les civils Fuliiru et Nyindu et en pillant leur bétail.<sup>166</sup> Ces événements illustrent le caractère négligeable des effets de Murhesa 2 sur la violence observée sur les Plateaux.

## 7.2 Les limites des dialogues et pourparlers

Les efforts de consolidation de la paix sur les Plateaux, particulièrement les dialogues et les pourparlers, ont eu des effets limités en raison d'un certain nombre de facteurs. Il s'agit notamment du modèle de dialogues « intercommunautaires », des problèmes d'inclusion et de représentation, de la difficulté d'aborder simultanément les multiples niveaux de moteurs du conflit et de la violence, de la perception de la partialité ou de la malhonnêteté des facilitateurs et des défis liés à la mise en œuvre des accords (voir également Iguma Wakenge et Vlassenroot, 2020). En fin de compte, les quatre mécanismes que ce rapport a identifiés comme étant les principaux moteurs du conflit et de la violence sur les Plateaux sont à l'origine de ces obstacles : la militarisation, les dilemmes de sécurité locale, le caractère multidimensionnel de la dynamique du conflit et de la violence, et le rôle prépondérant du discours de conflits ethniques et d'autochtonie.

La décision de savoir qui doit ou ne doit pas être inclus dans les pourparlers et les dialogues constitue toujours un défi. En effet, les différentes communautés impliquées dans le conflit sur les Plateaux ne sont pas des acteurs unis mais

---

<sup>165</sup> Jean Scohier Muhamiriza, « Bishambuke continue la violation des accords de paix de Murhesa 2 », message diffusé sur WhatsApp, signé le 26 octobre 2020.

<sup>166</sup> Bernard Saidi, « Réaction du congrès patriotique pour la liberté des congolais (CPLC)/ Biloze Bishambuke aux accusations inexates portées contre lui par le président provincial de Twigwaneo-Gumino, en la personne de Muhamiriza habitant à Bukavu [sic] », message diffusé sur WhatsApp, pas de date.

plutôt divisés en interne, ce qui complique parfois l'identification et l'inclusion de tous les sous-groupes et les différentes tendances. Aux différences politiques s'ajoutent des clivages générationnels qui n'ont pas toujours été pris en considération. Les jeunes, par exemple, qui constituent la majeure partie des troupes engagées dans les combats, ont jusqu'à présent été peu représentés au sein des forums et pourparlers. L'exclusion de certains dialogues des « vrais » représentants des groupes armés, y compris des forces de défense locales, a également posé problème. Le paysage des groupes armés sur les Plateaux est extrêmement volatile, avec de multiples groupes opérant dans des coalitions changeantes, de nouveaux groupes apparaissant fréquemment, et certains officiers changeant régulièrement de groupe ou opérant de manière quasi-autonome au sein de groupes plus importants. Dans ces conditions, il est difficile de faire en sorte que tous les groupes armés soient pleinement représentés. La tenue de nombreux dialogues à Uvira et Bukavu, et non sur les Hauts Plateaux, a entraîné des problèmes supplémentaires. Cela a conduit à une orientation vers les élites urbaines, y compris les soi-disant représentants politiques des groupes armés qui ne semblent pas toujours avoir été explicitement mandatés par ces groupes. Il en résulte une exclusion fréquente des personnes directement impliquées dans la violence ainsi que de celles qui subissent les conséquences quotidiennes des affrontements.

L'inclusion des acteurs politiques des différents niveaux où se situent les moteurs du conflit et de la violence s'est également avérée difficile. Au cours des pourparlers, les dirigeants locaux et les groupes armés expriment souvent des griefs qui ne peuvent être résolus que par une action politique au niveau national ; et pourtant, les acteurs politiques nationaux ne sont pas toujours présents. De même, si les forces rebelles et gouvernementales étrangères ont joué un rôle important dans la crise, elles n'ont généralement pas participé aux dialogues et aux pourparlers, qui nécessiteraient des initiatives au niveau diplomatique. Il en va de même pour les organisations de la diaspora, qui sont devenues des acteurs de plus en plus importants, finançant les groupes armés, facilitant le recrutement et propageant des discours intoxicants sur les réseaux sociaux. Le fait que les processus locaux, nationaux et régionaux s'entremêlent de manière complexe fait que la résolution de la crise des plateaux nécessite d'agir à plusieurs niveaux à la fois, même si dans la pratique, une harmonisation des différents efforts s'avère difficile.

La mise en œuvre des accords de paix et de cessez-le-feu a été entravée par une faible représentativité. Il est crucial que les autorités civiles, y compris les représentants politiques des groupes armés, ne jouissent généralement que d'une influence limitée sur les commandants des groupes armés, qui ont leurs propres intérêts et agendas. Il est donc peu probable que les accords conclus sans l'implication directe de ces commandants soient respectés. De plus, en raison des dilemmes de sécurité locale, les groupes armés sont moins susceptibles d'accepter de mettre fin aux hostilités sans l'assurance que tous les groupes dans leur zone d'opérations, y compris les groupes armés étrangers, le feront. En outre, il est difficile de procéder à la démobilisation en l'absence d'arrangements clairs concernant le lieu de cantonnement des troupes, la manière dont elles seront nourries et sécurisées, le déroulement du processus de démobilisation et les personnes qui assureront une sécurité efficace dans les anciennes zones de déploiement des groupes armés. Kinshasa devrait organiser ces processus, mais le gouvernement a rarement organisé la première phase du processus de DDR ainsi que les phases ultérieures de manière appropriée. Il en résulte que les combattants des groupes armés sont abandonnés dans les sites de démobilisation, tandis que leurs anciennes zones de contrôle restent en proie à l'insécurité (Vogel & Musamba, 2016).

Si les dirigeants civils et ceux des groupes armés s'inquiètent pour la sécurité des populations qu'ils prétendent défendre, ils sont peu disposés à respecter les accords de paix par crainte pour leurs propres intérêts et leur position. Cette crainte est ancrée dans la militarisation, ou l'idée que le recours à la violence pour faire avancer ses intérêts et son pouvoir est légitime. Si de nombreux commandants de groupes armés sont dans la brousse, c'est parce que cela renforce leur propre pouvoir, leur statut, leur prestige et leur richesse et que cela constitue un aspect important de leur mode de vie et de leur appartenance. Il est souvent difficile de savoir ce que les processus de démobilisation leur proposent, d'autant plus que l'armée congolaise s'est engagée à ne plus donner de hauts grades et fonctions à ceux qui souhaitent intégrer les FARDC. Il en va de même pour les autorités civiles : si les groupes armés ont soutenu leur pouvoir et leur position de manière décisive, y compris dans les conflits de pouvoir local, elles ont beaucoup à perdre de la démobilisation de ces groupes (Verweijen, 2016a).

Le fait que les organisations internationales impliquées soient perçues comme partiales ou poursuivant leurs propres intérêts est un facteur supplémentaire qui a entravé les pourparlers et les dialogues. La MONUSCO a perdu sa crédibilité en raison de son étroite collaboration avec les FARDC et de son incapacité à protéger les civils. Quant aux ONG internationales, leur réputation de partialité résulte en partie de leur collaboration étroite avec le gouvernement provincial dans le cadre du programme STAREC. Si cette collaboration a pu renforcer l'appropriation locale, elle a également intensifié la politisation. Un autre risque est de travailler dans des zones où des groupes rivaux ont des institutions de gouvernance parallèles, comme le démontre la dynamique à Bijombo. Pour les projets entrepris dans le cadre du programme STAREC, les Banyamulenge travaillant dans le secteur de la consolidation de la paix ont déploré que les ONG travaillent avec le chef du groupement Nyindu de Bijombo plutôt qu'avec Kabarule, le chef Munyamulenge.<sup>167</sup> Au-delà de la partialité perçue, les ONG internationales et la MONUSCO sont de plus en plus accusées de malhonnêteté et d'essayer de tirer profit de ce que l'on qualifie de « business de la paix ».<sup>168</sup> Après environ deux décennies et demie de violence incessante en dépit d'une croissance exponentielle de l'aide internationale, il n'est pas si étonnant que de nombreux Congolais soient devenus sceptiques à l'égard des efforts internationaux de consolidation de la paix en général.

Les dialogues et les pourparlers ont été entravés par un dernier facteur, à savoir l'accent mis sur le format des « dialogues intercommunautaires », qui renvoie à une interprétation des tensions sur les Plateaux comme étant principalement de nature « ethnique ». Cette interprétation risque de voiler les autres moteurs du conflit et de la violence, tels que la militarisation et l'ingérence régionale, et peut compliquer les efforts de consolidation de la paix de plusieurs manières. Premièrement, les forums intercommunautaires renforcent l'idée qu'il existe des antagonismes entre les communautés dans

---

<sup>167</sup> Entretiens avec des dirigeants locaux et organisations de la société civile à Bijombo, février 2020.

<sup>168</sup> Voir, par exemple, Assumani Fariala, « La retraite de Murhesa, Manipulation et confusion ! » Avenir d'Afrique, message diffusé sur WhatsApp le 18 septembre 2020 ; Déclaration de groupes armés et groupes d'autodéfenses opérant dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga (Itombwe), 17 septembre 2020.

leur ensemble, et que ces antagonismes sont à l'origine de la violence. Le fait d'interpréter le conflit comme étant « ethnique » risque à son tour de devenir une prophétie auto-réalisatrice, car cela conduit à interpréter tous les événements sous cet angle, puis à provoquer des ripostes, telles que la violence par vengeance, qui renforcent encore l'idée que le problème principal est « ethnique ». Deuxièmement, la conviction que les communautés dans leur ensemble sont impliquées dans le conflit peut renforcer le mécanisme d'attribution d'une responsabilité collective pour des actes de violence individuels. Cela pousse les groupes armés à cibler des civils et peut déclencher des spirales d'assassinats à tour de rôle, tout en facilitant la propagation géographique du conflit. Troisièmement, la tenue de dialogues intercommunautaires traite les communautés comme des entités monolithiques. Non seulement cela est inapproprié, étant donné leurs divisions internes, mais en plus cela risque de renforcer les points de vue dominants. Lorsque ces derniers se radicalisent davantage, les opinions modérées sont exclues. Ces risques sont bien réels, étant donné que de nombreux pourparlers et dialogues réunissent des acteurs majoritairement urbains et plus éduqués, qui ont tendance à avoir des opinions plus radicales que les habitants des Plateaux. Ces diverses raisons font que les dialogues intercommunautaires peuvent, par inadvertance, finir par aggraver les dynamiques du conflit et de la violence au lieu de les atténuer.

## Conclusion et recommandations

La violence sur les Hauts Plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga s'est intensifiée en 2019 (faisant suite à deux années de violences cycliques dans la zone de Bijombo), entraînant des destructions et des souffrances de grande ampleur. En dépit de nombreux efforts en faveur de pourparlers et de dialogues, la crise ne présente aucun signe d'apaisement. Le présent rapport a replacé la violence actuelle dans un contexte historique contemporain plus profond et a retracé la manière dont son intensification a été stimulée par quatre mécanismes : la prévalence des discours de « conflits ethniques » et « d'autochtonie » ; les dilemmes de sécurité locale ; la militarisation ; et la nature multidimensionnelle des dynamiques du conflit et de la violence.

La crise a été présentée par les observateurs et les médias nationaux et internationaux essentiellement en termes de conflit intercommunautaire. Non seulement cette interprétation est simpliste et néglige d'autres facteurs et dynamiques pertinents, mais elle risque d'aggraver la violence. Il convient donc de mettre un terme aux discours de conflits ethniques et d'autochtonie plutôt que de les exagérer. Pour y parvenir, il conviendrait de considérer les conflits locaux comme portant essentiellement sur le pouvoir local et l'accès aux ressources et non comme des « conflits ethniques », quand bien même les parties au conflit sont issues de deux communautés différentes. Il est également nécessaire de consacrer plus d'attention aux conflits intracommunautaires, qui ne sont pas toujours pris en compte en raison de la prédominance des conflits intercommunautaires (voir également Verweijen et al., 2020). De plus, pour éviter que la notion d'autochtonie ne prenne le dessus, les efforts de consolidation de la paix devraient accorder plus d'attention

à l'historiographie, ce qui éviterait aux parties au conflit de se perdre dans des interprétations très divergentes de l'histoire. Enfin, il est nécessaire que les organisations internationales de consolidation de la paix et les acteurs diplomatiques redoublent d'efforts pour obliger les responsables de discours haineux à rendre des comptes. Au minimum, ils devraient engager des conversations sérieuses à ce sujet lorsqu'ils invitent les acteurs en question à des pourparlers ou à d'autres événements.

Pour réduire la portée des discours de « conflits ethniques », il est nécessaire d'individualiser plutôt que de collectiviser la responsabilité des violences commises dans le passé et dans le présent. Aujourd'hui, le soutien aux groupes armés continue d'être alimenté par des griefs liés aux violences commises pendant les guerres du Congo. Pour empêcher que cette violence ne soit imputée à l'ensemble des communautés, il est donc urgent de traiter ces crimes par le biais de mécanismes de justice transitionnelle, en particulier une chambre mixte (Human Rights Watch, 2009). Individualiser la responsabilité implique également de s'engager auprès des principaux acteurs politiques et militaires, y compris les chefs des groupes armés et des forces de défense locales, sur une base individuelle, plutôt que de les considérer comme représentant des « communautés » non distinctes. Enfin, pour éviter que des violences soient infligées aux civils en guise de punition pour des actes commis par des groupes armés, il convient de multiplier les efforts de sensibilisation des belligérants au droit international humanitaire, en particulier au principe de distinction entre combattants et civils.

L'atténuation de la violence sur les Plateaux exige également de reconnaître que les conflits de pouvoir local et d'accès aux ressources, y compris la transhumance, ne conduisent pas nécessairement à la mobilisation armée. Cette situation ne se produit que lorsqu'il y a militarisation de ces conflits et des conflits de pouvoir local qui y sont liées, un processus ayant sa propre logique et sa propre dynamique. Pour remédier à la militarisation, il est essentiel d'étudier les mécanismes qui incitent les entrepreneurs politico-militaires et les autorités locales à recourir à la force pour résoudre les conflits et les rivalités, afin de mieux comprendre quand et pourquoi ils le font. En outre, il est indispensable que les parrains civils et les alliés des groupes armés rendent des comptes, quel que soit le niveau auquel ils opèrent (local, provincial ou

national), par exemple en les dénonçant, en exerçant une pression sur la communauté ou par des moyens judiciaires.

Par ailleurs, la démilitarisation contribuera à désamorcer les dilemmes de sécurité locale. Il ne suffit pas d'éliminer la méfiance entre les communautés pour résoudre ces dilemmes, car ils sont façonnés par l'équilibre du pouvoir militaire entre les groupes armés. De plus, ces dilemmes sont étroitement liés à la méfiance vis-à-vis des FARDC et, de plus en plus, de la MONUSCO. Pour résoudre les dilemmes de sécurité, il faut donc rétablir la confiance dans les services de sécurité et la mission de l'ONU. Pour y parvenir, il est indispensable que ces forces intensifient leurs efforts dans la protection des civils. La collaboration des groupes armés avec les forces rebelles et acteurs gouvernementaux étrangers a également exacerbé les dilemmes de sécurité. S'il est souvent difficile de savoir qui exerce de l'influence sur les groupes armés, les personnes faisant partie de leurs réseaux politiques et sociaux plus larges devraient essayer de convaincre les dirigeants des groupes armés de cesser leur collaboration avec les groupes armés étrangers. De manière plus générale, les efforts diplomatiques visant à améliorer les relations bilatérales dans la région des Grands Lacs devraient être intensifiés, notamment par les envoyés spéciaux pour les Grands Lacs.

La nature multidimensionnelle des dynamiques du conflit et de la violence sur les Plateaux implique que les interventions à un seul niveau, bien que pouvant avoir un effet temporaire, ne peuvent pas apporter un changement durable. Les pourparlers entre les acteurs locaux sont importants, mais la prise en compte des griefs exprimés ou la mise en œuvre des accords nécessitent l'implication des gouvernements nationaux et provinciaux. Parallèlement, les accords de cessez-le-feu ou de paix seront difficiles à mettre en œuvre si les groupes armés ou forces gouvernementales étrangers continuent à s'engager dans des hostilités ou à les encourager. Les efforts de consolidation de la paix doivent donc, dans l'idéal, être multidimensionnels et toucher simultanément différents niveaux, même si cela nécessite une coordination complexe entre différents groupes d'acteurs. Les organisations de consolidation de la paix ont souvent du mal à travailler en dehors de leur zone de confort et à s'adapter avec souplesse à l'évolution rapide des dynamiques du conflit et de la violence. Les situations de crise complexes comme celle des

Hauts Plateaux mettent à l'épreuve les limites de l'industrie contemporaine de consolidation de la paix. En même temps, elles illustrent que l'incapacité à faire la différence nuit gravement à la légitimité des intervenants internationaux, en particulier dans les situations de conflit prolongé. L'innovation est donc une nécessité pour les intervenants, de peur qu'ils ne fassent partie du violent statu quo.

- AAB (1954): RA/AIMO 178 Rapports Annuels Uvira, African Archives Brussels.
- Actualité.cd (2019a): RDC-Fizi: Reddition d'un chef milicien avec ses 300 éléments, <https://actualite.cd/2019/02/01/rdc-fizi-reddition-dun-chef-milicien-avec-ses-300-elements>
- Actualité.cd (2019b): Banyamulenge "ne prendra plus part" à un dialogue avant la fin du "génocide", (Déclaration), <https://actualite.cd/2019/10/20/rdc-la-communaute-banyamulenge-ne-prendra-plus-part-un-dialogue-avant-la-fin-du-genocide>
- AFP (2020): Les rebelles de RED-Tabara revendiquent une série d'attaques en terre burundaise, <https://www.voaafrique.com/a/burundi-les-rebelles-de-red-tabara-revendiquent-une-s%C3%A9rie-d-attaques/5588622.html>
- Bambe, S. (2020): RDC: Bitakwira quitte le FCC et débarque chez Félix Tshisekedi, <https://magazinelaguardia.info/2020/11/23/rdc-bitakwira-quitte-le-fcc-et-debarque-chez-tshisekedi/>
- Boisselet, P. (2021): In the highlands of South Kivu, a political impasse and a chain of desertions, *Kivu Security Tracker*, <https://blog.kivusecurity.org/tag/kst-2/>
- CCPDD (2019): Declaration of CCPDD on the inflammatory speech of the UNC deputy Omari Bulakali in Baraka city, *Citizen Campaign for Peace and Sustainable Development in DRC*, <https://www.campaignforpeacecdrc.com/post/declaration-of-ccpdd-on-the-inflammatory-speech-of-the-unc-deputy-omari-bulakali-in-baraka-city>
- Congo au jour le jour (2019): Voix munyamulenge contredit Azarias Ruberwa, <https://congoaujourlejour.blogspot.com/2019/11/groupe-des-banyamulenge-contredisent.html>
- Cikuru, M. (2020): Fizi: 4 villages attaqués par la coalition Makanika près de Minembwe, plusieurs maisons incendiées, [https://www.mediacongo.net/article-actualite-77967\\_fizi\\_4\\_villages\\_attaques\\_par\\_la\\_coalition\\_makanika\\_pres\\_de\\_minembwe\\_plusieurs\\_maisons\\_incendiees.html](https://www.mediacongo.net/article-actualite-77967_fizi_4_villages_attaques_par_la_coalition_makanika_pres_de_minembwe_plusieurs_maisons_incendiees.html)
- Congo Research Group (2019): *The CNPSC rebellion: Social marginalization and state complicity in South Kivu*. New York: Congo Research Group.
- Depelchin, J. (1974): 'From pre-capitalism to imperialism: A history of social and economic formations in eastern Zaire (Uvira Zone, c.1800-1965)' (Stanford: PhD dissertation).

- Davis, L. (2013): Power shared and justice shelved: The Democratic Republic of Congo. *The International Journal of Human Rights* 17(2): 289–306.
- Eriksson Baaz, M. and Verweijen, J. (2013): The volatility of a half-cooked bouillabaisse. Rebel-military integration and conflict dynamics in eastern DRC. *African Affairs* 112(449): 563–582.
- Eyalama (2019): Rwanda's RDF troops cross into DRC to neutralize Kayumba's RNC forces and Banyamulenge, <https://eyalama.com/rwandas-rdf-troops-cross-into-drc-to-neutralize-kayumbas-rnc-forces-and-banyamulenge/>
- Fizi Media (2019): Fizi: L'Honorable Kaliba Mulanga demande l'annulation de la commune de Minembwe, <https://www.radiorafizi.net/2019/03/22/fizi-lhonorale-kaliba-mulanga-demande-lannulation-de-la-commune-de-minembwe/>
- Gras, R. (2020a): Rwanda and the DRC get closer despite lingering tensions, <https://www.theafricareport.com/24057/rwanda-and-the-drc-get-closer-despite-lingering-tensions/>
- Gras, R. (2020b): Rwanda: 'Our rapprochement with the DRC can't please everyone' – Vincent Biruta, <https://www.theafricareport.com/44287/rwanda-our-rapprochement-with-the-drc-cant-please-everyone-vincent-biruta/>
- Hoffmann, K. (2021): Ethnogovernmentality: The making of ethnic territories and subjects in Eastern DR Congo *Geoforum* 119: 251–267.
- Human Rights Watch (2004): Burundi: The Gatumba massacre. War crimes and political agendas. <https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/africa/burundi/2004/0904/index.htm>
- Human Rights Watch (2009): A “mixed chamber” for Congo? <https://www.hrw.org/news/2009/10/05/dr-congo-mixed-chamber-congo>
- ICG (2020): *Averting proxy wars in the eastern Congo and the Great Lakes*. Brussels: International Crisis Group.
- Iguma Wakenge, C. and Vlassenroot, K. (2020) *Do local agreements forge peace? The case of eastern DRC*. Conflict in Governance Network, Congo Research Brief No 5.
- Jackson, S. (2006): Sons of which soil? The language and politics of autochthony in eastern D.R. Congo *African Studies Review* 49(2): 95–123.
- Jackson, S. (2007): Of “doubtful nationality”: Political manipulation of citizenship in the DR Congo, *Citizenship Studies* 11(5): 481–500.
- Kagame, A. (1972): *Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda, Vol. 3*. Butare: Éditions universitaires du Rwanda.
- Kaze, F. (2020): Rwanda-Burundi: l'espoir de normalisation de retour, <https://www.jeuneafrique.com/1061153/politique/rwanda-burundi-lespoir-de-normalisation-de-retour/>
- Lemarchand, R. (2009): *The dynamics of violence in Central Africa*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Kibangula, T. (2018): RDC: Qui est Néhémie Mwilanya Wilondja, le « vice-président » de Joseph Kabila?, <https://www.jeuneafrique.com/mag/549094/politique/rd-congo-qui-est-nehemie-mwilanya-wilondja-le-vice-president-de-kabila/>

- Kigabi, A. (2020): RDC: Un élu de l'UDPS promet de faire échec à la mission de Bitakwira et s'apprend aux proches du chef de l'État, <https://libregrandlac.com/article/2557/rdc--un-elu-de-l-udps-promet-de-faire-echec-a-la-mission-de-bitakwira-et-s-apprend-aux-proches-du-chef-de-l-1-%C3%A9tat>.
- KST (2019): Exactions, populations assiégées, tensions régionales: que se passe-t-il à Minembwe? *Kivu Security Tracker*, <https://blog.kivusecurity.org/fr/exactions-populations-assiegees-tensions-regionales-que-se-passe-t-il-a-minembwe/>
- KST (2020): "Balkanization," regional tensions or state weakness: The real threats to stability in the Kivus, *Kivu Security Tracker*, <https://blog.kivusecurity.org/tag/balkanization/>
- Larcher, L. (2018): Sud-Kivu, la troisième guerre du Congo a-t-elle commencé ? <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Sud-Kivu-troisieme-guerre-Congo-elle-commence-2018-11-15-1200983332>
- Life & Peace Institute (2011): *Au-delà des groupes armés. Conflits locaux et connexions sous-régionales L'exemple de Fizi et Uvira (Sud- Kivu, RDC)*. Bukavu: Life & Peace Institute
- Mathys, G. (2017): Bringing history back in: Past, present, and conflict in Rwanda and the eastern Democratic Republic of Congo. *Journal of African History* 58(3): 465–487.
- Maximum (2020): Décentralisation ou balkanisation: Minembwe, commune rurale ou cheval de Troie? <https://lemaximum.cd/decentralisation-ou-balkanisation-minembwe-commune-rurale-ou-cheval-de-troie/>
- MediaCongo.net (2020): Érection de Minembwe en commune rurale : Décentralisation ou balkanisation ? [https://www.mediacongo.net/dossier-mediacongo-81\\_erection\\_de\\_minembwe\\_en\\_commune\\_rurale\\_decentralisation\\_ou\\_balkanisation\\_erection\\_de\\_minembwe\\_en\\_commune\\_rurale\\_decentralisation\\_ou\\_balkanisation.html](https://www.mediacongo.net/dossier-mediacongo-81_erection_de_minembwe_en_commune_rurale_decentralisation_ou_balkanisation_erection_de_minembwe_en_commune_rurale_decentralisation_ou_balkanisation.html)
- Michombero, D. (2020): Les limites de la commune de Minembwe largement partagées sur internet sont fausses, <https://www.congocheck.net/les-limites-de-la-commune-de-minembwe-largement-partagees-sur-internet-sont-faussees/>
- Moeller, A. (1936): *Les grandes lignes des migrations de bantous de la province Orientale du Congo Belge* (Tome VI). Brussels: Institut Royal Colonial Belge.
- Muchukiwa, B. (2006) : *Territoires ethniques et territoires étatiques. Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud Kivu*. Paris: L'Harmattan.
- Mugisha, I.R. (2020): Burundi seeks extradition of rebels from Rwanda, <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/burundi-seeks-extradition-of-rebels-from-rwanda--2458118>
- Murinda, J. (2021) : RDC-Arrestation arbitraire de Sekunzi Zakariya Bonheur: Il n'est ni rebelle contre le gouvernement ni seigneur de guerre, <https://www.7sur7.cd/2021/02/17/rdc-arrestation-arbitraire-de-sekunzi-zakariya-bonheur-il-nest-ni-rebelle-contre-le>
- Ngbanda-Nzambo ko Atumba, H. (2019): Vérité sur la guerre de Minembwe, <https://www.info-apareco.com/wp-content/uploads/2019/08/MEMORANDUM-Apareco-VERITE-SUR-LA-GUERRE-DE-MINEMBWE.pdf>

- Ntanyoma Rukumbuzi, D. (2021) : Hate speech and genocide in Minembwe, D.R. Congo, <https://www.genocidewatch.com/single-post/hate-speech-and-genocide-in-minembwe-d-r-congo>
- Prunelle (2020a): Justin Bitakwira à la tête de Simama Kivu mouvement pour lutter contre la balkanisation, <https://laprunelleverte.info/rdc-justin-bitakwira-a-la-tete-de-simama-kivu-mouvement-pour-lutter-contre-la-balkanisation/>
- Prunelle (2020b): Uvira: Pour protester contre une tentative d'occupation étrangère la NSCC appelle à une journée ville morte ce jeudi, <https://laprunelleverte.info/uvira-pour-protester-contre-une-tentative-d-occupation-etrangere-la-nssc-appelle-a-une-journee-ville-morte-ce-jeudi/>
- Prunelle (2020c): Itombwe: Attaque contre le camp des déplacés de Mikenge, <https://laprunellerdc.info/itombwe-attaque-contre-le-camp-des-deplaces-de-mikenge/>
- Prunelle (2020d): Müller Ruhimbika: « J'ai adhéré au PPRD parce que je vais continuer à soutenir Joseph Kabila » (Interview), <https://laprunellerdc.info/muller-ruhimbika-jai-adhere-au-pprd-parce-que-je-vais-continuer-a-soutenir-joseph-kabila-interview/>
- Prunelle (2020e): Mission de paix au Sud-Kivu: des Babembe récusent à leur tour Justin Bitakwira, <https://laprunellerdc.info/mission-de-paix-au-sud-kivu-des-babembe-recusent-a-leur-tour-justin-bitakwira/>
- Prunelle (2020f): Mission de paix au Sud-Kivu: des Banyamulenge récusent Justin Bitakwira et Claude Misare, <https://laprunellerdc.info/mission-de-paix-au-sud-kivu-des-banyamulenge-recusent-justin-bitakwira-et-claude-misare/>
- Prunelle (2020g): Retraite de Murhesa (Sud-Kivu): les groupes armés posent de nouveau des conditions et des exigences avant toute démarche de DDR, <https://laprunellerdc.info/retraite-de-murhesa-sud-kivu-les-groupes-armes-posent-de-nouveau-des-conditions-et-des-exigences-avant-toute-demarche-de-ddr/>
- Prunelle (2020h): Fizi-Mwenga-Uvira: Des groupes armés mai-mai boycottent des assises sur la paix à Murhesa, <https://laprunellerdc.info/fizi-mwenga-uvira-des-groupes-armes-mai-mai-boycottent-des-assises-sur-la-paix-a-murhesa/>
- Radio Okapi (2020a): Sud-Kivu : Un mort et trois blessés parmi les déplacés à Bijombo (MONUSCO), <https://www.radiookapi.net/2020/02/20/actualite/securite/sud-kivu-un-mort-et-trois-blesses-parmi-les-deplaces-bijombo-monusco>
- Radio Okapi (2020b): Sud-Kivu: Des détonations d'armes lourdes et légères entendues à Ruzizi, <https://www.radiookapi.net/2020/03/06/actualite/securite/sud-kivu-des-detonations-darmes-lourdes-et-legeres-entendues-ruzizi>
- RFI (2017): Burundi: Les rebelles du Forebu changent de nom et d'organigramme, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20170828-burundi-rebelles-forebu-changent-noms-organigramme>
- RFI (2020a): En visite à Beni le cardinal Ambongo alerte sur un risque de «balkanisation», <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200104-rdc-beni-cardinal-ambongo-risque-balkanisation-massacres-nord-kivu>

- RFI (2020b): RDC: Bilan incertain, mais émotion certaine après une attaque au Sud-Kivu, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200727-rdc-bilan-%C3%A9motion-certaine-massacre-sud-kivu>
- Rigaud, C. (2020): RDC: Minembwe, la commune de discorde, <http://afrikarabia.com/wordpress/rdc-minembwe-la-commune-de-la-discorde/>
- Rolley, S. (2019): RDC: Minembwe assiégée, les raisons des violences sur les Hauts plateaux, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191025-rdc-raisons-violences-minembwe-kivu>
- Rolley, S. (2020): Militaires rwandais en RDC: quelles preuves? (2/2), <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200423-militaires-rwandais-en-rdc-quelles-preuves-22>
- Ruhimbika, M. (2001): *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres*. Paris: L'Harmattan.
- SOS Media Burundi (2020): Sud-Kivu: l'armée congolaise affirme avoir chassé des groupes armés burundais et rwandais de leur campement, <https://www.sosmediasburundi.org/2020/10/26/sud-kivu-larmee-congolaise-affirme-avoir-chasse-des-groupes-armes-burundais-et-rwandais-de-leur-campement/>
- Stearns, J. et al. (2013): *Banyamulenge: Insurgency and exclusion in the mountains of South Kivu*. London: Rift Valley Institute.
- UN (2011): S/2011/738 Final Report of the UN Group of Experts on the DRC.
- UN (2019): S/2019/469, Final Report of the UN Group of Experts on the DRC.
- UN (2016): S/2016/466, Final Report of the UN Group of Experts on the DRC.
- UN (2018): S/2018/1133, Mid-term report of the UN Group of Experts on the DRC.
- UN (2019): Sud-Kivu: UN team on Joint Assessment Mission to Minembwe, <https://peacekeeping.un.org/en/sud-kivu-un-team-joint-assessment-mission-to-minembwe>
- UN (2020): S/2020/919, MONUSCO Report of the Secretary General.
- UNJHRO (2020): *Analytical note on the human rights situation in the highlands of Mwenga, Fizi and Uvira territories, South Kivu province, between February 2019 and June 2020*, UN Joint Human Rights Office.
- UNOHCHR (2010): *Democratic Republic of the Congo, 1993–2003. Report of the Mapping Exercise Documenting the Most Serious Violations of Human Rights and International Humanitarian Law Committed within the Territory of the Democratic Republic of the Congo between March 1993 and June 2003*. Unofficial translation from French original. Geneva: UNOHCHR
- Verweijen, J. (2015a): From autochthony to violence? Discursive and coercive social practices of the Mai Mai in Fizi, eastern DR Congo, *African Studies Review* 58(2): 157–180.
- Verweijen, J. (2015b): 'The ambiguity of militarization. The complex interaction between the Congolese armed forces and civilians in the Kivu provinces, eastern DR Congo' (Utrecht University, PhD thesis).
- Verweijen, J. (2015c): Understanding the recent operations against the FNL/Nzabampema, <http://congoresearchgroup.org/guest-blog-understanding-recen/>

- Verweijen, J. (2016a): *Stable instability: Political settlements and armed groups in the Congo*. London: Rift Valley Institute.
- Verweijen, J. (2016b): *A microcosm of militarization: Conflict, governance and armed mobilization in Uvira*, South Kivu. London: Rift Valley Institute.
- Verweijen, J. (2017): Taking Uvira? The remarkable tenacity of the CNPSC coalition, <https://suluhu.org/2017/09/28/cnp-sc-uvira-fizi/>
- Verweijen, J. and Brabant, J. (2017): Cows and guns. Cattle-related conflict and armed violence in South Kivu, DR Congo, *Journal of Modern African Studies* 55(1): 1–27.
- Verweijen, J. and Vlassenroot, K. (2015): Armed mobilisation and the nexus of territory, identity, and authority: The Banyamulenge's contested territorial aspirations in eastern DR Congo, *Journal of Contemporary African Studies* 33(2): 191–212.
- Verweijen, J., Twaibu, J., Dunia Abedi, O., and Ndisanze Ntababarwa, A. (2020). *The Ruzizi Plain. A crossroads of conflict and violence*. Governance in Conflict Network, Insecure Livelihoods Series.
- Vidal, K. (2020): Volkswoede over onverschilligheid na bloedbad Zuid-Kivu, [https://www.standaard.be/cnt/dmf20200727\\_97684456](https://www.standaard.be/cnt/dmf20200727_97684456)
- Vlassenroot, K. (2002): Citizenship, identity formation & conflict in South Kivu: The case of the Banyamulenge. *Review of African Political Economy* 29(93/94): 499–515.
- Vlassenroot K. (2004): Reading the Congolese crisis. In: Vlassenroot K. and Raeymaekers T. (eds.) *Conflict and social transformation in eastern DR Congo*. Ghent: Academia Press, 39–60.
- Vlassenroot, K. (2013): *South Kivu. Identity, territory, and power in the eastern Congo*. London: Rift Valley Institute.
- Vlassenroot, K., Mudinga, E. and Musamba Bussy, J. (2020): Navigating social spaces: Armed mobilization and circular return in Eastern DR Congo. *Journal of Refugee Studies*, <https://doi.org/10.1093/jrs/feaa048>
- Vogel, C. and Musamba, J. (2016): 'Recycling rebels? Demobilization in the Congo', London: Rift Valley Institute.
- Weis, G. (1958): *Le pays d'Uvira: Etude de géographie régionale sur la bordure occidentale du lac Tanganika*. Brussels: Duculot.
- Willame, J.C. (1999): Banyarwanda et Banyamulenge: *Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Brussels: CEDAF.
- Wolters, S. (2004): *Continuing instability in the Kivus: Testing the DRC transition to the limit*. Pretoria: Institute for Security Studies.

# Annexe : Aperçu des principaux acteurs sur les Hauts Plateaux

Situation mi-mars 2021. Groupes basés dans la zone mais non pas impliqué, comme le CNRD, ne sont pas énumérés.

Nom	Zone d'opérations approximative	Commandants et officiers principaux (non exhaustif)	Collaborations avec autres groupes sur les Plateaux (sans exclure des tensions entre eux)
Mai-Mai Mulumba	<b>QG :</b> Kasolero <b>Opérations :</b> Hauts Plateaux de Kasolero- Mmonda, Lekesha, Ibumba, Kangembe, Malingumu, Kakunga (Basimunyaka Sud; Basombo)	Mulumba (Nyindu) ; Bulambo ; Eric	Membre de la coalition CNPSC Collabore avec FABB et Mai-Mai Mtezezi
Mai-Mai Assani Mbakanyi (aka Malkiya) / Forces Armées Biloze Bishambuke (FABB)	<b>QG :</b> Rugezi <b>Opérations :</b> Miliimba, Byalere, Rugomero, Kasiru, Kitumba (Basimunyaka Sud; Basimukuma Sud)  Movements to Kalingi et Rusankuku (Basimukindje 1)	Assani Mbakanyi (Fuliiru) ; Luhala Kasororo ; Aimé Yotamu Sanvura ; Jumy ; Kulimba Rubwiza ; John Karondera ; Jacques Nahulogola  <b>Porte-parole :</b> Aimable Rubogora	Collabore avec Mai-Mai Mulumba et Mai-Mai Mtezezi

Nom	Zone d'opérations approximative	Commandants et officiers principaux (non exhaustif)	Collaborations avec autres groupes sur les Plateaux (sans exclusion des tensions entre eux)
Mai-Mai Mtetezi/FPDC-ML	<p><b>QG :</b> Nakiele et Bilende</p> <p><b>Opérations :</b> Kanguli</p> <p>Kilumbi, Tubuki, Kitasha, Kuwisumo; Kipupu, Kiseke, Kaboke (Basiloca; Hauts Plateaux de Balala Nord; Moyens Plateaux de Tanganyika et Mutambala; Basimunyaka, Basimukuma Sud; Basimwenda; Basimukindje 1 et 2)</p>	<p>Ebuela wa Seba Trésor "Mtetezi" (Bembe) ;</p> <p>Kakobanya; Malenga Idi Mamba ;</p> <p>Nyamangyoku ;</p> <p>Milenge/Mirenge ;</p> <p>Simba ya Bilima ;</p> <p>Samuel ; Aoci ; Lwesula Sarive ; Ngyalabato ; Issa Mutoki Gosi ; Ngarukiye ; Zela Mbuma ; Vincent</p> <p><i>(quelques-uns de ces commandants réclament de temps en temps d'être à la tête d'autres groupes autonomes)</i></p>	<p>Membre de la coalition CNPSC</p> <p>Collabore avec FABB et Mai-Mai Ilunga, Mushombe et Mupekenya</p>
Mai-Mai Mushombe	<p><b>QG :</b> Rudefwe</p> <p><b>Opérations :</b> Kitoga, Magunda; Runywera Masango 2, Mushojo</p> <p>(Bijombo Nord et Hauts Plateaux of Kigoma)</p>	<p>Mushombe Muganguzi (Fuliiru) ; Nakishale</p>	<p>Collabore avec Mai-Mai Kashumba, Ilunga et Mupekenya</p>
Mai-Mai Yakutumba	<p><b>QG :</b> mobile</p> <p><b>Opérations :</b> différentes zones de Fizi (Ngandja, Mutambala et Lulenge sectors), mouvements sur les Hauts Plateaux à Kuwisumo (Balala Nord) et Kaboke (Basimukindje 1)</p>	<p>Yakutumba Amuri William (Bembe) ; Hercule Musa ; Byamungu ; Kizza Bavon</p> <p><b>Porte-parole :</b> Dalton Mwila</p>	<p>Coordonne CNPSC</p> <p>Collabore avec FABB</p>
Mai-Mai Kashumba	<p><b>QG :</b> Nanenge</p> <p><b>Opérations :</b> Mangwa, Kihuha, Ndegu, Kiruli, Mukono et Kasheka, Taba, Ndegu Katembo (Moyens Plateaux de Kigoma et Runingu)</p>	<p>Kashumba Musagara Constatin (Fuliiru) ; Rushaba</p>	<p>Collabore avec Mai-Mai Ilunga et Mushombe</p>

Nom	Zone d'opérations approximative	Commandants et officiers principaux (non exhaustif)	Collaborations avec autres groupes sur les Plateaux (sans exclusion des tensions entre eux)
Mai Mai Makanaki Kasimbira	<b>QG :</b> Kiruhura/Kitundu <b>Opérations :</b> Membo, Kayadja, Shishi, Gwembogo, Mushule, Kihande, Kasenga, Bondogolo, Kabindula (Moyens Plateaux de Kitundu et Kabindula/ parts Mulongwe et Kasenga d'Uvira-ville)	Makanaki Kasimbira (Vira) ; Mukevi Mika ; Brown ; Kata Miti ; Kanga Motema ; Jean aka Corona Virus ; Mora Useni	Collabore avec Mai-Mai Ilunga, René, Local defence et FNL/ Nzambampema
Mai-Mai Ilunga	<b>QG :</b> Rubarati <b>Opérations :</b> Masango 1, Kihuha, Malimba, Mukumba, Bikinga, Kakuku, Mutara, Gongwa (Bijombo Nord et Est)	Ilunga Lusesema (Fuliiru) ; Ndongi ; Kasongo ; Nguvu Zaradi ; Jules	Collabore avec Mai-Mai René, Makanaki, Mushombe, Kashumba, Mupekenya et RED Tabara
Mai-Mai René	<b>QG :</b> Kitala <b>Opérations :</b> Kataka, Kidote, Kakuba, Gomba, Kitu, Kikozo, Kijaga Kalonge, Muheta 1 & 2 Kirambi, Murambi (Moyens Plateauxdef Kalungwe et Makobola 1)	René Itongwa (Bembe) ; Motorola Alinote ; Mamadou ; Soleil ; Kateremuka ; Makara Masenda ; Claude ; Masudi <b>Porte-parole :</b> Amisi Muketama	Membre de la coalition CNPSC Collabore avec Mai-Mai Ilunga, Makanaki et Local defence
Mai-Mai Réunion wa Rusasa	<b>QG :</b> Makyaka <b>Opérations :</b> Mibula, Bitaliro, Rusololo, Etundu, Kiringi, Katoke, Mugorere (Moyens Plateaux ode Swima et Mboko)	Réunion wa Rusasa (Twa/Bembe) ; Mushingwa ; Mbogoyishamba ; Mbeleci Comando ; Kasongo ; Byamungu Gausa	Membre de la coalition CNPSC

Nom	Zone d'opérations approximative	Commandants et officiers principaux (non exhaustif)	Collaborations avec autres groupes sur les Plateaux (sans exclusion des tensions entre eux)
Mai-Mai Mupekenya	<b>QG :</b> Bilimba/Maheta <b>Opérations :</b> Kateja (Itombwe) Tchanzovu (Bijombo)	Kati Malisawa (Twa) ; Bienfait	Collabore avec Mai-Mai Mtezezi, Ilunga et Mushombe
Local defence	Nambingu, Munanira, Kishembwe, Kirungu/ Buhonde  (Moyens Plateaux de Kidjaga et Kabindula)	Jean (Vira) ; Nangudja ; Mandevu	Collabore avec Mai-Mai Makanaki, René et Ilunga
Gumino	<b>QG :</b> Kajembwe (Bijombo) et Kawela (Basimukindje 1) <b>Opérations :</b> Muliza, Kakenge, Ilundu, Kahololo, Rurambo et Bibwangwa (Basiloca/Mutambala et Basimunyaka-Sud/Lulenge ; Hauts Plateaux de Kigoma et Itara/Luvungi)	Shaka Alexis Nyamusaraba (Banyamulenge) ; Matemberi Jonas ; Koboyi Muhoz ; Semahoro Mporona Norebert ; Nyerere Gasinzira	Collabore avec Twirwaneho
Twirwaneho Makanika et Kamasa	<b>QG :</b> Bijabo <b>Opérations :</b> Kamombo, Mugomo, Bishigo, Mikalati, Kitaka, Kabara, Kangwe, Kirumba, Cakira, Nyamara, Bulambo, Malanda, Kangwe, Ngoma, Kitasha 1 et 2, Kaniura (Balala Nord et Basimukindji 1)	Michel Makanika Rukunda (Banyamulenge) ; Charles Sematama ; Kibangula Sengyumva ; Mufoko Joli ; Muniyamahoro Mudege ; Rushombo Freddy ; Singaye Mihingano ; Serugaba ; Gikwerere Charles ; Musore ; Shanga  <b>Coordinateur :</b> Ndakize Kamasa	Collabore avec Gumino

Nom	Zone d'opérations approximative	Commandants et officiers principaux (non exhaustif)	Collaborations avec autres groupes sur les Plateaux (sans exclure des tensions entre eux)
Twirwaneho	Organisé par zone à travers Bijombo, Minembwe, Kamombo, Kahololo et la partie Itombwe des Hauts Plateaux	Rutebuka Rutenja ; Ruhumuza ; Kimasa Ndori ; Rwemba ; Mutware Alexis ; Segakunzi; Ruhumuriza Semutumwa Kirayi ; Rugenerwa Ruhanama ; David Muhoza dit El Shabab (Banyamulenge) Coordinateur : Bienvenue Kamasa	Collabore avec Gumino
FNL/ Nzabampema (Burundian)	<b>QG :</b> Ruminuko <b>Opérations :</b> Kisanga, Kabondola, Lusololo, Katonyera, Shera, Busaba ; forest of Kihuha, forêt de Mangwa, Rwamabuye Kyamate, Kahwizi, Kiliba (Basimukindje 2/ Itombwe ; Moyens Plateaux de Kigoma et Muhungu, Plaine de la Ruzizi)	Aloys Nzabampema (Hutu)	Collabore avec Makanaki
RED-Tabara (Burundais)	<b>QG :</b> Rubarati <b>Opérations :</b> Masango, movements to Mbandakila, Mushojo, Kahololo (Basimukindje 1/Itombwe ; Kigoma et Muhuzi/Lwindi)	Gisiga (Tutsi), Lumumba Lubumbashi	Collabore avec Ilunga

# THE INSECURE LIVELIHOODS SERIES

